

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE :** Les facteurs qui déterminent le volume et l'orientation des placements, par J. Lecailon — De quelques aspects du marché monétaire des Pays-Bas — Les budgets de 1960 et 1961 (suite) — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## LES FACTEURS QUI DETERMINENT LE VOLUME ET L'ORIENTATION DES PLACEMENTS

par Jacques LECAILLON,

*Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Lille.*

La théorie économique s'est beaucoup préoccupée, notamment depuis la publication de la « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » de J. M. Keynes, des relations qui unissent l'épargne au revenu et l'investissement à l'épargne.

D'une manière très générale, l'accent a été mis sur les points suivants :

— L'épargne est une fonction croissante du revenu; elle est d'autant plus forte que le revenu est plus élevé. Et comme il existe, dans un état donné des techniques et des habitudes, un niveau de consommation physiologiquement ou sociologiquement incompressible, tout titulaire de revenu n'est pas automatiquement un épargnant. L'épargne n'apparaît qu'à partir d'un certain niveau de revenu.

— Toute l'épargne n'est pas investie, ou plus exactement placée. Une marge plus ou moins importante de thésaurisation existe, qui est, elle aussi, fonction des habitudes sociales et de la conjoncture économique. Cette marge de thésaurisation crée des désajustements et peut être source de déséquilibre sur les marchés.

— L'épargne est, dans une assez large mesure, le fait des titulaires de revenus et plus précisément des ménages, bien que l'épargne des entreprises soit loin d'être négligeable, tandis que l'investissement est fonction des décisions des entrepreneurs. Les décisions d'épargner et d'investir ne sont donc pas prises par les mêmes sujets économiques dans les

pays où la petite exploitation familiale n'est plus qu'un vestige du passé et où les ressources de l'entreprise ne se confondent pas avec celles du ménage. L'existence de ces deux centres de décision relativement indépendants l'un de l'autre engendre de nouveaux désajustements entre l'épargne et l'investissement et porte de nouvelles atteintes à l'équilibre économique général, bien que les banques puissent intervenir pour opérer les régularisations souhaitables. Mais le fait que les organismes de crédit s'insèrent, d'une manière ou d'une autre, entre les épargnants privés et les entreprises en quête de capitaux, met davantage l'accent sur la dissociation des décisions de placer et des décisions d'investir.

Laissant de côté les facteurs commandant la décision d'investissement — qui est du ressort de l'entreprise —, nous nous proposons d'analyser ici les facteurs susceptibles de déterminer la décision de placement qui dépend du comportement des ménages.

Une telle recherche suppose que l'on localise les catégories de personnes susceptibles de disposer d'un capital ou, éventuellement, de le constituer, c'est-à-dire d'épargner. Bien entendu, comme on l'a souligné plus haut, toute épargne n'est pas nécessairement placée; mais tout placement a pour origine une épargne. Toutefois, la liaison souvent évoquée entre le revenu ou la fortune, d'une part, et l'épargne, d'autre part, ne suffit pas à faire du

revenu ou de la fortune les seuls éléments décisifs du placement et de sa nature. Les habitudes sociales, la psychologie des individus — qui peuvent varier d'un pays et d'une époque à l'autre — exercent également une certaine influence que l'analyse doit nécessairement prendre en considération <sup>(1)</sup>.

### 1. L'INFLUENCE DU REVENU ET DE LA FORTUNE SUR LE MONTANT ET L'ORIENTATION DES PLACEMENTS

L'existence d'une relation fonctionnelle entre l'épargne et le revenu est peu contestable; toutes les recherches statistiques la confirment. Le statisticien britannique H. F. Lydall <sup>(2)</sup> a notamment montré qu'en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, pour la période 1950-1952, l'épargne était négative dans les tranches les plus basses de revenu en raison, semble-t-il, d'un endettement dû à des achats à crédit de biens de consommation durables. Il a également noté qu'aux Etats-Unis l'épargne devenait positive à partir d'un revenu net moyen annuel (3.250 dollars) sensiblement équivalent au revenu net moyen global (3.220 dollars), alors qu'en Grande-Bretagne l'épargne n'était positive qu'à partir d'un niveau de revenu (682 livres) représentant près du double du revenu net moyen total (369 livres); cette différence paraît traduire l'inégalité de niveau de vie entre les deux communautés et confirme l'idée selon laquelle la propension moyenne à l'épargne est d'autant plus élevée que la nation est riche.

En France, nous disposons d'un sondage effectué en 1953 <sup>(3)</sup>. Les enquêteurs ont interrogé les représentants de 2.502 ménages qui ont été répartis en quatre classes :

— La classe A représente la grande bourgeoisie (industriels, hauts fonctionnaires, propriétaires terriens, membres des professions libérales), soit 10 p.c. de la population française.

— La classe B est constituée par la moyenne bourgeoisie (petits industriels, commerçants, cadres supérieurs), soit 25 p.c. de la population.

— La classe C est « la classe laborieuse » (ouvriers, employés, petits fonctionnaires, petits commerçants, artisans), soit 45 p.c. de la population.

— La classe D représente les indigents (chômeurs, petits retraités, journaliers), soit 20 p.c. du total. En raison de la nature des renseignements que l'on désirait obtenir, les membres de ce groupe n'ont d'ailleurs pas été interrogés.

Nous nous trouvons ainsi en présence d'un échantillonnage approximatif de la population classée en fonction de l'importance du revenu.

(1) Nous avons abordé l'étude de ces problèmes dans notre ouvrage publié en collaboration avec J. Marchal. *La répartition du revenu national*, Ed. Génin, Paris, vol. II, 1958.

(2) H. F. Lydall, *British Incomes and Savings*, Monograph n° 5. Basil Blackwell, Oxford, 1955, pp. 151 et 155.

(3) Cf. *La Vie française*, 5 juin 1953.

Ceci étant, il est apparu que 28 p.c. des ménages avaient des possibilités d'épargne, mais que cette proportion diminuait rapidement lorsque décroissait le pouvoir d'achat. En effet, 60 p.c. des membres de la classe A ont déclaré avoir des possibilités d'épargne, 37 p.c. dans la classe B et 16 p.c. dans la classe C. La relation entre le montant du revenu et la propension à l'épargne se trouve donc une fois de plus confirmée.

Mais ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est que l'enquête s'est efforcée de mettre en évidence les raisons de cette épargne et par conséquent d'établir la démarcation entre la thésaurisation et le placement. Elle permet ainsi de dégager la relation qui unit le revenu et le placement de l'épargne. Il résulte en effet des réponses obtenues que :

1° 35 p.c. des enquêtés épargnent en vue de dépenses de consommation à plus ou moins brève échéance, alors que 50 p.c. envisagent de se constituer un capital et 15 p.c. seulement d'accroître leur capital. La proportion des personnes qui envisagent une épargne à court terme est d'ailleurs la plus élevée dans la classe la moins riche.

2° Parmi les personnes qui envisagent d'épargner pour se constituer un capital, près des trois quarts ont indiqué que c'était pour assurer leurs vieux jours, cette réponse étant la plus fréquente dans la classe la moins riche. En d'autres termes, les catégories les moins riches de la population envisagent essentiellement la constitution d'une épargne destinée à être dépensée dans l'avenir. Par contre, 12 p.c. seulement des personnes qui envisagent de se constituer un capital, soit 6 p.c. de la population totale, recherchent un accroissement de leurs revenus, c'est-à-dire envisagent un placement qui rapporte.

3° Moins du quart des enquêtés ont un patrimoine à gérer. Cette proportion est beaucoup plus forte dans la classe riche (62 p.c. dans le groupe A, 30 p.c. dans le groupe B et 10 p.c. dans le groupe C). Une certaine liaison paraît donc se dégager entre l'importance du revenu et celle du patrimoine. Une telle affirmation pourra sembler banale; précisons donc que nous entendons par là la relation de cause à effet entre le revenu et le patrimoine et non la relation inverse qui, elle, est évidente.

Nous nous proposons d'ailleurs de vérifier ces constatations en recherchant d'une manière plus précise s'il existe un lien entre le volume du revenu et l'orientation des placements, d'une part, entre l'importance du patrimoine et l'orientation des placements, d'autre part.

#### § 1. — L'influence du revenu sur l'orientation des placements.

Comment les diverses catégories de titulaires de revenus placent-elles leur épargne? Pour répondre à cette question, nous répartirons, à la suite de H. F. Lydall <sup>(1)</sup>, les différentes sortes de place-

(1) *Op. cit.*, pp. 61 sq.

ments en plusieurs groupes en fonction de leur degré de liquidité.

#### A. Les actifs liquides.

Par cette expression, nous entendons les placements à vue ou à très court terme qui ne rapportent pas tous intérêt ou un intérêt minime et qui correspondent plutôt à une épargne en attente. Ce ne sont donc pas des placements à proprement parler, mais il n'est pas inutile de juger de leur répartition en fonction du revenu de leurs titulaires.

En *Grande-Bretagne* (1951-1952), on note que les *National Savings* représentent une proportion à peu près constante — environ les deux tiers — de tous les actifs liquides pour tous les individus disposant de moins de 1.000 livres de revenu annuel. Au contraire, pour les personnes disposant annuellement de plus de 1.000 livres de revenu, et qui ne représentent que 4 p.c. des enquêtés, les *National Savings* constituent moins de la moitié (44 p.c.) des disponibilités liquides. En revanche, la proportion de leurs dépôts dans les *Joint Stock Banks* est beaucoup plus élevée (47 p.c.) que la moyenne (27 p.c.).

En *France*, l'enquête précitée révèle également certaines préférences des titulaires de revenus quant à l'emploi de leurs disponibilités.

La répartition moyenne suivante a été relevée en 1953 :

Espèces .....	38 p.c.
Caisses d'Epargne .....	22 p.c.
Banque .....	21 p.c.
Compte postal .....	14 p.c.
Bons du Trésor .....	5 p.c.
Total ... 100 p.c.	

Mais ces proportions varient avec le revenu : on dépose plus souvent de l'argent à la Caisse d'Epargne dans les classes les moins riches et à un compte de chèques postaux dans les classes les plus riches.

« L'enquête sur les tendances de la consommation des salariés urbains » (1), menée en 1955, aboutit à des conclusions voisines. Elle précise en effet que « la défiance ou le manque d'information à l'égard de tout mode de placement autre que la Caisse d'Epargne semblent très répandus et pas seulement dans les groupes les plus modestes ». Ce sont les plus gros épargnants, c'est-à-dire les titulaires des revenus les plus élevés, qui envisagent de placer leur argent autrement qu'en dépôts à vue. Dans les milieux modestes, les préférences vont aux dépôts à la Caisse d'Epargne, tandis que dans les groupes intermédiaires on a davantage recours aux comptes postaux ou bancaires.

Il semble donc qu'en France comme en Grande-Bretagne, il existe certaines habitudes qui traduisent des comportements différents des titulaires de revenus plus ou moins élevés en ce qui concerne l'emploi de leurs disponibilités liquides.

#### B. Les valeurs mobilières.

On regroupe dans cette rubrique l'ensemble des titres émis par l'Etat, les organismes publics et les entreprises privées (actions et obligations), à l'exclusion des titres à court terme précédemment considérés (bons du Trésor).

En *Grande-Bretagne*, selon H. F. Lydall, 5,5 p.c. de la population possède des valeurs mobilières. La proportion des propriétaires de valeurs est minime chez les personnes qui disposent de moins de 600 livres de revenu par an (3 p.c. en moyenne des titulaires de revenus); elle s'accroît dans la tranche de 600 à 999 livres (12 p.c.) et fait un bond important pour les gros revenus, supérieurs à 1.500 livres (58 p.c.). On peut donc retenir que, non seulement l'importance de ce type de placement est fonction du revenu, mais aussi et surtout que ces placements n'intéressent que les catégories riches de la population.

En *France*, on a également relevé que les valeurs mobilières étaient beaucoup plus appréciées dans les classes les plus riches. On constate en outre que les placements d'Etat intéressent davantage les groupes les moins riches de la population.

Aux *Etats-Unis*, il résulte d'une étude de T. R. Atkinson (1), menée dans l'Etat de Wisconsin en 1949, que la propension au placement lucratif et à long terme s'accroît avec le revenu. Si l'on s'attache plus particulièrement aux créances et aux obligations, on constate que les créances sur des personnes ou des entreprises sont très importantes dans les tranches de faibles revenus, tandis que dans les groupes à hauts revenus s'affirme la prédominance des placements en obligations émises par les collectivités publiques, ce qui s'explique par les avantages fiscaux attachés à ce type de placement. Mais les titulaires de très hauts revenus détiennent essentiellement des actions : ceux qui disposent d'un revenu annuel supérieur à 50.000 dollars placent en actions jusqu'à 93 p.c. du total de leurs actifs; en outre, les actions détenues sont en majorité non négociables; ce phénomène est difficile à interpréter : T. R. Atkinson suggère qu'une forte proportion des actions non cotées en bourse est détenue par le personnel dirigeant des sociétés qui émettent ces actions, le but poursuivi étant de rester maître du contrôle de l'entreprise.

#### C. La propriété immobilière.

L'enquête menée en *France* en 1953 montre que 13 p.c. des personnes interrogées ont cité comme étant le meilleur placement les propriétés foncières de rapport, 14 p.c., les maisons et appartements contre 11 p.c., les valeurs mobilières de toute nature; une certaine préférence pour les placements immobiliers se manifestait donc à l'époque de l'enquête.

(1) T. R. Atkinson, *The Pattern of Financial Asset Ownership. Wisconsin Individuals, 1949*, National Bureau of Economic Research, Princeton University Press, Princeton, 1956.

(1) Imprimerie nationale, Paris, 1955.

En *Grande-Bretagne*, la proportion des propriétaires d'immeubles à usage d'habitation augmente avec le revenu pour atteindre 69 p.c. dans la tranche des revenus supérieurs à 1.000 livres.

H. F. Lydall s'est également efforcé de rechercher dans quelle mesure chaque type de placement était lié aux autres. Pour ce faire, il a mis en évidence certains critères de « richesse », comme le montre le tableau suivant :

Tableau I.

Tranches de revenus	Pourcentage des membres de chaque groupe possédant :			
	des actifs liquides d'un montant supérieur à 500 livres	des valeurs mobilières pour plus de 500 livres	la propriété de leur logement	une automobile
Moins de 200 livres .....	7	1	15	1
200 à 399 livres .....	7	2	16	4
400 à 599 livres .....	9	1	21	10
600 à 999 livres .....	18	5	38	19
1.000 livres et plus .....	62	29	69	51
Ensemble ...	11	3	22	8

Il est intéressant de noter que la voie principale par laquelle la propriété du capital se diffuse dans la population est la propriété immobilière, puisque 22 p.c. des personnes interrogées sont propriétaires de leur logement, pourcentage beaucoup plus élevé que pour les autres types de propriété. Mais il s'agit ici, en général, de placements sans but lucratif, comme les automobiles et, dans une certaine mesure, les disponibilités liquides.

L'observation du tableau montre par ailleurs que tous les pourcentages, qui sont sensiblement équivalents pour les tranches de revenus inférieures à 600 livres, doublent à partir de ce niveau et effectuent un bond considérable au-dessus de 1.000 livres. On retiendra donc que *les placements sont essentiellement le fait des titulaires de revenus élevés.*

§ 2. — **L'influence de la fortune sur l'orientation des placements.**

Pour apprécier cette influence, nous disposons en France des statistiques successorales qui sont actuellement publiées avec un certain luxe de détails <sup>(1)</sup>.

La répartition en pourcentages des principaux éléments de l'actif net transmis, compte tenu de l'importance de cet actif, conduit aux constatations suivantes :

a) La part des rentes sur l'Etat, des valeurs du Trésor à long, moyen et court terme et des obligations et bons diminue au fur et à mesure que l'actif successoral augmente; mais cette diminution

est extrêmement lente. Ces divers éléments d'actif représentent en effet 5,4 p.c. de l'actif total pour les successions d'un montant inférieur à 250.000 anciens francs et 3,1 p.c. pour les successions supérieures à 100 millions, la proportion moyenne étant de 3,9 p.c.

b) Inversement, les actions, parts d'intérêt et valeurs étrangères apparaissent comme étant une fonction fortement croissante de la fortune. Leur valeur totale représente 1,6 p.c. des successions inférieures à 250.000 francs et 61 p.c. des successions supérieures à 100 millions, la proportion moyenne étant de 12,2 p.c.

c) La proportion des placements immobiliers diminue avec l'importance du patrimoine, mais la décroissance est beaucoup moins rapide pour les immeubles agricoles (de 24 à 15 p.c. de l'actif) que pour les autres immeubles (de 29 à 10 p.c.), ce qui laisse supposer que les titulaires de grosses fortunes attachent un certain intérêt à la propriété foncière.

d) Les autres éléments d'actif (numéraire et dépôts, meubles, bijoux, fonds de commerce et offices ministériels) représentent environ 30 p.c. de l'actif successoral pour toutes les successions comprises entre 250.000 francs et 20 millions d'anciens francs. Mais ce pourcentage est dépassé pour les très petites fortunes, inférieures à 250.000 francs (40 p.c. de l'actif total), et n'est pas atteint pour les très grosses fortunes supérieures à 20 millions (moins de 20 p.c.). Il semble résulter de cette remarque que plus la fortune est grande, plus la propension au placement est élevée, ce qui confirme les conclusions auxquelles nous étions précédemment parvenu.

Finalement, il apparaît bien que l'utilisation des sommes non immédiatement dépensées suit un certain ordre qui est en gros le suivant : conservation sous forme d'espèces ou en comptes courants, achat de valeurs à revenu fixe (le plus souvent rentes sur l'Etat) et placements immobiliers, achats de valeurs à revenu variable.

F. Trévoux résume bien cette progression lorsqu'il écrit : « Les petites fortunes visent avant tout à avoir un minimum de bien-être assuré par des objets mobiliers...; toutes les fortunes cherchent la sécurité qu'elles pensent trouver dans le numéraire, les valeurs à revenu fixe et partiellement dans les immeubles ... Au fur et à mesure que la fortune croît, le capital-réserve (numéraire, dépôts, valeurs à revenu fixe) reste proportionnellement le même, mais le capital créateur (actions) tend à augmenter; seules les fortunes un peu élevées acceptent les risques et sont à même de connaître et de s'intéresser aux valeurs étrangères. Les investissements productifs et nouveaux sont donc plus le fait des fortunes moyennes et élevées que des petites fortunes qui sont plus attachées à conserver nominale-ment leur capital et à avoir une réserve pour les mauvais jours » <sup>(1)</sup>.

(1) Cf. *Statistiques et Etudes financières*, juillet 1955, supplément n° 76, pp. 794-795.

(1) F. Trévoux, « Structure de la fortune privée en France », *Revue d'Economie politique*, 1949, pp. 42-43.

Ceci étant, on peut poser le problème d'une autre manière et se demander comment cette orientation des placements réagit sur la répartition des différents actifs entre les fortunes selon leur importance. Le tableau ci-après répond à la question (1953). Dans ce tableau, les fortunes ont été regroupées en

trois catégories : fortunes inférieures à 1 million d'anciens francs, représentant 25 p.c. de la fortune totale; fortunes comprises entre 1 et 20 millions représentant 62 p.c. du total; fortunes supérieures à 20 millions représentant 13 p.c. du patrimoine total :

Tableau II.

	Rentes sur l'Etat	Obligations et bons	Actions	Immeubles à usage agricole	Immeubles à autres usages	Ensemble
	(pour cent)					
Petites fortunes (moins de 1 million) .....	31	26	5	26	29	25
Fortunes moyennes (entre 1 et 20 millions) .....	61	62	52	63	64	62
Grosses fortunes (plus de 20 millions) .....	8	12	43	11	7	13
Total ...	100	100	100	100	100	100

Il est intéressant de constater que les proportions enregistrées pour les fortunes moyennes sont toujours sensiblement égales à la moyenne générale (62 p.c.), sauf pour les actions (52 p.c.). C'est donc entre les petites et les très grosses fortunes que se joue la répartition des actifs. Tandis que la répartition générale des obligations et des immeubles à usage agricole est sensiblement la même que la répartition globale des fortunes, on remarque que *les petites fortunes détiennent une proportion relativement forte des rentes sur l'Etat et des immeubles à usage non agricole* (environ 30 p.c.) et un pourcentage négligeable d'actions (5 p.c.). La situation des grosses fortunes est inverse : *proportion très élevée des actions* (43 p.c.) et faible proportion des immeubles non agricoles (7 p.c.) et des rentes sur l'Etat (8 p.c.).

De l'ensemble de ces observations, il serait téméraire de conclure à l'existence de plusieurs catégories de « placeurs », en raison de la présence d'un groupe intermédiaire extrêmement important. Il convient toutefois de signaler que *les placements en actions s'opposent aux autres types de placements*, en ce sens qu'ils sont les seuls à retenir l'attention d'une clientèle particulière, très fortunée et par conséquent peu nombreuse. Par contre, les autres placements sont susceptibles d'intéresser l'ensemble de la population.

## 2. L'INFLUENCE DES HABITUDES SOCIALES ET DE LA PSYCHOLOGIE INDIVIDUELLE SUR LE MONTANT ET L'ORIENTATION DES PLACEMENTS

Tous les individus dotés d'un revenu équivalent ou d'une fortune d'une importance sensiblement égale effectuent-ils leurs placements de la même manière ? On peut penser a priori que la réponse à cette question doit être négative et que des « coeffi-

cients » personnels ou sociologiques compliquent le problème que nous essayons d'analyser. Parmi ces éléments, la catégorie professionnelle et l'âge des épargnants paraissent jouer un rôle décisif.

### § 1. — L'influence de la catégorie professionnelle sur les placements.

Etant donné la liaison assez étroite qui unit la hiérarchie professionnelle à l'éventail des revenus, on peut soutenir que la profession n'est pas en mesure d'exercer une influence absolument autonome. C'est ce que suggère notamment H. F. Lydall. On a également noté que l'enquête française précitée avait groupé la population en classes correspondant à la fois à des niveaux de revenus et à une certaine hiérarchie professionnelle. Il nous semble cependant qu'à *égalité de revenu*, des personnes de milieu social et professionnel différent peuvent avoir des réactions différentes en ce qui concerne le fait d'épargner ou de placer. Nous nous efforcerons de vérifier cette assertion en analysant successivement les exemples français, britannique et américain.

#### A. L'exemple français.

La source essentielle dont nous disposons est constituée par les travaux de la Commission des Comptes de la Nation (1).

Cette Commission a retenu, pour l'année 1952, quatre catégories socio-professionnelles : agriculteurs, entrepreneurs individuels, salariés et « autres personnes », ce dernier groupe comprenant à la fois ceux qui ne touchent aucun salaire ou qu'un salaire occasionnel (membres du clergé, rentiers, retraités, étudiants...), les propriétaires fonciers et immobiliers et les actionnaires, lorsque le revenu de leur propriété constitue leur revenu principal, et enfin

(1) *Rapport sur les Comptes de la Nation*, vol. II : Méthodes, 1955, pp. 247 et 249.

la population des institutions; il va de soi que dans cette catégorie hétérogène, seuls les propriétaires sont vraiment en mesure d'épargner et d'opérer des placements.

Les membres de ces quatre catégories socio-professionnelles ont été répartis en quatre classes de revenus :

— Classe A : Revenus inférieurs à 230.000 anciens francs par an.

— Classe B : Revenus compris entre 230.000 et 400.000 francs.

— Classe C : Revenus compris entre 400.000 et 600.000 francs.

— Classe D : Revenus supérieurs à 600.000 francs.

Ceci étant, nous avons calculé, à partir de ces renseignements, pour chaque catégorie professionnelle et, à l'intérieur de chaque catégorie, pour chaque classe de revenus, le pourcentage de l'épargne brute par rapport aux ressources, l'épargne nette n'ayant pas été déterminée. Les résultats obtenus sont rassemblés dans le tableau suivant :

Tableau III.

	A	B	C	D	Total
	(pour cent)				
Agriculteurs .....	5,2	10,8	16,3	20,6	13,5
Entrepreneurs .....	0,0	7,0	14,2	20,2	15,6
Salariés .....	0,0	6,1	10,2	19,1	6,8
Autres .....	0,0	9,7	21,5	41,7	20,8
Ensemble ...	1,0	7,2	13,8	23,9	11,7

Il apparaît immédiatement que deux catégories socio-professionnelles ont une forte propension à l'épargne :

— Les *agriculteurs* qui sont les seuls à épargner dans la classe de revenus la plus faible et qui devancent les entrepreneurs et les salariés dans les classes intermédiaires B et C. L'équilibre se rétablit

Tableau IV.

	A		B		C		D		Total	
	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II
Agriculteurs .....	—	—	0,35	0,35	1,4	2,5	3,2	5,8	1,2	2,2
Entrepreneurs .....	7,8	3,9	3,00	3,90	2,0	3,4	3,5	6,1	2,9	4,6
Salariés .....	1,5	0,2	0,70	0,46	0,3	4,0	2,4	14,4	0,9	2,2
Autres .....	2,3	—	1,00	3,00	7,2	15,1	12,0	33,3	6,1	14,7
Ensemble ...	1,5	0,2	0,87	1,00	1,9	4,9	4,7	12,2	2,1	4,4

On peut avancer un certain nombre de remarques :

1° Les agriculteurs, qui ont une forte propension à l'épargne, paraissent avoir une faible propension au placement; la proportion du revenu des placements mobiliers et immobiliers dans leurs ressources est en effet plus faible que pour les autres catégories et cela

dans la classe D, mais ceci n'a pas beaucoup de signification puisque cette classe de revenus n'a pas de limite supérieure; en effet, les entrepreneurs ayant en moyenne des revenus plus élevés que les agriculteurs et se trouvant par conséquent en plus grand nombre dans la classe D, il n'est pas étonnant que leur proportion moyenne d'épargne soit au total plus élevée que celle des agriculteurs (15,6 p.c. contre 13,5 p.c.).

— Les *autres personnes* qui prennent l'avantage dans la classe C et présentent une propension à l'épargne deux fois plus élevée que celle des autres catégories dans la classe D. Dans ce groupe, les épargnants sont essentiellement représentés, comme on l'a déjà souligné, par les « propriétaires ». En effet, la Commission des Comptes de la Nation a opéré ailleurs <sup>(1)</sup> une ventilation entre les membres de ce groupe d'où il ressort que le pourcentage des ressources épargnées atteignait, en 1952, 52 p.c. pour les propriétaires, 2,6 p.c. pour les membres du clergé, retraités, étudiants..., et était nul pour la population des institutions.

On notera enfin que les *salariés* constituent, de loin, la catégorie qui épargne le moins.

Toutefois, cette première approche est encore insuffisante. Il faut également se demander si et comment cette épargne est placée. Pour ce faire, nous utiliserons deux sources de renseignements.

a) Nous pouvons tout d'abord construire un tableau qui présente pour chaque catégorie socio-professionnelle et pour chaque classe de revenus :

— La proportion des revenus bruts des activités annexes des ménages dans les ressources totales de ces ménages; ces revenus proviennent de la *location d'immeubles* et de l'exploitation de jardins familiaux, ces deux sources de revenus n'ayant malheureusement pas été dissociées.

— La proportion des *intérêts et dividendes* dans les ressources totales des ménages (1952).

<sup>(1)</sup> Rapport cité, p. 74.

dans la plupart des classes de revenus. Elle dépasse seulement la proportion enregistrée pour les salariés et pour la catégorie « revenus des activités annexes » dans les classes C et D, ce qui paraît traduire le fait que les agriculteurs sont plus volontiers propriétaires d'immeubles que les salariés. Cette exception mise

à part, il semble bien que l'opinion selon laquelle les agriculteurs ont largement tendance à thésauriser leur épargne se trouve vérifiée ici.

2° La catégorie « autres personnes », et principalement le groupe des propriétaires, est au contraire, par définition, un groupe qui épargne pour placer.

3° Les entrepreneurs individuels ont tendance à placer davantage que les salariés, mais leur propension à l'épargne est également plus forte, si bien qu'il est difficile de tirer des conclusions précises de cette constatation. On remarque cependant que dans les classes A et B (faibles revenus), les proportions enregistrées pour les entrepreneurs sont beaucoup plus élevées que celles relevées pour les salariés. Par contre, dans les classes C et D, le pourcentage des intérêts et dividendes devient dominant chez les salariés. Ce phénomène doit pouvoir s'expliquer par le fait que les salariés supérieurs qui sont en contact avec la direction des entreprises sont à même d'apprécier valablement les opportunités de placement. Parmi eux se rencontrent d'ailleurs un certain nombre d'administrateurs et de directeurs dont le revenu principal est considéré comme salaire, mais qui détiennent néanmoins quelques actions des entreprises qu'ils dirigent.

Une certaine rupture paraît ainsi se produire dans la catégorie des salariés, rupture qui ne se manifeste pas chez les entrepreneurs individuels : les petits salariés placent peu, ils préfèrent, ainsi qu'on l'a déjà souligné, conserver leurs disponibilités liquides ; au contraire, les salariés supérieurs manifestent une propension importante au placement, principalement en valeurs mobilières. Cette rupture apparaît nettement dans notre tableau entre les classes de revenus B et C. En effet, dans la classe B, la proportion des intérêts et dividendes par rapport aux ressources totales des *entrepreneurs* est de 3,9 p.c. ; dans la classe C, elle atteint 3,4 p.c. ; c'est dire qu'elle est pratiquement constante. Pour les *salariés*, cette proportion passe de 0,46 p.c. à 4 p.c. ; elle se trouve donc multipliée par 9. Ce phénomène paraît constituer une preuve supplémentaire de la non-homogénéité du groupe salarial.

4° On notera pour finir que dans les classes de revenus les plus basses (A et B), la proportion des revenus des activités annexes des ménages (principalement revenus locatifs) est généralement plus élevée que celle des intérêts et dividendes. Le phénomène inverse se produit dans les classes de revenus élevés (C et D), ce qui confirme la remarque antérieure selon laquelle plus le revenu est élevé, plus les placements en valeurs mobilières sont recherchés.

b) Nous pouvons ensuite tenter de diversifier davantage les catégories socio-professionnelles retenues. La principale source disponible est constituée par le tableau économique de l'année 1951 (1) qui a réparti les ménages français en douze

catégories en fonction de la profession du chef de famille et des autres membres du ménage. Malheureusement cette classification est « brute » en ce sens qu'elle ne tient pas compte de la tranche de revenu dans laquelle se situe chaque ménage. Pour pallier cette difficulté et éviter de confondre l'influence du niveau de revenu et celle de la profession sur la propension à l'épargne et au placement, nous avons calculé le *revenu moyen par unité de consommation* (classification d'Oxford) en partant de l'hypothèse que ce revenu moyen était plus significatif que le revenu moyen du ménage puisque le nombre des personnes à charge semble être le facteur déterminant du niveau de la consommation incompressible et, par contrecoup, de la propension à épargner.

Les résultats de nos calculs sont consignés ci-dessous :

Tableau V.

**Détermination du revenu moyen par unité de consommation (1951)**

Catégories socio-professionnelles	Ressources totales des ménages (milliards d'anciens francs)	Nombre d'unités de consommation	Ressources moyennes par unité de consommation (milliards d'anciens francs)
Exploitants agricoles .....	1.492	5.785.264	257,8
Ouvriers agricoles .....	252	1.573.639	160,1
Industriels, artisans .....	948	1.916.278	494,6
Commerçants .....	1.152	2.254.184	511,0
Professions libérales .....	381	461.808	825,0
Cadres supérieurs .....	525	823.166	637,5
Cadres moyens .....	816	2.192.546	376,7
Employés .....	654	2.090.796	312,8
Ouvriers .....	2.151	8.817.719	243,1
Domestiques .....	48	235.665	203,6
Personnel de service .....	83	450.962	184,0
Non-actifs .....	1.022	4.360.556	234,3
Ensemble des ménages <sup>1</sup>	9.524	30.992.602	307,3

<sup>1</sup> Population à part exclue.

A partir de ce tableau, nous pouvons constituer des groupes dotés de ressources moyennes sensiblement équivalentes et déterminer la propension à épargner de ces groupes en calculant la proportion de l'épargne par rapport aux ressources totales. Nous pouvons, dans ce but, nous appuyer sur les comptes d'affectation des ménages. Précisons que nous avons estimé devoir utiliser une définition large de l'épargne et tenir compte non seulement de l'épargne disponible, c'est-à-dire du revenu non affecté, mais également du revenu réinvesti directement par les ménages et figurant dans le poste « financement des investissements par les entrepreneurs individuels ».

Le tableau ci-après suggère les remarques suivantes :

1° Si l'on s'attache en premier lieu à l'épargne totale, qu'il s'agisse du revenu non affecté ou de

(1) *Tableau économique de l'année 1951*, Imprimerie nationale, Paris, 1957.

Tableau VI.

**Pourcentage des ressources totales épargnées par les ménages**

Catégories socio-professionnelles	Ressources moyennes par unité de consommation	Epargne totale	Financement des investissements par les entrepreneurs individuels	Proportion par rapport aux ressources totales		
				de l'épargne	du financement des investissements	Ensemble
	(milliers de francs)	(milliards de francs)	(pour cent)			
Professions libérales .....	825,0	47	28	12,3	7,3	19,6
Cadres supérieurs .....	637,5	59	5	11,2	0,9	12,1
Commerçants, industriels et artisans .....	511,0	166	105	14,4	9,1	23,5
Cadres moyens .....	494,6	149	130	15,7	13,7	29,4
Employés .....	376,7	55	2	6,7	0,2	6,9
Exploitants agricoles .....	312,8	29	5	4,4	0,7	5,1
Ouvriers .....	257,8	116	200	7,7	13,4	21,1
Non-actifs .....	243,1	98	10	4,5	0,4	4,9
Domestiques .....	234,3	77	14	7,5	1,3	8,8
Personnel de service .....	203,6	4	—	8,3	—	8,3
Ouvriers agricoles .....	184,0	3	—	3,6	—	3,6
Ensemble des ménages ...	160,1	8	—	3,1	—	3,1
	307,3	811	499	8,5	5,2	13,7

celui consacré à l'autofinancement, on note que la propension à l'épargne n'est pas uniquement fonction du niveau des ressources. Les industriels, commerçants et exploitants agricoles épargnent une fraction beaucoup plus élevée de leurs ressources que les membres des professions libérales ou les cadres supérieurs qui bénéficient cependant, en moyenne, de revenus plus élevés ou qui supportent des charges familiales moins lourdes. De même, à égalité approximative de revenus et de charges, les exploitants agricoles et même les non-actifs épargnent davantage que les ouvriers. Enfin, les domestiques épargnent plus que les ouvriers, bien qu'ils paraissent avoir un niveau de vie moyen plus faible.

2° Toutes les catégories de non-salariés consacrent une fraction importante de leur épargne au financement direct de leurs entreprises personnelles. Mais ce financement est généralement inférieur au montant de l'épargne finalement disponible, sauf chez les exploitants agricoles.

3° Malgré les nécessités de l'autofinancement, l'épargne disponible constitue généralement une proportion plus élevée des ressources chez les non-salariés que chez les salariés. Seuls les exploitants agricoles font exception : la proportion disponible de leurs ressources est inférieure non seulement à celle des cadres supérieurs, mais à celle des domestiques.

Toutes ces constatations confirment les conclusions auxquelles nous étions antérieurement parvenu. Mais elles permettent en outre d'avancer que l'importance de l'épargne disponible pour les placements chez les catégories socio-professionnelles les plus « épargnantes » est non seulement fonction du revenu, mais des exigences de l'exploitation personnelle. Il se pourrait donc que, dans les phases conjoncturelles favorables à l'accroissement des revenus, l'augmentation de l'épargne disponible soit contre-carrée par les nécessités d'un autofinancement plus élevé. De toute manière, l'intensité de la liaison entre l'épargne et le revenu paraît largement fonction de la structure sociale.

**B. L'exemple britannique.**

Si nous nous reportons une fois encore aux travaux de H. F. Lydall, nous pouvons avancer les conclusions suivantes :

a) *En ce qui concerne les « actifs liquides »*, toutes les catégories professionnelles, à l'exception des entrepreneurs individuels, placent les deux tiers environ de leurs disponibilités liquides en *National Savings*. Les entrepreneurs, au contraire, préfèrent les dépôts dans les *Joint Stock Banks*, ce qui s'explique précisément par des motifs d'ordre professionnel.

b) *En ce qui concerne les valeurs mobilières*, il apparaît que la catégorie des « managers et techniciens » est celle qui est le plus orientée vers ce type de placement, tandis que la masse des petits et moyens salariés (employés, ouvriers qualifiés, manœuvres) détient rarement ces sortes de valeurs. Quant aux entrepreneurs individuels, aux retraités et aux inactifs, ils sont dans une situation intermédiaire. Peut-être convient-il de voir là confirmation du fait que les entrepreneurs individuels consacrent par priorité leur épargne au financement de leurs propres investissements.

c) *En ce qui concerne la propriété immobilière*, le groupe des propriétaires se recrute essentiellement parmi les entrepreneurs individuels, les managers et techniciens et, dans une moindre mesure, les retraités et inactifs. Par contre, la plupart des salariés moyens ne sont pas propriétaires.

La synthèse de ces diverses constatations résulte de deux tableaux ci-contre.

Le premier tableau met en évidence le décalage qui existe entre la masse des salariés, d'une part, et les autres catégories sociales, d'autre part, et plus particulièrement entre la masse des salariés et les cadres supérieurs. Il confirme également l'existence d'une liaison entre les différentes formes de placements, remarque qui ressortait déjà de l'étude des revenus, tout en accentuant la prédisposition des

Tableau VII.

	Pourcentage des membres de chaque catégorie possédant :		
	des actifs liquides d'un montant supérieur à 500 livres	des valeurs mobilières pour plus de 500 livres	la propriété de leur logement
Entrepreneurs .....	33	6	45
Managers .....	34	15	48
Employés .....	8	1	17
Ouvriers qualifiés .....	5	—	17
Manœuvres .....	4	—	11
Retraités et inactifs ...	14	6	26

Tableau VIII.

	Pourcentage des membres de chaque catégorie percevant des loyers, intérêts et dividendes pour :					
	Néant	1 à 4 livres	5 à 9 livres	10 à 49 livres	50 livres et plus	Total
Entrepreneurs .....	61	9	5	11	14	100
Managers .....	54	14	4	10	18	100
Employés .....	83	8	3	5	1	100
Ouvriers qualifiés ..	71	16	8	4	1	100
Manœuvres .....	73	16	6	4	1	100
Retraités, inactifs ..	65	13	4	7	11	100
Ensemble ...	70	14	5	6	5	100

managers et techniciens à pratiquer le placement en valeurs mobilières.

Le second tableau, qui concerne non plus les capitaux, mais les revenus de ces capitaux, conduit aux mêmes conclusions. La proportion des personnes qui bénéficient de tels revenus est particulièrement élevée parmi les managers, les entrepreneurs individuels et les retraités et inactifs. Ces trois groupes sont ceux qui détiennent, de beaucoup, les proportions les plus fortes dans les classes de revenus élevés.

Bien que la nature des sources soit différente, ces conclusions paraissent assez proches de celles fournies par l'étude de l'exemple français.

C. L'exemple américain.

L'enquête menée en 1949 dans l'Etat de Wisconsin <sup>(1)</sup> montre tout d'abord que les exploitants agricoles et les manœuvres sont les groupes qui détiennent le moins d'actions, mais qui disposent au contraire d'une forte proportion de créances et obligations. A l'inverse, les femmes sans profession placent une forte proportion de leurs disponibilités en actions négociables, tandis que les managers et entrepreneurs détiennent surtout les titres non négociables des sociétés qu'ils s'efforcent de contrôler.

Ces observations générales étant faites, il convient d'éliminer l'influence du revenu en comparant les catégories socio-professionnelles à chaque niveau de revenu :

Dans la tranche des revenus inférieurs à 4.999 dollars, le groupe des retraités est celui qui dispose de la plus forte proportion de créances et obligations (36 p.c. du total des actifs qu'ils détiennent), tandis que les femmes sans profession viennent en tête pour les actions négociables (56 p.c. du total de leurs actifs) et les entrepreneurs et managers pour les actions non négociables (11 p.c.).

Dans la tranche des revenus compris entre 5.000 et 9.999 dollars, ce sont les manœuvres qui disposent de la plus forte proportion de créances et obligations (49 p.c.), tandis que les femmes sans profession sont toujours nettement en tête pour les actions négociables (76 p.c.) et les managers et entrepreneurs pour les actions non négociables (29 p.c.). L'élévation du niveau de revenu ne fait donc qu'accentuer la tendance propre à chaque catégorie.

Dans la tranche de revenus supérieurs à 10.000 dollars enfin, ce sont les exploitants agricoles qui disposent du plus grand nombre de créances et obligations (79 p.c. du total de leurs actifs), alors que les femmes sans profession ne détiennent plus que 61 p.c. d'actions négociables (suivies de près des retraités : 59 p.c., et des employés : 55 p.c.) et que la plus forte proportion d'actions non négociables se rencontre chez les ouvriers qualifiés (53 p.c.) et en seconde position seulement chez les managers et entrepreneurs (48 p.c.). Certaines de ces constatations peuvent paraître curieuses; mais il faut observer que, pour beaucoup de catégories sociales, un revenu supérieur à 10.000 dollars (1949) constitue une rémunération très élevée et qu'à ce niveau l'effet de revenu peut l'emporter sur « l'effet professionnel ».

On peut alors se demander dans quelle mesure la situation socio-professionnelle modifie les conclusions auxquelles nous étions parvenu en mettant en évidence l'influence du revenu sur le montant et l'orientation des placements. A première vue, cette influence ne paraît pas absolument décisive, mais on peut avancer que *la profession est essentiellement un élément du choix du placement à effectuer*; en d'autres termes, elle n'interviendrait que lorsque la possibilité du placement existe, c'est-à-dire à partir d'un certain niveau de revenu. D'une manière générale, on peut dire que les préférences varient de la manière suivante :

a) A la base se trouve la grande masse des *salariés modestes* et des *agriculteurs*; les premiers épargnent relativement peu, les seconds le font davantage, mais ils sont soumis aux exigences de leurs exploitations et sont de plus portés à la thésaurisation. Ce sont en quelque sorte des « placeurs » marginaux. Leurs préférences les orienteront vers les dépôts à vue dans des institutions telles que les Caisses d'Epargne; s'ils s'engagent dans des placements à terme, les titres d'Etat leur paraîtront tout indiqués. De toute manière, leurs placements auront un caractère d'attente, notamment en vue de l'acquisition d'une maison ou d'une terre.

(1) Op. cit., pp. 92 sq.

b) A l'échelon supérieur se trouvent les *entrepreneurs individuels*, les *cadres salariés* et les *administrateurs de sociétés*. Leurs placements auront souvent un but lucratif, mais il n'est pas exclu que les salariés supérieurs, et plus spécialement les cadres dirigeants et administrateurs, préfèrent finalement les placements en valeurs mobilières, alors que les entrepreneurs individuels s'orientent davantage vers les placements immobiliers. Il ne s'agit, bien entendu, que de grandes tendances mais qui ne sont pas dénuées de justifications, prenant appui sur la situation professionnelle des uns et des autres. Les salariés supérieurs et administrateurs sont en effet instruits de l'intérêt des placements en actions et obligations, alors que les entrepreneurs individuels qui n'investissent pas toutes leurs disponibilités dans leur entreprise apprécient mieux les avantages de la location d'un immeuble et plus précisément sans doute d'un immeuble à usage industriel ou commercial. De la même manière, les agriculteurs fortunés seront mieux placés pour acheter des terres et les mettre en location dans de bonnes conditions.

Il ressort en tout cas de l'enquête de T. R. Atkinson que l'existence d'intérêts dans une entreprise avec laquelle l'investisseur a d'autres rapports que ceux d'un simple apporteur de fonds, est un élément déterminant de la manière dont les épargnants placent leurs disponibilités.

Le même auteur signale également que la localité de résidence exerce une influence sur la répartition des placements. Ainsi, dans les campagnes, les dépôts et les créances sont très importants; dans les villes de taille moyenne où les entreprises individuelles et familiales sont souvent prédominantes, les titres non négociables sont très répandus (cette remarque pourrait sans doute s'appliquer en France aux parts d'intérêt des S.A.R.L.); dans les grandes villes enfin, caractérisées par la présence des grandes sociétés de capitaux, les actions négociables constituent une plus forte proportion des actifs que dans les petites cités de province.

## § 2. — L'influence de l'âge sur les placements.

Alors que la catégorie professionnelle introduit des conditionnements sociologiques qui influent dans une certaine mesure sur l'orientation des placements,

l'âge fait plutôt intervenir des éléments relevant du domaine de la psychologie individuelle.

On est en effet en droit de supposer que la manière dont les individus âgés utilisent leurs ressources diffère sensiblement de celle des jeunes, ne serait-ce que parce que leurs aspirations et leurs besoins ne sont pas les mêmes, et que, par suite, l'importance de l'épargne et des placements varie avec l'âge. L'enquête menée en France en 1955 sur les « Tendances de la consommation des salariés urbains » (1) a notamment montré que dans l'hypothèse d'une augmentation de 20 p.c. de leur budget, 34 p.c. des chefs de famille âgés de moins de 30 ans épargneraient tout ou partie de leur surcroît de revenu; cette proportion s'élève à 44 p.c. pour les chefs de famille âgés de 40 à 49 ans et à 49 p.c. pour les plus de 60 ans; ainsi, à l'intérieur d'une même catégorie socio-professionnelle, celle des salariés, la propension à l'épargne croît avec l'âge.

On objectera cependant que ce phénomène peut s'expliquer par un niveau de revenu plus élevé, le salaire augmentant souvent avec l'ancienneté. J. A. Fisher, étudiant les rapports du revenu, de la dépense et de l'épargne avec l'âge aux Etats-Unis (2), a tenu compte de cette objection et a opéré une répartition des individus par classes d'âge et tranches de revenu en fonction de l'importance de leur épargne (1946). Il ressort de cette analyse que, dès que le revenu est suffisant pour permettre la constitution d'une épargne, la proportion des épargnants croît avec l'âge. C'est donc plutôt dans les rangs des personnes âgées qu'on devrait rencontrer les personnes disposées à effectuer des placements. C'est bien entendu sur cette hypothèse que nous devons désormais concentrer notre attention, en analysant la situation en France et à l'étranger.

### A. La situation en France.

L'enquête précitée menée en 1953 contient un certain nombre d'indications intéressantes pour notre objet. Nous les avons rassemblées dans le tableau ci-dessous :

(1) *Op. cit.*, p. 57.

(2) J. A. Fisher, « Income, Spending and Saving Patterns of Consumer Units in Different Age Groups », *Studies in Income and Wealth*, vol. XV, National Bureau of Economic Research, New-York, 1952, p. 97.

Tableau IX.

	Pourcentage des personnes âgées de :			
	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 ans et plus
Envisagent une épargne à court terme ...	49	42	30	28
Epargnent pour se constituer un capital	51	66	69	70
Conservent leur argent disponible .....	80	67	57	55
Conservent leur argent en espèces .....	46	40	34	34
Placent l'argent non consacré à des dépenses immédiates .....	18	25	33	29
Ont un patrimoine à gérer .....	11	19	23	28

On a fait ressortir les pourcentages les plus élevés, ce qui permet de faire apparaître que :

— Les personnes jeunes (20 à 29 ans) sont celles qui envisagent le plus fréquemment une épargne à court terme qu'elles conservent disponible et très souvent en espèces.

— Au contraire, les personnes âgées (50 ans et plus) sont celles qui épargnent le plus fréquemment en vue de la constitution d'un capital, qui placent l'argent non consacré à des dépenses immédiates (à partir de 40 ans) et qui ont un patrimoine à gérer.

Nous obtenons donc une première confirmation de l'idée selon laquelle la *propension au placement augmente avec l'âge*.

Les statistiques successorales permettent de préciser davantage encore la situation. Le dépouillement des valeurs énoncées dans les déclarations de succession a en effet été effectué en fonction de l'âge des auteurs en 1953 (1). Il ressort notamment de cette source que :

a) La proportion des valeurs mobilières et des immeubles dans l'actif successoral total augmente régulièrement avec l'âge : de 40 p.c. dans la classe d'âge de 20 à 29 ans à 60 p.c. dans la classe 50 à 59 ans et 86 p.c. dans la classe de 90 ans et plus. En d'autres termes, plus les individus sont âgés, plus ils placent.

b) Si l'on examine les détails des valeurs, on remarque que toutes les proportions par rapport à l'actif total augmentent avec l'âge, mais que la progression est particulièrement forte pour les actions et valeurs étrangères (de moins de 4 p.c. entre 20 et 29 ans à 10 p.c. entre 60 et 69 ans et à 22 p.c. au-dessus de 90 ans). On enregistre par contre une certaine stabilité de la part des rentes sur l'Etat, valeurs du Trésor et parts d'intérêts à partir de 50 ans.

#### B. La situation à l'étranger.

Les travaux statistiques effectués dans les pays anglo-saxons (2) autorisent quelques remarques intéressantes :

a) *En ce qui concerne les valeurs mobilières*, H. F. Lydall arrive à la conclusion que plus les individus sont âgés, plus s'élève la proportion de ceux qui détiennent des valeurs mobilières. Nous rencontrons donc, en Grande-Bretagne, le même

(1) Cf. *Statistiques et Etudes financières*, juillet 1955, supplément n° 76. Nous donnons le détail et l'analyse des chiffres successoraux dans notre ouvrage (en collaboration avec J. Marchal) *La répartition du revenu national*, vol. II, Paris, Ed. Génin, p. 316.

(2) Cf. l'ouvrage cité de H. F. Lydall et « The Life Cycle in Income, Saving, and Asset Ownership », *Econometrica*, avril 1955, pp. 131-150, pour la Grande-Bretagne; pour les Etats-Unis, cf. *Studies in Income and Wealth*, op. cit., p. 89; J. A. Fisher, « Postwar Changes in Income and Savings among Consumers in Different Age Groups », *Econometrica*, janvier 1952, pp. 47-70; G. K. Brinegar, « Income, Savings Balances, and Net Saving », *Review of Economics and Statistics*, février 1953, pp. 71-74.

phénomène que celui manifesté en France dans les statistiques successorales.

Aux Etats-Unis, la proportion des personnes possédant des valeurs privées aurait été la suivante, par groupes d'âges, en 1949 :

18 à 24 ans .....	2 p.c.
25 à 34 ans .....	5 p.c.
35 à 44 ans .....	9 p.c.
45 à 54 ans .....	11 p.c.
55 à 64 ans .....	10 p.c.
65 ans et plus .....	10 p.c.

Ensemble ... 8 p.c.

L'âge apparaît donc comme étant indiscutablement un facteur favorable à l'accroissement de la propension au placement.

b) *En ce qui concerne les immeubles*, la proportion des propriétaires atteint, en Grande-Bretagne, son maximum dans la classe de 45 à 54 ans : 34 p.c. des personnes de ce groupe sont propriétaires, contre 13 p.c. dans le groupe de 25 à 34 ans et 30 p.c. dans le groupe de plus de 65 ans. On peut donc admettre que la propriété immobilière est fonction de l'âge, mais que la progression plafonne aux alentours de 50 ans.

On obtient des résultats comparables pour les Etats-Unis :

#### Proportion des personnes de chaque classe d'âge qui sont propriétaires d'une habitation urbaine ou rurale.

18 à 24 ans .....	9 p.c.
25 à 34 ans .....	30 p.c.
35 à 44 ans .....	48 p.c.
45 à 54 ans .....	57 p.c.
55 à 64 ans .....	59 p.c.
65 ans et plus .....	59 p.c.

Ensemble ... 45 p.c.

\*  
\*\*

S'il fallait, en quelques lignes, faire la synthèse des conclusions auxquelles nous sommes parvenu, on pourrait soutenir que, d'une manière générale, la propension au placement est fonction à la fois du revenu ou de la fortune et de l'âge : les « placeurs » privés sont, en moyenne, des personnes riches et relativement âgées. Mais, étant donné que le fait de placer n'est pas une activité en soi et que les « capitalistes purs » sont rares, en d'autres termes que tout bénéficiaire de revenu est, en quelque mesure, un capitaliste, l'analyse a permis d'apporter deux précisions :

1° *Au fur et à mesure que le pouvoir d'achat augmente, l'orientation des placements se modifie*. Dès que se dégagent des possibilités d'épargne excédant un certain seuil, on enregistre l'apparition de placements à court terme ou à vue (Caisses d'Epargne, bons du Trésor), puis en valeurs à revenu fixe à plus long terme (rentes sur l'Etat ...). En même temps se manifeste le désir d'accéder à la propriété immobilière, qui doit d'ailleurs être considéré comme le désir de satisfaire un besoin de con-

sommatum durable beaucoup plus que d'opérer un placement lucratif. Aussi bien rencontre-t-on dans toutes les catégories de la population dont le revenu est supérieur au minimum vital — petits salariés et agriculteurs compris, jeunes et vieux — des individus qui prêtent de préférence à l'Etat ou qui accèdent à la propriété de leur habitation. Au contraire, les placements en valeurs mobilières, et plus spécialement en actions, sont le fait d'individus relativement riches et relativement âgés.

2° Il est apparu d'autre part qu'en France comme en Grande-Bretagne, les principaux « placeurs » étaient des entrepreneurs individuels et des salariés supérieurs et administrateurs. C'est dans ces catégories socio-professionnelles que la propension au placement en valeurs mobilières semble la plus élevée.

Ceci étant, il semble qu'un certain clivage s'établisse entre plusieurs sortes de placements : d'une part, les titres d'Etat, à court et à long terme, intéressant toutes les catégories de la population, c'est-à-dire une masse absolument hétérogène, dépourvue de toute unité organique; d'autre part, les valeurs à revenu variable s'adressant à une minorité assez nettement définie (cadres, adminis-

trateurs, entrepreneurs individuels), composée d'individus rationnels et au courant de la vie des affaires.

On prendra toutefois soin de remarquer que ces observations ne sont valables que dans l'état actuel des conditions économiques et des structures sociales : à court terme, les préférences des « placeurs » peuvent être influencées par l'orientation de la conjoncture, la confiance plus ou moins grande des épargnants dans la politique financière de l'Etat, le degré de stabilité de la monnaie; en longue période, le comportement des « placeurs » dépend dans une large mesure du rôle historiquement imparti aux différentes formes de capital dans l'activité et la croissance économiques, c'est-à-dire de l'évolution des conditions de placement (1).

Enfin, il serait intéressant de rechercher dans quelle mesure les préférences constatées à un moment donné sont susceptibles d'être modifiées par l'action des organismes spécialisés dans la mobilisation de l'épargne. On quitterait alors le domaine de la théorie économique proprement dite pour pénétrer dans celui de la politique, de l'information et, à la limite, de la publicité.

---

(1) Cf. J. Marchal et J. Lecaillon, *op. cit.*, pp. 324 sq.

# DE QUELQUES ASPECTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE DES PAYS-BAS

## 1. INTRODUCTION

Le marché monétaire néerlandais remplit deux fonctions principales :

1. il offre aux banques, aux placeurs institutionnels et aux entreprises, la possibilité de placer leurs encaisses de façon rentable, tout en ne diminuant que très légèrement la liquidité de celles-ci.

2. il satisfait les besoins de crédit à court terme des autorités centrales et des pouvoirs subordonnés.

Le marché monétaire néerlandais a subi des transformations essentielles, surtout pendant les années 1930. Sa position de centre financier international important, qu'il devait entre autres au niveau peu élevé du taux d'escompte officiel, s'est trouvée compromise à cette époque, à la suite de la méfiance croissante à l'égard des monnaies, des restrictions aux paiements internationaux et des changements dans les habitudes de paiement à l'intérieur et à l'étranger, qui consacraient le déclin de la lettre de change.

Le papier du Trésor s'est substitué à la lettre de change et à l'acceptation bancaire, comme instrument principal du marché monétaire; jusqu'à présent, il s'est maintenu dans cette position, bien que la dette flottante de l'Etat ait subi une réduction sensible au cours des dix dernières années.

## 2. INSTRUMENTS ET PARTICIPANTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE

### a) Instruments.

Outre le papier du Trésor déjà mentionné, les instruments du marché monétaire néerlandais comprennent principalement de l'argent on call et des prêts de caisse (*kasgeldleningen*) aux organes des pouvoirs subordonnés.

Le papier du Trésor est émis pour compte de l'Etat par l'Agent du Ministère des Finances à Amsterdam ou vendu par la *Nederlandsche Bank*, par prélèvement sur son portefeuille. Le papier du Trésor destiné à être négocié sur le marché est composé uniquement de coupures de 100.000 florins.

On fait une distinction entre :

— les promesses du Trésor (*schatkistpromessen*), qui, au moment de leur émission, ont une durée de 3, 6, 9 ou 12 mois;

— et les billets du Trésor (*schatkistbiljetten*), d'une durée de 2, 3 ou 5 ans.

L'intérêt des promesses du Trésor est calculé à l'émission, c'est-à-dire sur une base d'escompte; au contraire, les billets sont munis de coupons semestriels et, en règle générale, émis au pair.

Le papier du Trésor peut être émis suivant les trois modalités suivantes :

1. l'émission *au robinet*, c'est-à-dire de façon continue et pour des montants illimités, à un taux fixé d'avance. Cette méthode est appliquée depuis longtemps par l'Agent pour les cessions de billets du Trésor.

2. l'émission *par adjudication*, c'est-à-dire que l'organe émetteur détermine uniquement la durée du papier et sollicite les offres des placeurs; on parle couramment à cet égard de « *tender* ».

L'adjudication est faite à un taux d'escompte unique. Il correspond au taux le plus élevé, c'est-à-dire celui de la dernière offre à laquelle l'Agent fait appel, pour placer un montant de papier à déterminer après l'adjudication. Au cours des dernières années, l'Agent émet régulièrement les promesses du Trésor suivant cette méthode.

3. l'émission *par souscription*, le taux d'intérêt pour des échéances déterminées étant fixé d'avance.

Le tableau ci-après donne un aperçu de l'encours du papier du Trésor sur le marché monétaire intérieur.

Tableau I.

	Promesses du Trésor	Billets du Trésor	Total	Promesses en pour cent du total
	(millions de florins)			
Fin décembre 1952 .	3.015	2.364	5.379	56,1
Fin décembre 1953 .	958	3.625	4.583	20,9
Fin décembre 1954 .	299	2.870	3.169	9,4
Fin décembre 1955 .	203	2.883	3.086	6,6
Fin décembre 1956 .	14	2.680	2.694	0,5
Fin décembre 1957 .	605	1.809	2.414	25,1
Fin décembre 1958 .	2.031	1.609	3.640	55,8
Fin décembre 1959 .	446	2.657	3.103	14,4
Fin novembre 1960 .	234	2.777	3.011	7,8

Ces chiffres font apparaître que c'est surtout l'encours des promesses du Trésor qui connaît des fluctuations importantes.

L'argent on call peut être subdivisé, suivant la durée, en argent au jour le jour et en call fixe qui est prêté ferme pour quelques jours ou semaines. Suivant les emprunteurs, on distingue également le call bancaire, toujours sans garantie, et le call prêté aux maisons d'escompte qui est garanti par du papier du Trésor. Dans le passé, l'Etat a très exceptionnellement emprunté du call.

Des prêts de caisse sont consentis principalement pour satisfaire les besoins de financement à court terme des pouvoirs subordonnés. Leur durée ne dépasse généralement pas un an. Les titres de ces prêts ne sont pas négociés.

L'encours des prêts de caisse aux pouvoirs subordonnés, y compris les montants assez minimes que ceux-ci ont empruntés en compte courant et on call, atteignait à la fin de 1958 et 1959 respectivement 1.650 et 1.300 millions de florins.

Une indication sur le rôle insignifiant que jouent les *acceptations bancaires* sur le marché monétaire néerlandais est fournie par le poste « Débiteurs pour acceptation », qui figure dans la statistique des bilans intégrés des banques commerciales représentatives.

Pendant la période 1952-1959, ce poste a évolué comme suit :

	(millions de florins)
Fin décembre 1952 .....	29
Fin décembre 1953 .....	54
Fin décembre 1954 .....	77
Fin décembre 1955 .....	134
Fin décembre 1956 .....	121
Fin décembre 1957 .....	110
Fin décembre 1958 .....	90
Fin décembre 1959 .....	110

Les acceptations sont d'autant moins importantes pour le marché monétaire qu'elles sont souvent, immédiatement après leur création, prises en portefeuille par le banquier accepteur qui les détient jusqu'à leur échéance.

#### b) Participants au marché.

Les parties suivantes interviennent en règle générale comme demandeurs sur le marché monétaire :

1. l'Etat, par l'émission de papier du Trésor;
2. les provinces, communes, waterings et la Banque des Communes Néerlandaises (qui, ensemble, constituent les « pouvoirs publics subordonnés »), qui reçoivent des prêts de caisse et de l'argent on call.

Les prêteurs de fonds sont généralement :

1. les banques commerciales et les centrales des banques agricoles;
2. l'Office des Chèques et Virements postaux;
3. les placeurs institutionnels et les caisses d'épargne;
4. des entreprises privées importantes.

Les opérations de la Nederlandsche Bank feront l'objet d'un paragraphe suivant,

L'énumération ci-dessus ne comprend pas les courtiers en effets (maisons d'escompte), qui jouent essentiellement un rôle d'intermédiaire.

La dénomination « courtier en effets » date de l'époque où sa fonction ne consistait qu'à chercher une contrepartie pour des acceptations bancaires ou des lettres de change présentées à l'escompte. Dès le moment où les courtiers en effets ont été admis à l'escompte officiel et, au surplus, ont obtenu des facilités spéciales d'emprunt sur nantissement, ils ont pu se constituer eux-mêmes un portefeuille qu'ils ont financé en grande partie par de l'argent on call. Ce portefeuille, qui, depuis la deuxième guerre mondiale, comprend presque exclusivement du papier du Trésor, permet aux courtiers en effets d'approvisionner les banques et autres clients en quête de placements.

Aussi la fonction de courtier de ce groupe a-t-elle été progressivement reléguée à l'arrière-plan pour faire place à la fonction d'un commissionnaire qui négocie du papier du Trésor pour compte propre. La dénomination « maisons d'escompte » reflète mieux que la dénomination « courtier en effets » la nature de cette fonction, même si ces « maisons » opèrent accessoirement comme courtiers sur les marchés de l'argent on call et des monnaies étrangères.

Les maisons d'escompte n'occupent pas, aux Pays-Bas, une position dominante comme en Grande-Bretagne. Même en termes relatifs, leurs portefeuilles sont de loin inférieurs à ceux de leurs collègues anglais. La structure différente des relations entre les banques et la banque centrale en est la cause principale : on sait que les banques anglaises, contrairement à celles des Pays-Bas, ne font jamais un appel direct à la banque centrale. Il faut également tenir compte de l'ampleur plus réduite — même proportionnellement — du marché néerlandais. Nous y reviendrons plus loin.

Tableau II.

Détenteurs	Certificats du Trésor 1	
	(millions de florins)	(pour cent du total)
L'ensemble des banques commerciales	1.196	38,5
L'Office des Chèques et Virements postaux .....	89	2,9
Les caisses de crédit agricole .....	608	19,6
Les caisses d'épargne .....	19	0,6
La Caisse d'Épargne postale de l'Etat	151	4,9
La Banque des Communes Néerlandaises .....	76	2,5
Les maisons d'escompte, les autres institutions financières et les entreprises .....	774	24,9
Papier cédé à la Nederlandsche Bank avec clause de rachat .....	190	6,1
Total ...	3.103	100,0

1 Les certificats du Trésor en portefeuille à la Nederlandsche Bank ne sont repris dans le tableau qu'à concurrence des montants achetés avec clause de rachat.

Le tableau ci-avant donne la répartition des portefeuilles de certificats du Trésor à la fin de décembre 1959.

### 3. LES TRANSACTIONS SUR LE MARCHÉ

On ne dispose pas de chiffres officiels relatifs au volume des transactions sur le marché monétaire. On peut cependant déduire du montant des placements et des remboursements de certificats du Trésor, que le marché monétaire néerlandais joue un rôle plus limité que les marchés monétaires des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, aussi bien en chiffres absolus que compte tenu de l'importance respective des pays intéressés. Cela tient sans doute en partie à la façon dont le Trésor couvre ses besoins de financement : la durée moyenne de la dette publique est sensiblement plus longue aux Pays-Bas qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. La consolidation massive de dettes flottantes et la prolongation de la durée moyenne du papier du Trésor au cours des dernières années ont encore accentué la diminution des cessions de papier.

L'introduction du système des réserves minima en février 1954 (sur lequel nous reviendrons brièvement dans le paragraphe 7) a également influencé les transactions. Depuis lors, les banques peuvent utiliser les réserves obligatoires comme tampon pour amortir les fluctuations passagères dans leur trésorerie; en effet, l'obligation de détenir un avoir déterminé auprès de la Nederlandsche Bank se rapporte à une position mensuelle *moyenne*.

Les négociations au marché monétaire se font par téléphone. Elles commencent à 10 h. pour se terminer vers 12 h. Jusqu'à 12 h. 30' environ, les maisons d'escompte peuvent encore équilibrer leurs positions en empruntant de l'argent on call, par exemple, ou en faisant appel, en cas de besoin, à la Nederlandsche Bank.

Le montant des transactions en papier du Trésor varie fortement d'un jour à l'autre. Parfois, le nombre des transactions est minime ou nul et on doit se contenter de cours indicatifs.

Les prêts d'argent on call atteignent des montants importants; ils sont contractés soit entre les banques, soit entre des banques et d'autres participants par l'intermédiaire des maisons d'escompte. L'argent on call emprunté par les maisons d'escompte est garanti par un montant nominal égal de papier du Trésor. La cession de ce papier du Trésor se fait au Clearing d'Escompte et d'Argent on call de l'Association de Caisse (Disconto- en Callgeld-clearing van de Kas-Associatie), où les maisons d'escompte détiennent un dépôt central.

En cas de besoin, les maisons d'escompte peuvent recourir à la banque centrale, mais ils limitent ce recours au strict minimum, les taux de la banque centrale ayant un caractère pénalisateur par rapport au taux d'escompte du papier du Trésor sur le marché ouvert.

### 4. LES RAPPORTS AVEC LES MARCHES MONÉTAIRES ÉTRANGERS

Du fait des restrictions de la réglementation des paiements extérieurs et en raison de la capacité réduite des marchés de change à terme, le marché monétaire néerlandais était, jusqu'en 1954, à peu près complètement isolé de l'étranger. Au cours de cette année, les réserves en or et en devises de la Nederlandsche Bank avaient atteint un niveau satisfaisant; de commun accord avec les banques, les liquidités excessives résultant de la deuxième guerre mondiale avaient été consolidées. Les autorités en ont profité pour élargir la liberté d'action des banques à l'étranger : celles-ci ont été autorisées à chercher des placements rentables à l'étranger pour la contre-valeur totale de leurs transactions de change à terme. L'isolement par rapport à l'étranger était ainsi en grande partie rompu. Ensuite, la liberté d'action des banques a été élargie davantage. Les possibilités de placement à l'étranger ont été largement utilisées, surtout pendant les dernières années, ainsi qu'il apparaît dans le tableau suivant, qui donne l'évolution de l'encours de ces placements. A la fin de novembre 1960, ceux-ci représentaient 20 p.c. environ de l'ensemble des engagements des banques.

Tableau III.

#### Placements à court terme à l'étranger des banques commerciales représentatives (millions de florins)

Fin décembre 1954 .	485	Fin décembre 1958 .	705
Fin décembre 1955 .	527	Fin décembre 1959 .	1.766
Fin décembre 1956 .	534	Fin novembre 1960 .	1.923
Fin décembre 1957 .	618		

Ce développement a été favorisé par la restauration de la convertibilité aux Pays-Bas et dans un certain nombre d'autres pays, qui a élargi de façon considérable la capacité du marché de change à terme.

### 5. LES TAUX D'INTERET DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Un examen de la formation des différents taux d'intérêt du marché monétaire néerlandais fait ressortir en premier lieu l'influence considérable des autorités centrales. Cette influence se fait sentir : a) directement puisque la demande de fonds sur le marché monétaire provient en majeure partie des autorités centrales, et b) indirectement puisque le volume de la demande des pouvoirs subordonnés et les conditions de taux que ceux-ci peuvent offrir, dépendent de règlements des autorités centrales.

Les taux du marché monétaire subissent également l'incidence de la politique monétaire de la Nederlandsche Bank, qui sera examinée dans un paragraphe suivant.

Les principaux taux du marché monétaire sont ceux de l'argent on call, du papier du Trésor et des prêts de caisse. Le taux du call est représenté par le « taux officiel de l'argent on call », qui est fixé par une commission constituée par les grandes banques. De temps à autre, des transactions sont conclues par des institutions non bancaires à un taux s'écartant du taux officiel de l'argent on call. Le volume de ces transactions reste généralement limité.

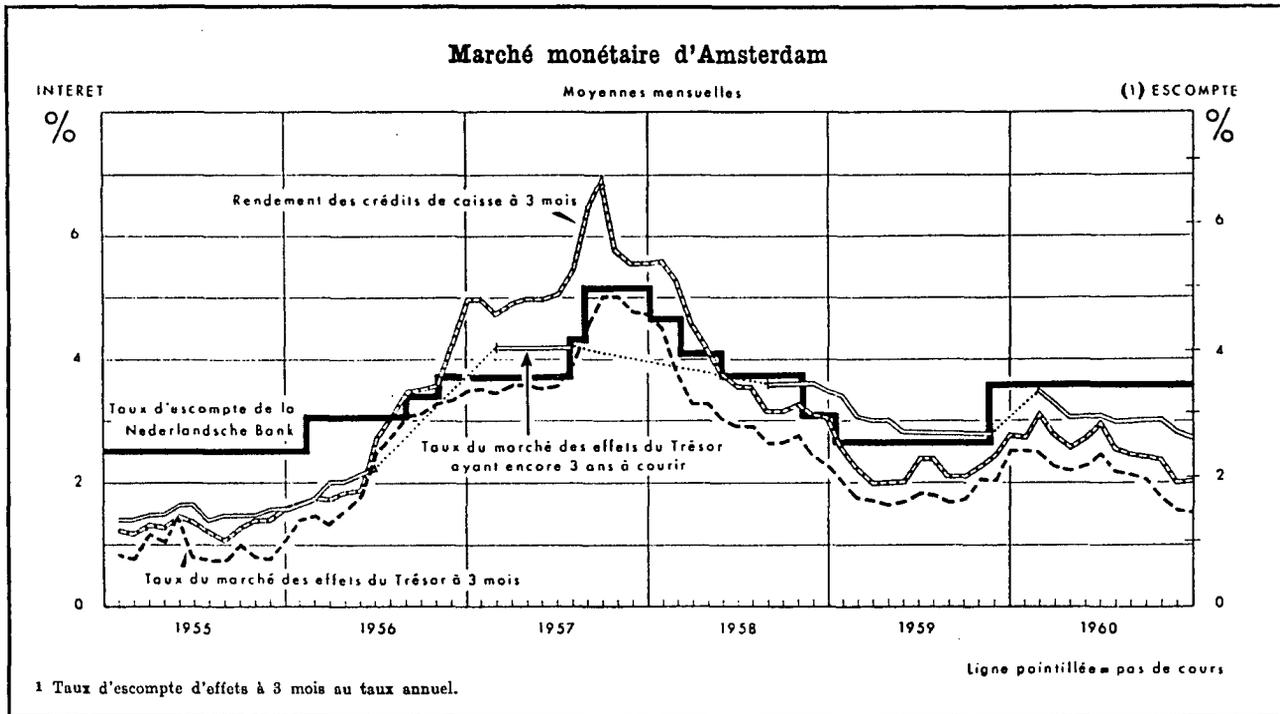
En ce qui concerne le taux d'intérêt du papier du Trésor, nous renvoyons à ce qui a été dit plus haut au sujet des taux de cession de ce papier. Les taux

de cession du papier émis au robinet sont adaptés, au moment propice, aux conditions du marché.

Le taux des prêts de caisse est toujours légèrement supérieur à celui du papier du Trésor, en raison du « standing » moins élevé du débiteur et du fait que les titres de ces prêts ne sont pratiquement pas négociables. Le taux fluctue généralement en rapport avec celui du papier du Trésor.

Les Ministres des Affaires Intérieures et des Finances établissent un taux maximum pour les emprunts de caisse des pouvoirs subordonnés. Ce maximum est le plus souvent lié au taux d'escompte de la Nederlandsche Bank pour les traites.

Le graphique ci-après retrace l'évolution des principaux taux du marché monétaire au cours des six dernières années.



## 6. FACTEURS DONT DEPEND L'ETAT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

L'aisance du marché monétaire se reflète dans l'excédent net des comptes des banques auprès de la Nederlandsche Bank. Cet excédent net est influencé par un nombre de facteurs dont certains revêtent un caractère autonome, c'est-à-dire qu'ils échappent à l'emprise de la politique monétaire de la Nederlandsche Bank. Parmi ces facteurs autonomes, il y a lieu de signaler :

1. Les mouvements de la quantité de billets de banque. Une expansion de cette quantité provoque une réduction des avoirs des banques auprès de la banque centrale et contribue donc à réduire l'aisance du marché; par contre, une diminution élargit les liquidités.

2. Les mouvements dans les réserves obligatoires des banques qui sont la conséquence, non pas d'un changement du pourcentage de ces réserves, mais de fluctuations des dépôts détenus par des tiers auprès des banques et qui servent de base aux calculs des réserves obligatoires.

3. Les mouvements du solde des comptes de l'Etat auprès de la Nederlandsche Bank pour autant qu'ils ne sont pas le résultat de la politique d'open market.

La cession ou l'achat de devises à la Nederlandsche Bank constitue un facteur non entièrement autonome; l'ampleur de ces mouvements de devises est déterminée par le solde de la balance des paiements, et aussi par les mouvements des placements à court terme à l'étranger des banques commerciales; ces placements sont influencés à leur tour

par les disparités entre les taux d'intérêt nationaux et internationaux.

La politique monétaire de la Nederlandsche Bank, qui est à l'origine des influences non autonomes sur le marché monétaire, est analysée dans le paragraphe suivant.

### 7. L'INFLUENCE DE LA NEDERLANDSCHE BANK SUR LE MARCHE MONETAIRE

La Nederlandsche Bank influence le marché monétaire par les trois moyens suivants :

1. la politique d'escompte;
2. la politique d'open market;
3. l'adaptation du pourcentage des réserves obligatoires des banques.

#### 1. La politique d'escompte.

Le marché monétaire peut escompter du papier à la Nederlandsche Bank pour autant que l'échéance soit à 105 jours au maximum. Le marché peut, en outre, se faire octroyer des avances en compte courant à un taux qui est de 0,50 p.c. supérieur au taux d'escompte pour les traites. A l'escompte, 10 jours d'intérêt au minimum sont décomptés. Les avances ne sont pas liées à une durée minimum.

Depuis le 16 novembre 1959, la Nederlandsche Bank applique les tarifs suivants :

Escompte d'effets (c'est-à-dire l'escompte dit officiel d'effets de commerce et de papier du Trésor .....	3,50 p.c.
Escompte de promesses .....	4 p.c.
Taux d'intérêt pour les avances en compte courant et les prêts sur titres :	
a) pour les particuliers .....	5 p.c.
b) pour les autres .....	4 p.c.

Parmi les « autres » mentionnés sub b) figurent principalement l'Etat, les banques et les caisses d'épargne, ainsi que les maisons d'escompte.

Le crédit de la Nederlandsche Bank est généralement accordé sous la forme d'avances sur nantissement de papier du Trésor ou, dans une moindre mesure, contre d'autres sûretés.

Le papier du Trésor peut être escompté et remis en nantissement sans limites déterminées. Par contre, les titres de dette des pouvoirs subordonnés ne sont admis qu'à concurrence d'un certain pourcentage des recettes ordinaires qui figurent au dernier budget de l'organisme intéressé.

Jusqu'en 1922, la Nederlandsche Bank n'a jamais escompté des effets sans discussion préalable. En vertu d'un arrangement conclu avec les principales banques, en avril 1922, les acceptations bancaires et les effets de commerce qui satisfaisaient à certaines conditions ont été déclarés en principe éligibles à l'escompte. Des arrangements particuliers ont été conclus, en outre, avec les établissements bancaires intéressés, à leur demande.

En règle générale, les banques essaient d'éviter un recours à la Nederlandsche Bank en adaptant leur trésorerie et l'échéancier de leur papier du Trésor à court terme. Cette politique s'inspire aussi de l'attitude de la Nederlandsche Bank, qui estime que les banques ne peuvent compter que temporairement sur les facilités de la banque centrale.

Il va de soi que tous les aspects de la politique d'escompte ne peuvent être examinés dans le présent article. Il suffit de constater qu'une hausse du taux d'escompte, aussi bien qu'une baisse, se répercute presque toujours sur les taux du marché monétaire. Un changement du taux d'escompte exerce une influence directe sur le marché monétaire, si celui-ci présente à ce moment un déficit, c'est-à-dire si les banques accusent une position débitrice auprès de la Nederlandsche Bank. Même si tel n'est pas le cas, une modification du taux d'escompte sera le plus souvent efficace, ne fût-ce que de façon indirecte, puisque un élargissement ou une réduction de la marge entre le taux d'escompte officiel et le taux du marché augmente ou diminue les risques pour les placeurs de fonds.

Nous ne prenons pas en considération ici l'influence d'une modification du taux d'escompte sur d'intérêt décompté par les banques sur les crédits en compte courant : celui-ci est sans importance pour le marché monétaire tel qu'il est conçu dans le présent exposé.

#### 2. La politique d'open market.

Les opérations d'open market sur le marché monétaire constituent un élément important des activités de la Nederlandsche Bank.

La politique d'open market se limite le plus souvent à compenser les excédents et les déficits temporaires sur le marché monétaire par l'achat ou la vente de papier au taux en vigueur sur le marché monétaire. Cependant, la Nederlandsche Bank peut poursuivre une action plus active dans le domaine des taux du marché monétaire. Pendant les premiers mois de 1956, elle a provoqué ainsi une hausse des taux du marché monétaire par la vente de papier du Trésor à des taux ascendants. Dans la période suivante (1956-1957), la Banque a exercé une influence en s'abstenant délibérément d'acheter du papier du Trésor, en dépit du rétrécissement du marché monétaire résultant du déficit de la balance des paiements. Le taux du marché a subi alors une hausse sensible.

En cas de tensions très passagères, la Banque permet parfois au marché de conclure des ventes à réméré. De telles opérations ont été effectuées entre autres dans la seconde moitié de décembre 1959 et 1960 (échéance annuelle), et pendant la deuxième semaine d'octobre 1960 (paiements importants d'impôts).

Le portefeuille d'open market de la Nederlandsche Bank a été constitué en contrepartie de cessions

d'actifs en marks allemands par la Nederlandsche Bank à l'Etat, après la deuxième guerre mondiale, ainsi que par la reprise par l'Etat de créances sur les pays membres de l'Union Européenne de Paiements. Au 30 novembre 1960, le portefeuille d'open market de la banque centrale comprenait du papier du Trésor pour un montant de 183,8 millions de florins.

### 3. Le système des réserves minima.

Les excédents de la balance des paiements des années 1952 et 1953 avaient porté les réserves en or et en devises de la Nederlandsche Bank à un montant qui dépassait celui de la circulation des billets de banque. Cette situation avait amené les autorités à chercher de nouveaux moyens d'action sur les liquidités, d'autant plus que la Banque, à la suite de cessions abondantes de papier du Trésor en vue d'éponger les liquidités excessives résultant des bonis de la balance des paiements, ne disposait plus d'un portefeuille suffisant pour poursuivre une politique d'open market efficiente.

Aussi la Nederlandsche Bank et les principales banques commerciales ont-elles conclu, en février 1954, un gentlemen's agreement en vertu duquel celles-ci s'engageaient à détenir un pourcentage variable (15 p.c. au maximum) de leurs dépôts sous la forme d'un compte sans intérêt auprès de la banque centrale.

Le but de ce système de réserves minima est de contribuer en premier lieu à neutraliser l'incidence des soldes de la balance des paiements sur la liquidité des banques.

Le pourcentage des réserves obligatoires est majoré en cas d'excédent de la balance des paiements, pour autant qu'il en résulte un accroissement des réserves en devises de la Nederlandsche Bank, tandis que dans le cas opposé, le pourcentage est généralement abaissé.

La Nederlandsche Bank s'est toutefois formellement réservé le droit de s'abstenir d'abaisser le pourcentage des réserves obligatoires si la diminution des réserves en devises provient en partie d'une expansion excessive des crédits bancaires à l'économie privée.

Dans la mesure où ils donnent lieu à une stérilisation ou à une libération de liquidités, les changements du pourcentage des réserves obligatoires remplissent essentiellement la même fonction que les ventes et les achats de papier par la Nederlandsche Bank sur le marché ouvert.

Du point de vue technique, on relève cependant une différence importante : une modification du pourcentage des réserves obligatoires n'est possible qu'une fois par mois; elle ne convient donc pas pour amortir des fluctuations de courte durée. Les réserves obligatoires servent donc à stériliser un montant de base, au-delà duquel la manœuvre s'opère par

l'instrument plus souple de la politique d'open market.

L'ampleur des opérations d'open market et l'application du système des réserves obligatoires font l'objet du tableau ci-après qui montre l'importance des liquidités éponnées par ces deux moyens de la politique monétaire, depuis la mise en vigueur du système des réserves obligatoires (février 1954). La stérilisation des liquidités est exprimée en pour cent des dépôts bancaires qui servent de base au calcul des réserves obligatoires.

Tableau IV.

#### Stérilisation de liquidités par la politique d'open market et les réserves obligatoires

	par la politique d'open market 1	par le système des réserves obligatoires 2	(pourcentage des réserves)
Décembre 1954 .....	2,8	8,8	(10)
Décembre 1955 .....	3,2	8,9	(10)
Décembre 1956 .....	1,0	6,0	(7)
Décembre 1957 .....	0,9	3,4	(4)
Décembre 1958 .....	9,4	8,7	(10)
Décembre 1959 .....	10,2	6,2	(7) <sup>3</sup>
Novembre 1960 .....	10,1	7,2	(8)

1 Solde du total des ventes effectuées depuis février 1954, moins les achats de la Nederlandsche Bank.

2 L'écart entre le pourcentage des réserves et le pourcentage des liquidités effectivement stérilisées par le système provient du fait que les 10 premiers millions de dépôts bancaires ne sont pas compris dans la base du calcul, tandis que les 50 millions de florins suivants ne le sont que pour la moitié.

3 L'abaissement du pourcentage de 3 points en 1959 avait pour but d'offrir aux banques la possibilité de reprendre le restant du prêt accordé aux Pays-Bas par la Banque Mondiale en 1947.

Les chiffres font apparaître qu'au début, l'incidence principale émanait du système des réserves obligatoires, tandis que plus récemment, les opérations d'open market sont devenues prépondérantes.

## 7. LA LIAISON ENTRE LES MARCHES MONÉTAIRE ET FINANCIER

Aux Pays-Bas, la liaison entre le marché monétaire et le marché des capitaux est très lâche : les institutions du marché des capitaux interviennent très peu sur le marché monétaire, tandis que les banques commerciales s'occupent à peine de placements sur le marché des capitaux. Signalons à ce sujet que le poste « effets et syndicats » ne représentait que 6 p.c. du total du bilan des banques commerciales à la fin de 1959.

Contrairement à ce qui se passe dans plusieurs autres pays, un passage de fonds du marché monétaire au marché des capitaux et vice versa ne s'opère donc que sur une échelle très réduite.

Les deux marchés présentent néanmoins certaines liaisons. Ainsi le taux d'intérêt hypothécaire d'un certain nombre de caisses de crédit agricole évolue-t-il en rapport étroit avec le taux d'escompte de la Nederlandsche Bank. Abstraction faite des influen-

ces psychologiques, les autres rapports entre le marché monétaire et le marché des capitaux se limitent à des cas particuliers. Il se peut que les banques commerciales fassent passer des fonds du marché monétaire au marché des capitaux, lorsque la disparité des taux est plus grande que d'habitude et que d'autres considérations ne s'opposent pas à ces placements.

Une telle évolution a pu être observée de 1952 à 1954 : les banques octroyaient, sous différentes formes, des prêts d'une durée allant jusqu'à un an aux placeurs institutionnels pour permettre à ceux-ci de profiter du taux sur le marché des capitaux. Le taux du marché monétaire était à ce moment relativement bas. Ces opérations n'ont d'ailleurs jamais pris une grande ampleur.

---

## LES BUDGETS DE 1960 ET 1961 (suite)

La présente information fait suite à l'article paru sous le même titre dans le *Bulletin* de décembre 1960 et consacré au résumé des principaux passages de l'« Exposé général du budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1961 ». Elle est basée sur les Annexes à l'Exposé général et présente une analyse du budget selon la classification fonctionnelle des dépenses ainsi qu'une vue synoptique de la situation financière des principaux organismes d'intérêt public soumis à la loi du 16 mars 1954.

### I. L'analyse du contenu du budget selon la classification fonctionnelle des dépenses

L'analyse du contenu du budget, basée sur la classification administrative traditionnelle, ne permet pas toujours d'avoir une vue précise des diverses missions qui incombent à l'Etat.

La classification fonctionnelle des dépenses publiques, c'est-à-dire par grandes catégories d'activités exercées par l'Etat, donne une idée plus concrète des différents objets auxquels sont affectées les ressources générales du Trésor. Faisant appel à des notions familières plutôt qu'à des concepts juridiques, comptables ou organiques, cette classification est plus apte à assurer une meilleure information de l'opinion publique qu'il importe d'éclairer aussi exactement que possible au sujet du volume et de l'objet des charges imposées à la nation.

Différents pays se sont d'ailleurs préoccupés d'améliorer dans ce sens la présentation des données budgétaires. C'est le cas notamment des Etats-Unis, de la Suède, des Pays-Bas, de la France et du Grand-Duché de Luxembourg. De son côté, l'Organisation Européenne de Coopération Economique avait ébauché, dès 1953, un regroupement fonctionnel des dépenses publiques, tandis que le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies en a défini la structure dans le « Manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat ».

En Belgique, une présentation des dépenses budgétaires selon cette nouvelle formule a été introduite pour la première fois dans l'Exposé général pour l'exercice 1959. La méthode employée se base sur celle des Nations Unies dont il a été fait mention ci-dessus. Elle a été adoptée par les ministres des Finances des trois pays de Benelux, le 8 juin 1959.

Les dépenses institutionnelles figurant au budget ordinaire des départements ministériels (traitements, pensions, indemnités de toute nature et dépenses de matériel) sont réparties en tenant compte de l'importance relative de la contribution des services intéressés à l'exercice des diverses fonctions de l'Etat. Par contre, les dépenses fonctionnelles des budgets ministériels relatives aux subventions, travaux et autres dépenses, font l'objet d'un regroupement fonctionnel basé sur une codification individuelle. Certains postes budgétaires comprennent des dépenses à répartir entre plusieurs fonctions.

Tableau I. Répartition fonctionnelle des crédits budgétaires prévus pour l'exercice 1961  
(Millions de francs)

	Budget ordinaire	Budget extraordinaire (crédits de paiement)	Total	En pour cent du total général des crédits
Administration générale .....	5.032	602	5.634	4,2
Défense nationale .....	15.433	2.684	18.117	13,4
Relations avec l'étranger .....	4.053	217	4.270	3,1
Territoires d'outre-mer .....	937	—	937	0,7
Justice et police .....	3.379	37	3.416	2,5
Transports et communications .....	8.507	3.659	12.166	9,0
Industrie, commerce et classes moyennes .....	3.228	179	3.407	2,5
Agriculture et ravitaillement .....	1.313	131	1.444	1,1
Enseignement, culture et cultes .....	23.842	2.990	26.832	19,8
Interventions sociales .....	19.792	—	19.792	14,6
Santé publique .....	1.012	754	1.766	1,3
Logement .....	1.426	536	1.962	1,4
Domages de guerre et calamités .....	7.160	400	7.560	5,6
Dette publique .....	20.935	500	21.435	15,8
Relations avec les pouvoirs publics subordonnés .....	6.843	—	6.843	5,0
Total ...	122.892	12.689	135.581	100,0

L'application du système rencontre certaines difficultés du fait qu'un même département ministériel est parfois chargé de plusieurs missions assez différenciées et qu'à l'inverse, une fonction individualise souvent une attribution à laquelle collaborent les services de plusieurs départements ministériels.

En définitive, il existe deux genres de dépenses pour lesquelles toute base efficiente de ventilation fonctionnelle fait défaut. Il s'agit en premier lieu des dépenses de la dette publique directe. Celle-ci correspond en effet à des emprunts n'ayant pas reçu d'affectation spéciale. Il est donc pratiquement impossible de faire une répartition de la charge qui en découle. D'autre part, les dépenses de subvention à caractère général au profit des provinces et des communes ne peuvent, elles non plus, en raison de leur nature même, être ventilées.

Si les regroupements ainsi réalisés n'échappent pas à certaines approximations par le caractère nécessairement conventionnel des critères utilisés, ils apportent incontestablement plus de clarté dans l'appréciation des grandes masses de dépenses portées dans le budget de l'Etat.

Le tableau I reprend les crédits prévus au budget pour l'exercice 1961 en les répartissant d'après des critères fonctionnels. A noter que les chiffres mentionnés pour le budget extraordinaire sont des crédits de paiement.

### REPARTITION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES PREVUS POUR L'EXERCICE 1961

D'après les données figurant au tableau ci-contre, les crédits budgétaires globaux prévus pour l'exercice 1961 s'élèvent à 135,6 milliards. Les crédits les plus importants sont ceux relatifs à l'enseignement, à la culture et aux cultes (19,8 p.c. du total), les crédits au titre de la dette publique (15,8 p.c.) et ceux relatifs aux interventions sociales (14,6 p.c.) et à la défense nationale (13,4 p.c.). Ces crédits représentent ensemble près des deux tiers des crédits budgétaires totaux prévus pour l'exercice 1961. Quant aux autres catégories de crédits, elles sont beaucoup moins importantes. Une exception doit cependant être faite pour les crédits au titre des transports et communications qui atteignent 9 p.c. du total.

Examinons maintenant plus en détail, pour les quatre exercices 1958, 1959, 1960 et 1961, les principales catégories de crédits selon leur ordre d'importance. Les chiffres pris en considération nécessitent quelques remarques. Pour les exercices 1958 et 1959 déjà clôturés, il a été fait usage des ordonnancements enregistrés par la Trésorerie, tant pour le budget ordinaire que pour le budget extraordinaire, tels qu'ils sont présentés, dans la loi des comptes, aux Chambres législatives. Pour l'exercice 1960, on a retenu les crédits approuvés des budgets ordinaire

et extraordinaire augmentés des crédits supplémentaires de l'exercice courant. Enfin, pour l'exercice 1961, il s'agit des prévisions inscrites dans les projets de budget déposés.

Tableau II.

### Enseignement, culture et cultes (Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extraordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1958 .....	14.916	1.149	16.065	13,4
1959 .....	18.662	3.134 <sup>1</sup>	21.796	15,8
1960 .....	22.637	2.975	25.612	17,7
1961 .....	23.842	2.990	26.832	19,8

<sup>1</sup> Y compris 1,7 milliard de crédits inutilisés.

Cette fonction occupe depuis 1960 la première place parmi toutes les fonctions de l'Etat. Entre 1958 et 1961, elle n'a cessé d'augmenter d'année en année. Comparativement aux dépenses réalisées en 1958, les crédits postulés en 1961 marquent un accroissement de 10,8 milliards. L'augmentation dépasse largement la croissance relative de l'ensemble des budgets de l'Etat, cependant fort importante; en effet, la proportion de la fonction dans le regroupement fonctionnel global est passée de 13,4 p.c. en 1958 à 19,8 p.c. en 1961. Dans cette tendance apparaît manifestement l'un des buts principaux de la politique budgétaire gouvernementale.

Tableau III.

### Dette publique (Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extraordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1958 .....	15.968	—	15.968	13,3
1959 .....	16.787	2	16.789	12,2
1960 .....	19.053	1.278	20.331	14,0
1961 .....	20.935	500	21.435	15,8

Le fait que les charges de la dette publique passent de 16 milliards en 1958 à 21,4 milliards en 1961, reflète la politique d'emprunt que le Gouvernement a été forcé d'adopter pour faire face aux dépenses budgétaires ne pouvant être couvertes par le rendement des impôts. Dans l'ensemble des dépenses fonctionnelles, les charges budgétaires de la dette publique progressent de 13,3 p.c. en 1958 à 15,8 p.c. en 1961.

A noter que quelques postes du budget de la Dette publique ont été répartis entre les différentes

fonctions. C'est le cas pour les charges des emprunts de la Société Nationale du Logement et de certains emprunts de la Société Nationale des Chemins de fer belges. Par contre, les charges de la dette du Fonds des Routes, de la Caisse autonome des dommages de guerre ainsi que du Fonds de dotation des pensions de guerre appartiennent à la rubrique examinée, puisqu'il s'agit dans ce cas d'institutions de l'Etat proprement dites.

Tableau IV.

**Interventions sociales**  
(Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1958 .....	18.235	20	18.255	15,2
1959 .....	21.936	534	22.470	16,3
1960 .....	21.809	1.386	23.195	16,0
1961 .....	19.792	—	19.792	14,6

La fonction « Interventions sociales » qui, en 1958, se situe à 18,3 milliards, marque une avance considérable en 1959 et 1960, années au cours desquelles elle atteint respectivement 22,5 et 23,2 milliards. En 1961, le total des crédits sollicités redescend à 19,8 milliards, soit 3,4 milliards de moins par rapport au budget ajusté de 1960. Cette diminution traduit notamment la réduction des crédits pour indemnités de chômage, le Gouvernement escomptant un recul de la moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés de 164.000 unités en 1960 à 134.000 unités en 1961.

Tableau V.

**Défense nationale**  
(Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1958 .....	13.913	4.686	18.599	15,5
1959 .....	15.744	3.894	19.638	14,2
1960 .....	15.780	5.800	21.580	14,9
1961 .....	15.433	2.684	18.117	13,4

Après avoir crû de 3 milliards entre 1958 et 1960, cette fonction diminue de 3,5 milliards en 1961, comparativement à 1960. Dans l'ensemble du regroupement fonctionnel, la part de la fonction fléchit de 14,9 p.c. en 1960 à 13,4 p.c. cette année. Ce fléchissement reflète l'effort de compression des dépenses que le Gouvernement entend réaliser dans le cadre du programme d'assainissement financier, et porte principalement sur les crédits inscrits au budget extraordinaire.

Le total des dépenses au titre de la fonction « Transports et communications » s'établit à 12,2 milliards en 1961 contre 15,9 milliards en 1958, soit une diminution de 3,7 milliards. Comparativement aux dépenses ajustées de 1960, l'ensemble des

Tableau VI.

**Transports et communications**  
(Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1958 .....	9.001	6.881	15.882	13,2
1959 .....	8.062	7.299	15.361	11,1
1960 .....	8.373	8.111	16.484	11,4
1961 .....	8.507	3.659	12.166	9,0

crédits sollicités en 1961 accuse une diminution de 4,3 milliards. La part de cette fonction dans le regroupement fonctionnel global revient de 13,2 p.c. en 1958 à 9 p.c. en 1961. La réduction envisagée des crédits en 1961 porte principalement sur les crédits inscrits au profit de la Société Nationale des Chemins de fer belges. Il est prévu que cette société financera elle-même certains investissements par le recours à l'emprunt qui se substituera ainsi aux subventions de l'Etat.

**II. Les organismes d'intérêt public**

Tout comme l'an passé, l'Exposé Général comprend un aperçu des opérations financières des principales institutions parastatales qui sont soumises à la loi du 16 mars 1954. L'importance de ces institutions apparaît dans les données ci-dessous. Il ressort également de celles-ci que les budgets et les comptes de l'Etat ne donnent qu'une vue imparfaite des opérations financières du secteur public.

Les dépenses des organismes de sécurité sociale atteindront, en 1961, 60,7 milliards, celles des œuvres, 1,1 milliard, celles du Fonds des Routes, 1,3 milliard. Si l'on y ajoute les activités des organismes de gestion administrative, de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, de la Régie des Voies Aériennes, de la Société Nationale des Chemins de fer belges, des institutions publiques de crédit, etc..., on constate que les opérations financières de tous ces organismes dans leur ensemble portent sur des montants plus considérables que ceux du budget de l'Etat proprement dit.

Les interventions directes de l'Etat en faveur des organismes d'intérêt public s'élèveront, en 1961, aux environs de 31 milliards; l'Etat interviendra également à concurrence de 2 milliards environ dans les charges d'emprunts de ces organismes.

Les prélèvements opérés par la parafiscalité absorbent également des sommes considérables. Le volume des cotisations à la sécurité sociale atteindra, en 1961, 43,7 milliards, soit presque autant que le produit des impôts directs (45,4 milliards).

Tous ces chiffres montrent à suffisance combien est indispensable l'application de mesures propres à contrôler les activités financières, la politique d'investissement et la politique de crédit des organismes en cause, et à les associer étroitement à la politique financière des pouvoirs publics.

On trouvera ci-après quelques détails particulièrement marquants sur le financement et l'affectation des dépenses des principaux organismes d'intérêt public.

### A. ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

Ce sont notamment : les Caisses d'Allocations Familiales et de Pensions, le Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité, l'Office National de Sécurité Sociale et l'Office National du Placement et du Chômage.

Les recettes et dépenses des organismes de sécurité sociale évoluent comme suit :

	1959	1960	1961
	(milliards de francs)		
Recettes :			
Cotisations .....	38,3	42,0	43,7
Interventions de l'Etat .....	17,9	17,3	15,4
Total ...	56,2	59,3	59,1
Dépenses :			
Prestations .....	54,9	57,3	57,9
Frais d'administration .....	2,3	2,8	2,8
Total	57,2	60,1	60,7

Les cotisations sont, en grande partie, perçues à l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale (35,3 milliards en 1961) et du Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs (2,6 milliards en 1961).

Quant aux interventions de l'Etat en faveur de la sécurité sociale, le tableau VII montre leur répartition, pour le secteur des « salariés ».

Dans le cadre des nécessités budgétaires, l'intervention en faveur du régime de l'invalidité des mineurs a été ramenée en 1961 à 1.065 millions, le complément des ressources devant être fourni par un emprunt de 700 millions souscrit par le secteur auprès du Fonds de Retraite, emprunt dont l'Etat assurera le service. L'intervention de l'Etat se trouve de ce fait portée à 100 p.c. de l'indemnisation en espèces.

A noter que les avances récupérables au régime des allocations familiales pour salariés ont été octroyées en 1959 et 1960, en raison de la perte de recettes en provenance du secteur des mineurs et du déséquilibre des charges et des ressources, suscité

Tableau VII.

### Interventions de l'Etat pour la sécurité sociale<sup>1</sup> Secteur des salariés (Millions de francs)

	1959	1960	1961
Retraite et Survie .....	4.100	3.976	4.113
Invalidité Mineurs .....	1.115	1.575	1.065
Maladie-Invalidité .....	3.147	4.126 <sup>2</sup>	4.042
Chômage .....	5.908	4.343	2.950
Allocations familiales ...	600	600	600
Vacances annuelles ...	249	233	216
Avances (alloc. famil.)	515	129	—
Total ...	15.634	14.982	12.986

<sup>1</sup> D'après les budgets des organismes, y compris en 1959 une partie du produit de la taxe de conjoncture, soit 827 millions inscrits dans les budgets, montant qui ne correspond cependant pas aux encaissements réels. Non compris les recettes pour ordre.

<sup>2</sup> Y compris 1.250 millions inscrits au budget extraordinaire et non repris dans le budget du F.N.A.M.I.

par l'expansion démographique et la prolongation de la scolarité.

En ce qui concerne le secteur des « non-salariés », les interventions de l'Etat évoluent de la façon suivante :

Tableau VIII.

### Interventions de l'Etat pour la sécurité sociale Secteur des non-salariés (Millions de francs)

	1959	1960	1961
Indépendants :			
Pensions .....	960	937	965
Allocations familiales .....	203	203	203
Assurés libres (retraite) .....	571	602	599
Assurés libres (maladie) .....	513	579	649
Total ...	2.247	2.321	2.416

### B. FONDS DES ROUTES

Le budget du Fonds des Routes pour 1961 prévoit que l'intervention de l'Etat, pour assurer le service financier des emprunts (charges d'intérêt et d'amortissement), sera de 658 millions contre 456 millions en 1959.

Les données ci-après retracent l'évolution des engagements et des liquidations pour les années 1959 à 1961.

Tableau IX.

### Programme des travaux du Fonds des Routes (Millions de francs)

	1959	1960	1961
Crédits d'engagement .	2.401	2.500	2.800
Crédits de liquidation .	2.104	2.300	1.300

**C. SOCIETE NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER BELGES**

Le budget des recettes et des dépenses d'exploitation de l'exercice 1961 se présente comme suit, en comparaison avec le budget ajusté de 1960 :

Tableau X.

**Budget d'exploitation de la Société Nationale  
des Chemins de fer belges**  
(Millions de francs)

	1960 Budget ajusté	1961 Budget initial
<b>Recettes :</b>		
1. Recettes tarifaires .....	9.848	10.030
2. Subventions et dépenses à charge de l'Etat .....	3.454	2.772
3. Autres recettes .....	515	520
<b>Total ...</b>	<b>13.817</b>	<b>13.322</b>
<b>Dépenses :</b>		
1. Dépenses d'exploitation .....	13.499	13.188
2. Charges financières .....	806	852
3. Poste en déduction des dépenses: Frais d'exploitation imputables à d'autres comptes ...	— 465	— 465
<b>Total ...</b>	<b>13.840</b>	<b>13.575</b>
Déficit d'exploitation .....	23	253

Par comparaison avec le budget ajusté de 1960, l'intervention de l'Etat prévue pour 1961 est en régression de 682 millions, soit une réduction de près de 20 p.c. Le tableau XI compare les diverses interventions prévues au budget ordinaire de l'Etat en faveur des chemins de fer, pour les exercices 1960 et 1961.

En ce qui concerne les dépenses inscrites au budget d'exploitation de la S.N.C.B., on constate une réduction des dépenses d'exploitation englobant les dépenses de personnel et de matériel; ce fait traduit la continuation de l'effort de rationalisation. Néanmoins, le budget d'exploitation de la S.N.C.B., pour 1961, accuse un déficit prévisible de 253 millions contre 23 millions en 1960. En 1959, il y avait un boni de 27 millions.

Pour avoir une idée plus exacte des pertes subies par la S.N.C.B., il convient également de prendre en considération le compte pour ordre « A rembourser à l'Etat sous réserve », qui s'élève à 3.560 millions et comprend d'une part, plusieurs avances à titre d'intervention dans les pertes subies, remboursables en cas de boni, pour un montant total de 2.080 millions et d'autre part, la taxe sur les transports due depuis 1953 mais non payée, pour un montant de 1.480 millions.

La grande différence, en ce qui concerne les interventions de l'Etat, entre le budget ajusté pour 1960 et le budget de 1961, résulte d'une nouvelle présen-

tation du budget d'exploitation : la contribution de l'Etat au programme de renouvellement et de modernisation de l'appareil roulant, inscrite au budget extraordinaire, est également portée au budget

Tableau XI.

**Interventions prévues au budget ordinaire  
en faveur des chemins de fer**  
(Millions de francs)

Interventions :	1960	1961
dans les charges de pensions du personnel excédentaire .....	1.284	1.200
en compensation de majorations de rémunérations et de pensions accordées aux anciens combattants et assimilés .....	227	224
dans le déficit découlant des abonnements ouvriers et de travail .	1.148	612
dans le déficit provenant d'autres réductions tarifaires aux voyageurs .....	223	160
dans le déficit provenant des réductions tarifaires aux transports en transit par le Grand-Duché de Luxembourg .....	19	16
dans les charges d'emprunts pour l'électrification .....	174	180
pour couvrir, à concurrence de 50 p.c., les dépenses de la S.N.C.B. pour les installations communes avec le transport routier .....	112	113
dans des charges diverses .....	267	267
<b>Total ...</b>	<b>3.454</b>	<b>2.772</b>

de la S.N.C.B. à l'extraordinaire. Celui-ci prévoit des dépenses pour un montant total de 4.194 millions, réparties comme suit :

	(En millions de francs)
Construction .....	888
Renouvellement .....	2.265
Amélioration du matériel roulant .....	106
Reconstruction .....	50
Travaux pour redressement économique .....	885

Le financement de ces travaux se ferait à concurrence de 2.285 millions par un emprunt de la S.N.C.B. à charge de l'Etat, 350 millions par un emprunt de la S.N.C.B. pour son propre compte, 1.039 millions par des subsides de l'Etat, 400 millions par des recettes de la S.N.C.B., 120 millions par des interventions de tiers, provinces et communes.

Le budget extraordinaire du Ministère des Communications prévoit, en faveur de la S.N.C.B., des crédits de paiement pour un montant de 1.125 millions contre 3.574 millions de crédits ajustés pour 1960.

Les efforts fournis par la S.N.C.B. en matière d'investissements seront donc aussi intenses en 1961 qu'en 1960.

# BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de janvier 1961. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

## 1. MONNAIE — BANQUE

ASZKENAZY H., Les banques belges en 1959-1960. (*Banque, Paris, XXXVI, n° 176, février 1961, pp. 86-88.*)

MENAI G., Le marché de l'argent à court terme dans la C.E.E. à Londres et à New-York. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 31, décembre 1960, pp. 431-436.*)

PRIGGERT H. & WELTER H., Das belgische Abzahlungsgesetz vom 9. Juli 1957. (*Die Teilzahlungswirtschaft, Dortmund, VIII, n° 1, janvier 1961, pp. 19-25.*)

Réglementation des changes en Belgique. (*Société Belge de Banque, Bruxelles, septembre 1960, 40 p.*)

## 2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

Le marché belge des actions en 1960. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVI, n° 1, 7 janvier 1961, pp. 1-6.*)

Le marché belge des obligations en 1960. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVI, n° 3, 21 janvier 1961, pp. 21-24.*)

## 4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

Le budget de 1961. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVI, n° 2, 14 janvier 1961, pp. 13-16.*)

SENELLE R., Het beheer der overheidsfinanciën. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, VII, n° 3, 1960, pp. 207-217.*)

## 7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Le Fonds Monétaire International et les restrictions des changes. (*Bulletin économique de la Banque Nationale du Vietnam, Saïgon, VI, n° 10, octobre 1960, pp. 5-12.*)

New Deal for the Dollar? (*The Banker, Londres, CX, n° 418, décembre 1960, pp. 779-784.*)

TRAUTMANN W., Die internationale Liquidität reicht aus. (*Der Volkswirt, Francfort-sur-le-Main, XV, n° 2, 14 janvier 1961, pp. 55-56.*)

## 9. INTEGRATION EUROPEENNE

CELEN A., Salaires, charges sociales et allocations familiales. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, II, n° 12, décembre 1960, pp. 1.624-1.639.*)

HOMES L., Les allocations familiales dans les pays du Marché commun. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, II, n° 12, décembre 1960, pp. 1.579-1.623.*)

Le Marché commun en voie de réalisation. Exécution accélérée du Traité de la C.E.E. (*Banque Belgo-Néerlandaise d'Outre-Mer, Bruxelles, 1960, 16 p.*)

MENAI G., Le marché de l'argent à court terme dans la C.E.E. à Londres et à New-York. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 31, décembre 1960, pp. 431-436.*)

SAUWENS A., L'accélération du Marché commun et la fusion des Communautés Européennes. (*Industrie, Bruxelles, XV, n° 1, janvier 1961, pp. 18-20.*)

SCAILTEUR C., L'harmonisation des législations relatives aux taxes sur les affaires dans le Marché commun. (*La Vie économique et sociale, Anvers, XXXII, n° 1, janvier 1961, pp. 27-38.*)

WERNER P., Les finances et les monnaies européennes au service de l'intégration économique et de la solidarité continentale. (*Bulletin de Documentation, Ministère d'Etat, Luxembourg, XVI, n° 15, 30 novembre 1960, pp. 3-10.*)

ZINNOW U., Die europäischen Anlagefonds. (*Europäische Wirtschaft, Bonn, IV, n° 2, 31 janvier 1961, pp. 26-33.*)

## 10. GENERALITES

CROMBE H., What the Congo Means to Belgium. (*Belgian Trade Review, New-York, XV, n° 12, décembre 1960, pp. 19-22.*)

La situation économique de la Belgique. 4<sup>e</sup> trimestre 1960. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVI, n° 4, 28 janvier 1961, pp. 33-39.*)

Les conséquences de l'indépendance du Congo sur l'économie belge. (*Notes rapides, Paris, XII, n° 49, 10 janvier 1961, pp. 4-8.*)

## LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

### 1. — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

#### Arrêté ministériel du 21 décembre 1960

fixant les subdivisions du territoire du Royaume sous le rapport du service des mines (Moniteur du 20 janvier 1961, p. 339).

#### Arrêté ministériel du 30 décembre 1960

modifiant l'arrêté ministériel d'exécution du 23 mars 1960 relatif aux obligations de moyens de stockage et de stockage en produits pétroliers (Moniteur du 9 janvier 1961, p. 105).

#### Arrêté royal du 6 janvier 1961

modifiant l'arrêté royal du 14 octobre 1959 portant création d'un Bureau de Programmation économique (Moniteur du 27 janvier 1961, p. 478).

Considérant qu'à la suite de l'extension considérable des tâches dévolues au Bureau de Programmation économique

il s'avère indispensable d'élargir sa composition par l'adjonction de trois membres supplémentaires;

.....  
*Article 1<sup>er</sup>.* — Le texte de l'article 5 de l'arrêté royal du 14 octobre 1959 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Bureau de Programmation économique est composé de huit membres. Il disposera en outre d'un personnel recruté par le Ministre des Affaires Economiques. »

*Art. 2.* — Les mots « Premier Ministre » figurant au premier alinéa de l'article 9 de l'arrêté royal du 14 octobre 1959 sont remplacés par « Ministre de la Coordination Economique ».

.....  
*Art. 4.* — Notre Premier Ministre, Notre Ministre de la Coordination Economique et Notre Ministre des Affaires Economiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Arrêté royal du 20 janvier 1961

pris en exécution de l'article 6 de la loi du 27 mai 1960 sur la protection contre l'abus de puissance économique et relatif aux agents de l'Etat chargés d'assister le commissaire-rapporteur (Moniteur du 27 janvier 1961, p. 486).

II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES  
(Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES),  
LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté ministériel du 16 novembre 1960

*fixant la quotité de leurs emprunts que la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique devront consacrer à la lutte contre les logements insalubres (Moniteur du 13 janvier 1961, p. 178).*

*Article unique.* — La quotité prévue en deuxième alinéa des articles 2 et 4 de la loi du 7 décembre 1953, modifiée par la loi du 27 juin 1956, est fixée à 30 p.c. en ce qui concerne les emprunts émis en 1961 par la Société Nationale du Logement, la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

Loi du 27 décembre 1960

*portant modification de l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut National de Crédit Agricole (Moniteur du 16 janvier 1961, p. 234).*

*Article unique.* — L'article 6 de l'arrêté royal du 30 septembre 1937 (...) est remplacé par la disposition suivante :

« L'Institut peut émettre des bons de caisse et des obligations. Le conseil d'administration, sous réserve de l'autorisation du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture, la Commission Bancaire entendue, en détermine les conditions d'émission et de remboursement. »

Arrêté royal du 30 décembre 1960

*mettant à la disposition du Ministre de l'Instruction Publique une somme de 45.500.000 francs, prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique (Moniteur du 23 janvier 1961, p. 384).*

Arrêté royal du 30 décembre 1960

*mettant à la disposition du Ministre des Affaires Economiques une somme de 43.500.000 francs, prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique (Moniteur du 23 janvier 1961, p. 386).*

Arrêté royal du 4 janvier 1961

*modifiant le règlement de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles (Moniteur du 11 janvier 1961, p. 142).*

Arrêté royal du 6 janvier 1961

*autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 120 millions de francs et fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par cette Société (Moniteur du 17 janvier 1961, p. 253).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — La Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne est autorisée à emprunter, sous la garantie de l'Etat et aux conditions qui seront approuvées par le Ministre des Finances, un montant de 120 millions de francs.

*Art. 2.* — La charge d'intérêt et d'amortissement à supporter par ladite Société sur ledit emprunt est fixée comme suit :

sur une tranche de 40 millions de francs le taux d'intérêt simple est fixé à 1 p.c. l'an dès la levée des fonds.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit la levée des fonds, elle supportera sur cette tranche une annuité calculée sur la base de cet intérêt et de l'amortissement en quarante ans;

sur une tranche de 80 millions de francs le taux d'intérêt simple est fixé à 2,50 p.c. l'an dès la levée des fonds.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier qui suit la levée des fonds, elle supportera sur cette tranche une annuité calculée sur la base de cet intérêt et de l'amortissement en vingt ans.

Arrêté royal du 9 janvier 1961

*relatif à l'émission par la Société Nationale des Chemins de fer belges de l'emprunt 1961 à cinq ou à dix ans, dont l'Etat supporte la charge d'intérêt et d'amortissement (Moniteur du 11 janvier 1961, p. 143).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — La Société Nationale des Chemins de fer belges est autorisée à émettre un emprunt à cinq ou à dix ans au capital nominal de deux milliards trois cent cinquante millions de francs (2.350.000.000 francs).

*Art. 2.* — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 1.000, 5.000, 10.000, 25.000 et 100.000 francs, portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

5,25 p.c. l'an à partir du 23 janvier 1961 jusqu'au 22 janvier 1966;

5,50 p.c. l'an à partir du 23 janvier 1966 jusqu'au 22 janvier 1971.

Elles sont munies de 10 coupons d'intérêt annuels payables le 23 janvier de chacune des années 1962 à 1971.

*Art. 4.* — Les obligations de l'emprunt peuvent également être cédées ferme ou données en option.

*Art. 5.* — Le prix d'émission fixé à 982,50 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

*Art. 6.* — L'emprunt est amortissable à partir de la troisième année, suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 3,50 p.c. du capital nominal émis est affectée à l'amortissement; elle prend cours le 23 janvier 1963 et s'accroît chaque année des intérêts des capitaux amortis.

Les dotations annuelles d'amortissement sont mises par tranches à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer belges.

Ces dotations sont affectées au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas les taux de remboursement fixés ci-après.

En cas d'élévation des cours au-dessus de ces limites, les rachats sont suspendus et le montant de la dotation restant disponible au 1<sup>er</sup> décembre de l'une des années 1963 à 1969 est affecté au remboursement, le 23 janvier suivant, d'obligations à désigner par un tirage au sort.

Ces remboursements sont effectués aux taux ci-après :

le 23 janvier des années 1964 à 1966 : au pair;  
le 23 janvier des années 1967 à 1970 : à 102 p.c.

Les obligations non amorties avant le 23 janvier 1971 sont remboursables à cette date à 102 p.c. de leur valeur nominale.

#### Arrêté royal du 13 janvier 1961

*portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 25 janvier 1961, p. 424).*

*Article 1<sup>er</sup>. — Le montant de 6,5 milliards de francs, fixé par l'arrêté royal du 22 juin 1960, pris en exécution de la loi du 4 mai 1959, portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, est porté, par*

libération d'une troisième tranche de 500 millions de francs, à 7 milliards de francs.

#### Arrêté ministériel du 19 janvier 1961

*modifiant l'arrêté ministériel du 9 mai 1960, relatif à l'émission par la Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique d'une première tranche de 300 millions de francs de son emprunt de 3 milliards de francs (Moniteur du 23 janvier 1961, p. 384).*

#### Arrêté ministériel du 23 janvier 1961

*complétant l'arrêté ministériel du 22 décembre 1960 qui prévoit certaines modalités de paiement en francs belges d'une partie de la rémunération des magistrats de carrière, des agents de l'Administration d'Afrique, des cadres de l'enseignement, y compris l'enseignement agréé, de l'ordre judiciaire et de la police judiciaire des parquets, des officiers et sous-officiers de la force publique, ainsi que des agents de complément (Moniteur du 28 janvier 1961, p. 517).*

#### Arrêté royal du 25 janvier 1961

*modifiant l'arrêté royal du 9 janvier 1961 relatif à l'émission par la Société Nationale des Chemins de fer belges de l'emprunt 1961 à cinq ou à dix ans, dont l'Etat supporte la charge d'intérêt et d'amortissement (Moniteur du 27 janvier 1961, p. 481).*

### III. — LEGISLATION AGRICOLE

#### Arrêté ministériel du 28 décembre 1960

*fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 5 janvier 1961, p. 38).*

### IV. — LEGISLATION INDUSTRIELLE

#### Arrêté royal du 30 décembre 1960

*approuvant la décision du Conseil National des Charbonnages ordonnant la fermeture de certaines mines de houille en 1961 (Moniteur du 14 janvier 1961, p. 216).*

V. — **LEGISLATION DU TRAVAIL**

**Arrêté royal du 18 janvier 1961**

*abrogeant l'arrêté royal du 24 juin 1960 rendant obligatoire la décision du 31 mars 1960 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage relative à la réduction de la durée de travail (Moniteur du 23 janvier 1961, p. 389).*

VII. — **LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR**

**Arrêté ministériel du 16 janvier 1961**

*relatif au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 21 janvier 1961, p. 359). Erratum (Moniteur du 28 janvier 1961, p. 514).*

**Arrêté royal du 20 janvier 1961**

*modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1960 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 21 janvier 1961, p. 360).*

**Arrêté royal du 18 janvier 1961**

*complétant l'arrêté royal du 27 décembre 1960 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 20 janvier 1961, p. 331).*

**Arrêté ministériel du 20 janvier 1961**

*modifiant et complétant l'arrêté ministériel du 28 décembre 1960 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 21 janvier 1961 p. 363).*

IX. — **LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES**

**Arrêté royal du 30 décembre 1960**

*rendant obligatoire la décision du 29 septembre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire octroyant un supplément de salaire pour le travail dominical dans les sucreries, les raffineries de sucre et les entreprises de sucre inverti et d'acide citrique (Moniteur du 13 janvier 1961, p. 184).*

**Arrêté royal du 30 décembre 1960**

*rendant obligatoire la décision du 21 octobre 1960 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles, modifiant la décision du 16 octobre 1957, concernant la classification professionnelle, la fixation des salaires horaires minimums de base et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume pour les ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises horticoles, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 avril 1959 (Moniteur du 13 janvier 1961, p. 187).*

**Arrêté royal du 30 décembre 1960**

*rendant obligatoire la décision du 29 septembre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des travailleurs occupés dans les confiseries (Moniteur du 13 janvier 1961, p. 185).*

**Arrêté royal du 30 décembre 1960**

*rendant obligatoire la décision du 29 septembre 1960 de la Commission paritaire nationale de la construction fixant les salaires des ouvriers dragueurs (Moniteur du 18 janvier 1961, p. 284).*

#### Arrêté royal du 11 janvier 1961

rendant obligatoire la décision du 25 octobre 1960 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire modifiant la décision du 19 novembre 1959 de la même commission concernant le rattachement des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 février 1960 (Moniteur du 27 janvier 1960, p. 487).

#### Arrêté royal du 17 janvier 1961

rendant obligatoire la décision du 4 octobre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des carrières fixant les salaires et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume pour les ouvriers occupés dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de petit granit des provinces de Liège et Namur (Moniteur du 27 janvier 1961, p. 489).

#### Arrêté royal du 18 janvier 1961

abrogeant l'arrêté royal du 19 mai 1960 rendant obligatoire la décision du 21 mars 1960 de la

Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant la fixation des salaires et des conditions de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les blanchisseries, lavoirs et entreprises de repassage ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur d'activité, et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 23 janvier 1961, p. 389).

#### Arrêté royal du 18 janvier 1961

abrogeant l'arrêté royal du 11 juillet 1960 rendant obligatoire la décision du 31 mars 1960 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant la fixation des salaires minimums et des conditions de travail des travailleurs et travailleuses occupés dans les entreprises qui s'occupent de la teinture, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans les dépôts et « shops » s'occupant d'une ou de plusieurs activités de ce secteur d'activité et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 23 janvier 1961, p. 390).

### X. — LEGISLATION SOCIALE

#### (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

##### Règlement

pris en application de l'article 9 de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale, modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 8 février 1960 (Moniteur du 20 janvier 1961, p. 338).

#### Arrêté royal du 7 décembre 1960

modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1960 portant organisation de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs indépendants (Moniteur du 24 janvier 1961, p. 411).

#### Arrêté royal du 30 décembre 1960

modifiant l'arrêté royal du 16 février 1952 fixant le montant des cotisations à payer par les communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes à la Caisse spéciale de com-

pensation pour allocations familiales à laquelle ils sont affiliés pour les travailleurs occupés par eux qui ne sont pas soumis à la législation sur la sécurité des travailleurs (Moniteur du 13 janvier 1961, p. 181).

#### Arrêté royal du 19 janvier 1961

rendant obligatoire la décision du 1<sup>er</sup> juin 1960 de la Commission paritaire nationale de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois concernant la sécurité d'existence des travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la même commission (Moniteur du 31 janvier 1961, p. 554).

#### Loi du 20 janvier 1961

modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande (Moniteur du 28 janvier 1961, p. 510).

Au moment où paraît, dans ce numéro du Bulletin, la nouvelle série de tableaux concernant les « Statistiques mensuelles courantes », il paraît opportun de la présenter brièvement aux utilisateurs.

L'objectif de la révision a été de mettre à leur disposition un instrument de travail plus complet.

A mesure que se développe peu à peu le matériel statistique belge, les publications autres que le Bulletin de l'Institut National de Statistique sont amenées à se spécialiser. Il va donc de soi que l'extension de la documentation contenue dans le Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque porte surtout sur les données financières.

La plupart des séries qui ont été introduites ne sont pas nouvelles; mais, jusqu'à présent, elles ne faisaient pas l'objet d'une publication systématique; beaucoup étaient éparses dans les rapports de diverses institutions, ou bien elles paraissaient une ou deux fois par an dans les chroniques de ce Bulletin ou dans le Rapport de la Banque. Leur consultation sera facilitée à l'avenir : elles seront reprises ici chaque mois. Ce système a paru préférable à celui de la publication intermittente lorsqu'il s'agit de données mises à jour par trimestre, semestre ou année : chaque numéro du Bulletin contiendra le choix complet, évitant au lecteur les recherches dans des numéros précédents. Ont été étendus notamment les chapitres relatifs à la balance des paiements, aux finances publiques, aux émissions de capitaux, au classement de la dette publique, aux intermédiaires financiers non bancaires et aux mouvements des actifs et passifs des organismes monétaires; les données concernant ces derniers seront encore complétées prochainement par un tableau analytique montrant leurs relations entre eux et avec les divers secteurs non monétaires.

Du côté des données reflétant les éléments réels de l'économie, on a introduit des tableaux concernant les agrégats nationaux; ces séries sont reprises d'ailleurs; en insérant ici les principales d'entre elles, on a eu en vue la commodité du lecteur. La documentation concernant les prix et le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise est élargie. Les séries des chapitres concernant la production de biens et services ont été sélectionnées de façon à ne contenir que les plus utiles à un diagnostic général de la situation économique; par exemple, les tableaux qui ont trait à l'activité des transports ont été simplifiés.

Il est possible que le choix opéré au départ se révèle défectueux. Matériel nouveau « à l'essai », cette documentation devra être mise au point par retouches successives.

Au moment où on élaguait certains chapitres, il parut opportun d'atténuer la déperdition en fournissant au lecteur l'indication des sources d'une documentation plus riche. L'innovation a été systématisée et étendue à tous les chapitres. A la suite de chacun d'eux, on trouvera donc des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers. Le choix de ces références, aussi, pourra être complété ultérieurement.

Autre innovation : dans tous les cas où l'expérience avait révélé que l'ambiguïté des données était une cause d'erreur d'interprétation, on a assorti les tableaux de notes explicatives; elles seront évidemment tenues à jour et probablement étendues au cours des prochains mois.

En général, la période couverte par les tableaux a été allongée : aux séries des quinze derniers mois ont été ajoutées des données annuelles, remontant à 1951, lorsqu'elles étaient disponibles et les données des cinq derniers trimestres. Lorsqu'une représentation graphique pouvait utilement illustrer l'évolution des grandeurs mesurées par des chiffres, on l'a fait figurer en regard des tableaux.

La présentation générale a été modifiée ainsi que la numérotation des tableaux. Quoiqu'un peu plus complexe, cette nouvelle numérotation permettra d'insérer plus facilement des séries nouvelles. Dans le présent Bulletin, à la Table des Matières, qui figure en tête de la partie « Statistiques », on trouvera un tableau de concordance mettant en regard les numéros des anciennes et nouvelles séries de tableaux.

Le Bulletin d'Information et de Documentation tient à exprimer ici les remerciements qu'il doit à l'Institut National de Statistique, au Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles, à l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université Catholique de Louvain, à l'Institut de Récompte et de Garantie, à l'Office Central de la Petite Epargne et à la Kredietbank, qui ont bien voulu l'autoriser à reprendre, dans ces pages, certaines de leurs statistiques originales.

**PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.**

<b>A.M.E.</b>	Accord Monétaire Européen.
<b>B.I.R.D.</b>	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>	Bureau International du Travail.
<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>	Banque des Règlements Internationaux.
<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>	Communauté Economique Européenne.
<b>C.G.E.R.</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
<b>D.U.L.B.E.A.</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>	Food and Agricultural Organization.
<b>FEBELTEX</b>	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
<b>F.I.B.</b>	Fédération des Industries Belges.
<b>F.M.I.</b>	Fonds Monétaire International.
<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
<b>I.R.E.S.</b>	Institut de Recherches Economiques et Sociales.
<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques.
<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.E.C.E.</b>	Organisation Européenne de Coopération Economique.
<b>O.N.P.C.</b>	Office National du Placement et du Chômage.
<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>	Organisation des Nations Unies.
<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
<b>S.N.C.V.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
<b>U.E.B.L.</b>	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
<b>U.E.P.</b>	Union Européenne de Paiements.

**SIGNES CONVENTIONNELS.**

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux	
	Ancienne - Nouvelle		Ancienne - Nouvelle	
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>				
1. Population .....	I - 1			
2. Revenu national net au coût des facteurs .....	I - 2			
3. Produit national brut :				
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants .....	I - 3a			
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants .....	I - 3b			
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1950 .....	I - 3c			
<b>II. — Emploi et chômage.</b>				
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers) .....	II - 1			
2. Chômage — Renseignements généraux .....	81 II - 2			
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	81 II - 3			
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>				
1. Production agricole .....	III - 1			
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges .....	III - 2			
<b>IV. — Industrie.</b>				
1. Indices généraux de la production industrielle .....	50 IV - 1			
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs) .....	50 IV - 2			
3. Energie .....	55, 58 et 59 IV - 3			
4. Métallurgie .....	55 IV - 4			
5. Construction : données annuelles .....	IV - 5			
6. Construction : données mensuelles .....	IV - 6			
<b>V. — Services.</b>				
1. Transports :				
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena .....	70 V - 1a			
b) Navigation maritime .....	71 V - 1b			
c) Navigation intérieure .....	72 V - 1c			
2. Tourisme .....	V - 2			
3. Commerce intérieur :				
a) Indices des ventes .....	65 V - 3a			
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b			
<b>VI. — Revenus.</b>				
1. Rémunérations des ouvriers .....	32 VI - 1			
<b>VII. — Prix et indices de prix.</b>				
1. Prix de gros mondiaux .....	VII - 1			
2. Indices des prix de gros mondiaux .....	VII - 2			
3. Indices des prix de gros en Belgique .....	45 VII - 3			
4. Indices des prix de détail en Belgique .....	46 VII - 4			
<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>				
1. Tableau général .....	75 VIII - 1			
2. Exportations par groupes de produits .....	75 VIII - 2			
3. Importations par groupes de produits .....	75 VIII - 3			
4. Indices du volume et des valeurs unitaires moyennes	75 VIII - 4			
5. Orientation géographique .....	75 VIII - 5			
<b>IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.</b>				
1. Chiffres annuels .....	IX - 1			
2. Chiffres trimestriels et semestriels .....	IX - 2			
3. Balance des paiements avec le Congo et le Ruanda- Urundi .....	IX - 3			
4. Balance des paiements avec les pays autres que le Congo et le Ruanda-Urundi .....	IX - 4			
<b>X. — Marché des changes.</b>				
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles .....	10 X - 1			
<b>XI. — Finances Publiques.</b>				
1. Situation de Trésorerie .....	XI - 1			
2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	26 XI - 2			
3. Recettes fiscales (par exercice) .....	XI - 3			
4. Détail des recettes fiscales .....	26 XI - 4			
<b>XIII. — Organismes monétaires.</b>				
1. Bilans intégrés des organismes monétaires .....	85 XIII - 1			
3. Origines des variations du stock monétaire .....	85 XIII - 3			
4. Stock monétaire .....	85 XIII - 4			
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5			
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958) .....	XIII - 6			
Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959) .....	85 XIII - 6			
7. Situation globale des banques .....	85 XIII - 7			
8. Comptes de chèques postaux .....	36 XIII - 8			
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P. ....	XIII - 9			

Numérotation  
des tableaux  
Ancienne - Nouvelle

Numérotation  
des tableaux  
Ancienne - Nouvelle

**XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.**

Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts .....	31 XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne .....	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie .....	XIV - 5d
Caisses d'épargne privées .....	XIV - 6
Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	XIV - 7
Compagnies d'assurances sur la vie .....	XIV - 8
Inscriptions hypothécaires .....	20 XIV - 9

**XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays .....**

**XV**

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
Principales émissions à long et moyen terme du secteur public .....	18 XVI - 2
Dettes de l'état .....	25 XVI - 3
Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public :	
— ancienne série .....	XVI - 4
— nouvelle série .....	XVI - 4

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.**

Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières .....	15 XVII - 1
Rendement des sociétés par actions belges et congolaises — chiffres annuels .....	30 XVII - 2
Rendement des sociétés par actions belges et congolaises — chiffres mensuels cumulés .....	30 XVII - 3
Emissions des sociétés belges et congolaises — chiffres annuels .....	17 XVII - 4

**XVIII. — Marché monétaire.**

Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	8 XVIII - 1
Activité des chambres de compensation .....	35 XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.**

Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique .....	2 XIX - 1
---	-----------

2. Taux de l'argent au jour le jour .....	2 XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie .....	2 XIX - 3
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite .....	4 XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	16 XIX - 5

**XX. — Banques d'Émission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	86 <sup>a</sup> XX - 1
2. Banque de France .....	86 <sup>b</sup> XX - 2
3. Bank of England .....	86 <sup>c</sup> XX - 3
4. Federal Reserve Banks .....	86 <sup>d</sup> XX - 4
5. De Nederlandsche Bank .....	86 <sup>e</sup> XX - 5
6. Banca d'Italia .....	86 <sup>f</sup> XX - 6
7. Deutsche Bundesbank .....	86 <sup>g</sup> XX - 7
8. Banque Nationale Suisse .....	86 <sup>h</sup> XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle .....	87 XX - 9

**Liste des graphiques :**

I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants et aux prix de 1950 .....	I - 3b et c
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3
IV - 2. — Indices de la production industrielle .....	IV - 2
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée .....	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique .....	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L. ...	IX - 1
XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 2
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi-monnaies .....	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks .....	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts ..	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant .....	XVII - 1

# STATISTIQUES

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Revue du Travail.

	Source	1947	1957	1958	1959 <sup>2</sup>
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale .....	I.N.S.	8.512	9.027	9.079	9.129
Population en âge de travailler (15 à 65 ans) .....	»	5.850	5.904	5.904	5.902
dont : Hommes .....	»	2.902	2.930	2.929	2.927
Femmes .....	»	2.948	2.974	2.975	2.975
Population active <sup>1</sup> :	Revue du Travail	3.481	3.475	3.466	3.472
dont : Agriculture .....	»	423	349	348	347
Industries extractives .....	»	191	167	166	149
Industries manufacturières .....	»	1.311	1.290	1.247	1.259
Bâtiment et construction .....	»	197	238	221	226
Transports .....	»	243	230	230	228
Commerce, banques, assurances, services et chômeurs complets ...	»	1.116	1.201	1.254	1.263

<sup>1</sup> Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

<sup>2</sup> Chiffres pour la population active : prévisions.

**I - 2. — REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS**

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1948	1950	1951	1958	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :										
a) Salaires et traitements .....	112,50	121,99	139,39	146,91	151,90	160,86	173,30	187,52	192,98	195,00
b) Rémunération des forces armées ...	4,35	5,22	6,59	8,70	9,04	9,61	9,36	9,90	10,63	11,45
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale ...	16,28	16,19	18,29	21,38	22,10	24,08	26,33	29,95	30,73	29,83
<b>Total ...</b>	<b>133,13</b>	<b>143,40</b>	<b>164,27</b>	<b>176,99</b>	<b>183,04</b>	<b>194,55</b>	<b>208,99</b>	<b>227,37</b>	<b>234,34</b>	<b>236,28</b>
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture .....	22,06	19,41	21,58	22,09	21,43	21,61	20,83	23,27	22,26	23,42
b) Professions libérales .....	6,26	6,78	7,90	8,65	9,29	9,51	9,25	10,20	11,15	11,99
c) Commerce et artisanat .....	62,60	62,10	64,60	66,10	69,30	71,90	74,50	74,60	74,70	76,30
<b>Total ...</b>	<b>90,92</b>	<b>88,29</b>	<b>94,08</b>	<b>96,84</b>	<b>100,02</b>	<b>103,02</b>	<b>104,58</b>	<b>108,07</b>	<b>108,11</b>	<b>111,71</b>
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation) .....	3,75	4,46	5,22	4,86	5,31	6,07	6,51	6,28	5,73	6,22
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :										
a) Intérêts .....	6,16	7,25	7,79	9,51	10,68	11,87	12,78	13,56	14,67	15,71
b) Loyers .....	14,10	16,80	18,00	23,90	26,90	28,00	30,00	31,00	33,40	35,80
c) Dividendes et tantièmes .....	5,68	6,73	8,59	8,79	8,94	10,32	11,93	12,93	11,91	11,16
<b>Total ...</b>	<b>25,94</b>	<b>30,78</b>	<b>34,38</b>	<b>42,20</b>	<b>46,52</b>	<b>50,19</b>	<b>54,71</b>	<b>57,49</b>	<b>59,98</b>	<b>62,67</b>
5. Libéralités des sociétés	0,21	0,31	0,40	0,34	0,39	0,48	0,53	0,49	0,40	0,40
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation) .....	4,11	7,31	9,81	6,24	8,80	11,38	12,51	9,40	6,33	10,59
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique .....	4,30	4,64	8,22	7,33	6,87	6,74	8,26	8,66	7,84	7,60
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat .....	0,08	0,88	0,91	1,89	1,67	1,56	1,43	1,43	0,09	1,46
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes .....	0,23	0,44	0,51	0,52	0,72	0,97	0,82	0,84	0,92	0,79
10. Moins : intérêts de la dette publique .....	-6,70	-7,17	-7,30	-8,22	-8,98	-10,09	-10,62	-11,04	-11,89	-13,20
<b>Revenu national net au coût des facteurs .....</b>	<b>255,97</b>	<b>273,34</b>	<b>310,50</b>	<b>328,99</b>	<b>344,36</b>	<b>364,87</b>	<b>387,72</b>	<b>408,99</b>	<b>411,82</b>	<b>424,52</b>

## I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

## I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

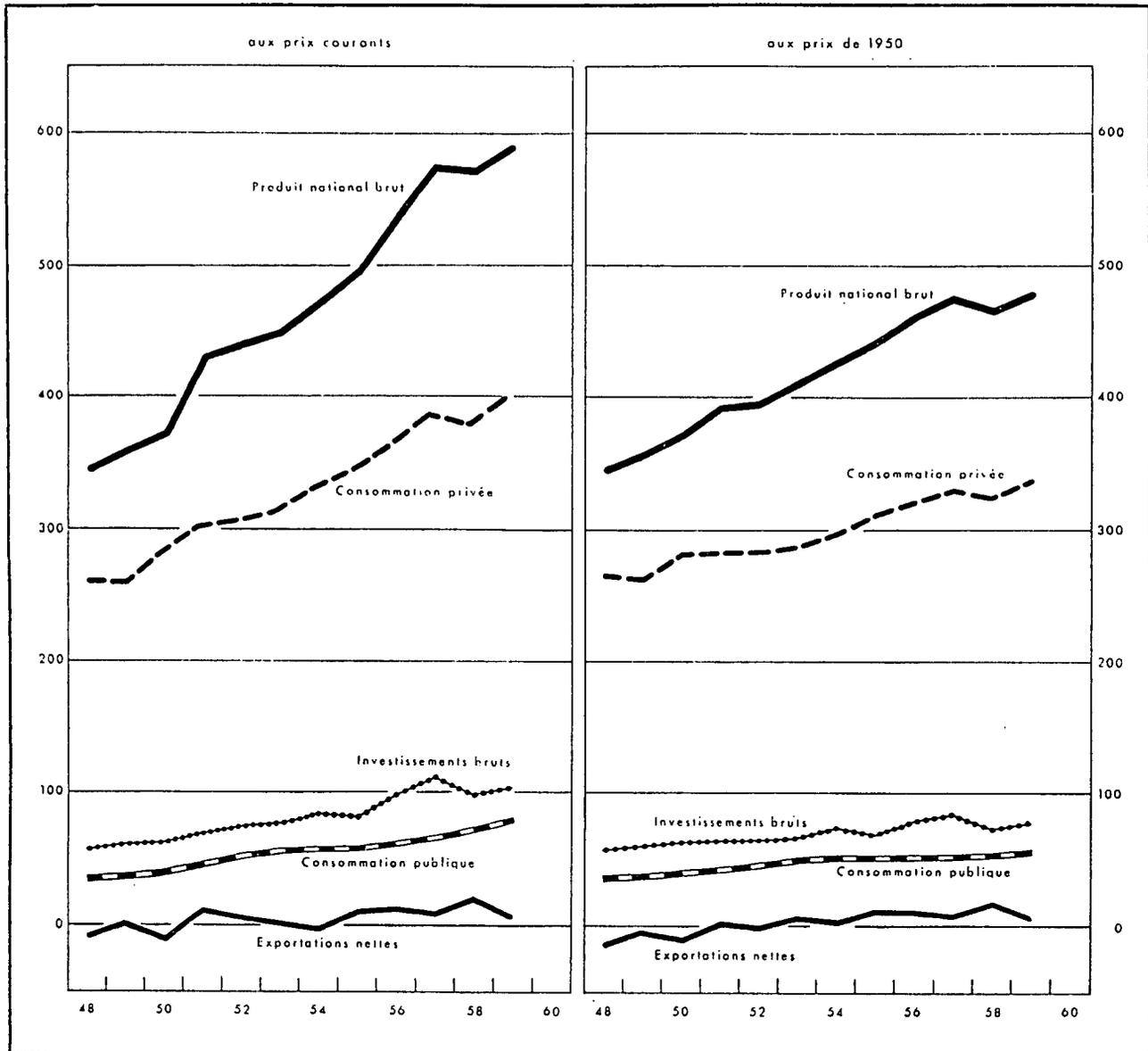
	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
A. Agriculture, sylviculture, pêche ...	32,2	30,6	33,4	35,3	35,6	34,9	34,6	36,1	32,8	33,9
B. Energie .....	19,1	23,6	26,7	29,2	28,8	30,8	33,1	35,2	33,5	29,6
C. Industries alimentaires et tabac .....	25,9	25,9	30,4	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	42,6
D. Textile et vêtement ...	17,0	18,2	20,3	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,6	18,3
H. Matériaux de construction .....	8,4	8,3	10,3	10,0	11,1	12,8	14,3	13,7	13,7	14,5
I. Métallurgie de base ...	11,5	10,0	17,0	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	23,1
J. Fabrications métalliques .....	23,5	20,9	28,3	28,3	29,2	31,5	35,7	38,0	37,8	38,6
E. F. G. K. autres industries .....	22,5	27,2	34,2	32,1	36,3	40,8	44,2	46,0	45,6	48,8
<i>Ensemble des industries (B à K) <sup>1</sup></i> .....	<i>127,9</i>	<i>134,1</i>	<i>167,2</i>	<i>159,4</i>	<i>168,8</i>	<i>184,1</i>	<i>204,3</i>	<i>215,0</i>	<i>208,4</i>	<i>215,7</i>
L. Construction .....	17,6	23,4	23,2	25,4	27,6	27,1	30,3	36,1	32,9	34,2
M. Transports et communications .....	22,0	25,9	30,1	32,1	32,8	35,4	39,0	41,2	41,8	41,6
N. Commerce de gros et de détail .....	23,7	25,8	27,6	27,5	29,0	30,1	32,1	34,0	32,7	34,2
O. Finance, Banque, Assurance .....	6,3	7,1	8,3	9,3	9,9	10,6	11,7	12,5	12,6	13,3
P. Immeubles d'habitation	20,7	24,6	26,9	31,0	35,3	36,5	37,3	38,2	38,8	39,8
S. Administration civile et défense .....	28,4 <sup>1</sup>	25,4	30,0	35,3	36,8	38,0	40,4	43,5	47,3	48,2
Q. R. T. Services divers .	38,3	46,6	50,7	54,6	56,6	59,4	62,4	66,4	71,5	75,0
U. Contribution du Reste du monde .....	5,7	4,9	5,7	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7
<b>V. Produit national brut identifié au coût des facteurs (A à U) .....</b>	<b>322,8</b>	<b>348,4</b>	<b>403,2</b>	<b>414,9</b>	<b>438,0</b>	<b>462,4</b>	<b>500,8</b>	<b>531,9</b>	<b>527,6</b>	<b>543,7</b>
W. Impôts indirects moins subventions .....	24,5	28,6	31,3	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	42,8	44,9
<i>Impôts indirects ...</i>	<i>32,6</i>	<i>32,6</i>	<i>36,6</i>	<i>39,2</i>	<i>40,7</i>	<i>44,8</i>	<i>49,2</i>	<i>51,5</i>	<i>52,4</i>	<i>54,4</i>
<i>Moins subventions ...</i>	<i>- 8,1</i>	<i>- 4,0</i>	<i>- 5,2</i>	<i>- 3,8</i>	<i>- 4,8</i>	<i>- 5,4</i>	<i>- 7,5</i>	<i>- 7,3</i>	<i>-10,6</i>	<i>- 9,5</i>
<b>X. Produit national brut aux prix du marché (V + W) .....</b>	<b>347,3</b>	<b>377,0</b>	<b>434,5</b>	<b>450,3</b>	<b>473,8</b>	<b>501,8</b>	<b>542,5</b>	<b>576,1</b>	<b>569,4</b>	<b>588,6</b>
Y. Ajustement statistique .	- 0,2	- 2,9	- 2,9	0	+ 0,2	- 4,5	- 2,6	- 0,4	+ 4,7	+ 2,5
<b>Z. Produit national brut aux prix du marché (X+Y) .....</b>	<b>347,1</b>	<b>374,1</b>	<b>431,6</b>	<b>450,3</b>	<b>474,0</b>	<b>497,3</b>	<b>539,9</b>	<b>575,7</b>	<b>574,1</b>	<b>591,1</b>

<sup>1</sup> Les dépenses d'enseignement public n'ayant pu être isolées, pour 1948, des autres dépenses de l'Etat, la valeur ajoutée correspondante est incluse dans la rubrique « Administration civile et défense ».

**I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES**

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)  
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).



**I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS**

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Consommation privée ...	261,0	281,9	302,8	314,5	332,3	345,7	365,4	367,6	380,5	400,6
2. Consommation publique	35,8	40,6	47,4	56,7	58,7	59,5	63,4	67,2	74,3	80,3
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i> .....	52,5	61,4	63,4	73,9	79,6	81,2	93,3	102,9	99,7	100,1
<i>Etat</i> .....	47,8	52,8	51,7	59,4	65,7	69,4	79,9	88,6	87,8	87,4
<i>Etat</i> .....	4,7	8,6	11,8	14,5	13,9	11,8	13,4	14,3	11,9	12,8
4. Accroissement de stocks	4,7	0,1	6,1	2,5	4,3	0,0	5,0	8,0	- 1,0	3,0
5. Dépenses intérieures de l'économie .....	<b>354,0</b>	<b>384,0</b>	<b>419,7</b>	<b>447,6</b>	<b>474,9</b>	<b>486,4</b>	<b>527,1</b>	<b>565,7</b>	<b>553,5</b>	<b>584,0</b>
6. Exportations nettes :										
<i>Exportations</i> .....	-6,9	-9,9	11,9	2,7	-0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,1
<i>Moins importations</i> ...	85,0	97,1	146,8	130,1	136,9	162,6	183,7	195,8	191,6	193,4
<i>Moins importations</i> ...	91,9	107,0	134,9	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	186,3
7. Produit national brut ...	<b>347,1</b>	<b>374,1</b>	<b>431,6</b>	<b>450,3</b>	<b>474,0</b>	<b>497,3</b>	<b>539,9</b>	<b>575,7</b>	<b>574,1</b>	<b>591,1</b>

## I - 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1950

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Consommation privée ...	265,7	281,9	283,9	289,2	299,1	311,7	321,6	330,5	322,5	338,9
2. Consommation publique	38,4	40,6	44,3	50,1	51,9	51,2	52,5	53,0	54,9	57,2
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i> .....	51,6	61,4	58,2	63,6	69,7	69,6	75,8	76,9	73,9	74,7
<i>Etat</i> .....	46,6	52,8	48,4	51,5	57,7	60,6	66,1	67,4	65,5	65,9
<i>Etat</i> .....	5,0	8,6	9,8	12,1	12,0	9,0	9,7	9,5	8,4	8,8
4. Accroissement de stocks	4,6	0,1	5,2	2,0	4,0	— 0,3	3,8	7,1	— 0,6	2,4
5. Dépenses intérieures de l'économie .....	360,3	384,0	391,6	404,9	424,7	432,2	453,7	467,5	450,7	473,2
6. Exportations nettes :	— 13,8	— 9,9	3,2	6,7	4,0	12,4	10,2	9,1	18,0	7,2
<i>Exportations</i> .....	81,9	97,1	111,6	118,2	128,8	149,6	163,9	167,5	173,4	181,4
<i>Moins importations</i> ...	95,7	107,0	108,4	111,5	124,8	137,2	153,7	158,4	155,4	174,2
7. Produit national brut ...	346,5	374,1	394,8	411,6	428,7	444,6	463,9	476,6	468,7	480,4

## Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du Commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *Annuaire Démographique (O.N.U.)*. — *Revue Internationale du Travail (B.I.T.)*. — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.)*.

Revenu national et P.N.B. : *Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.)* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Bulletin statistique (O.E.C.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.)*.

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### 1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques				
1958	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1959 2 <sup>e</sup> trimestre	96,6	91,2	96,8	98,9	91,2	96,1	93,0	89,9	97,2	99,4	
3 <sup>e</sup> trimestre	97,6	86,7	97,8	99,9	92,9	98,1	93,3	88,7	99,0	104,9	
4 <sup>e</sup> trimestre	97,9	84,6	99,0	102,2	94,5	101,4	96,8	88,2	100,9	103,4	
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	95,9	82,4	98,5	101,8	97,8	104,5	94,7	86,0	99,9	95,0	
2 <sup>e</sup> trimestre	97,5	78,7	100,0	102,8	96,6	107,1	97,8	90,6	99,1	100,6	
1959 Juin	97,2	89,9	97,1	99,1	92,2	96,5	92,5	89,6	97,4	102,8	
Juillet	97,1	88,1	97,2	99,1	92,7	96,9	92,6	90,1	98,4	102,8	
Août	97,4	86,5	97,6	99,7	92,4	98,0	93,0	89,0	99,0	104,6	
Septembre	98,5	85,6	98,7	100,9	93,5	99,3	94,4	87,1	99,7	107,0	
Octobre	98,6	85,2	99,1	101,5	94,4	100,9	95,6	88,0	100,5	106,5	
Novembre	98,3	84,6	99,3	102,6	95,1	101,1	96,9	89,2	101,2	104,3	
Décembre	96,8	83,9	98,5	102,6	94,1	102,1	97,9	87,4	100,9	99,3	
1960 Janvier	95,6	83,1	98,5	102,2	97,0	102,1	97,1	84,4	100,6	92,5	
Février	94,8	82,4	97,6	101,3	98,2	105,0	92,7	85,2	99,4	91,9	
Mars	97,3	81,6	99,3	102,0	98,2	106,4	94,2	88,5	99,7	100,6	
Avril	97,2	80,4	99,5	102,3	96,3	105,9	96,7	89,3	99,4	99,9	
Mai	97,5	78,4	100,1	102,9	96,2	107,4	97,8	91,4	98,7	100,4	
Juin	97,8	77,2	100,5	103,2	97,2	108,0	98,9	91,2	99,1	101,5	
Juillet	97,5	74,9	100,5	102,9	97,1	109,6	99,5	92,3	97,5	101,4	
Août	98,3	73,8	101,7	103,6	99,7	110,9	101,9	93,8	99,0	102,5	

## II - 2. — CHOMAGE

### Renseignements généraux

Source : Office National du Placement et du Chômage.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs		
						Complets	Partiels et accidentels	
1952	302	246,5	173,6	72,9	6.204	20,4	8,7	9,2
1953	303	245,8	183,6	62,2	6.207	20,8	8,7	8,7
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.718	20,5	8,5	9,8
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,6	7,9	17,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	74	170,9	117,7	53,2	4.214	20,2	6,9	15,0
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	78	221,4	138,0	83,5	5.758	22,0	8,4	6,6
2 <sup>e</sup> trimestre	74	148,6	105,1	43,5	3.664	20,2	6,9	12,9
3 <sup>e</sup> trimestre	76	123,0	92,3	30,7	3.117	20,2	5,0	13,2
4 <sup>e</sup> trimestre	76	137,4	104,0	33,4	3.481	20,6	5,6	6,5
1959 Novembre	28	160,9	116,3	44,6	4.505	22,0	6,7	15,4
Décembre	22	198,5	132,3	66,2	4.367	19,0	7,1	12,8
1960 Janvier	30	251,6	147,1	104,5	7.548	25,3	9,7	5,1
Février	24	228,6	138,2	90,4	5.488	20,6	8,6	6,6
Mars	24	176,7	126,4	50,3	4.237	20,2	6,8	8,4
Avril	23	161,3	115,0	46,3	3.709	19,5	6,7	11,2
Mai	28	147,9	103,7	44,2	4.140	22,4	7,6	13,3
Juin	23	136,6	96,9	39,7	3.142	18,7	6,4	14,3
Juillet	29	127,5	95,0	32,5	3.699	22,4	5,3	12,2
Août	23	121,5	91,7	29,8	2.795	19,1	4,5	13,7
Septembre	24	119,0	89,5	29,5	2.856	19,0	5,2	13,8
Octobre	29	121,2	94,3	26,9	3.515	22,5	5,6	8,4
Novembre	23	132,2	105,0	27,2	3.040	19,1	6,0	6,6
Décembre	24	162,0	114,7	47,3	3.889	20,3	5,2	4,4
1961 Janvier	30	225,5	128,1	97,4				

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

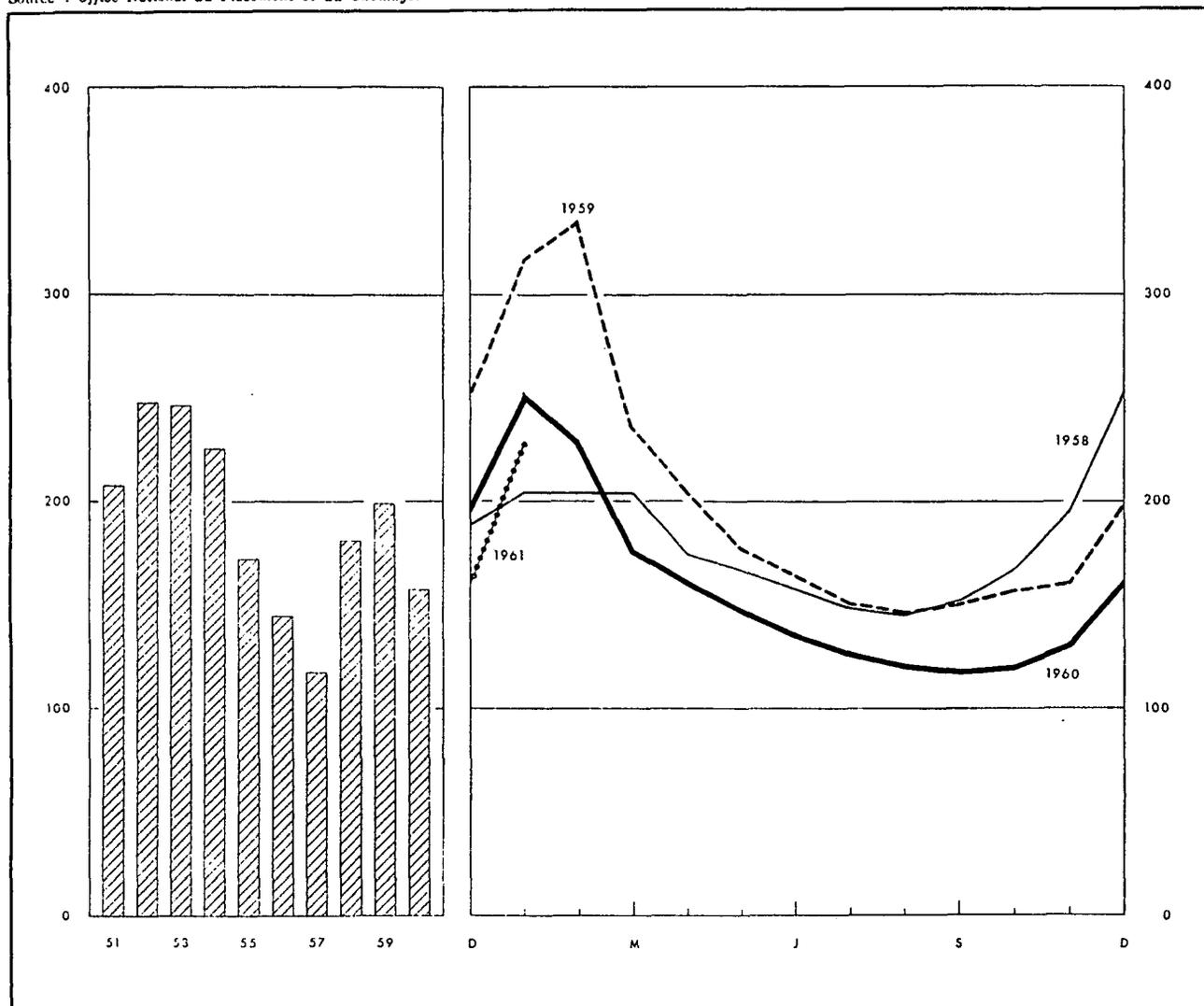
2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage =  $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés  
Chômeurs complets + chômeurs partiels  
(milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1958	1959	1960	1961
1951	207	210	187	197	233	Janvier	204	317	252	226
1952	247	289	239	206	251	Février	204	335	229	
1953	246	296	230	212	243	Mars	204	236	177	
1954	225	319	219	179	179	Avril	175	205	161	
1955	172	280	152	116	137	Mai	167	177	148	
1956	145	247	122	95	115	Juin	159	165	137	
1957	117	144	96	88	138	Juillet	150	152	128	
1958	181	204	166	149	204	Août	146	146	122	
1959	199	292	182	150	171	Septembre	153	151	119	
1960	158	221	149	123	137	Octobre	168	157	121	
						Novembre	195	161	132	
						Décembre	253	199	162	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.P.C. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Bulletin de l'I.R.E.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (production animale et superficie cultivée).

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<b>Production végétale</b> (milliers de tonnes)									
Froment .....	565	560	575	714	597	751	779	793	n.d.
Autres céréales .....	981	997	972	1.008	985	961	983	1.046	n.d.
Betteraves sucrières .....	2.194	2.389	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	n.d.
Lin (graines et paille) .....	209	193	236	272	235	182	170	125	n.d.
Chicorée à café .....	27	34	109	95	54	51	56	44	n.d.
Pommes de terre .....	2.124	1.919	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	n.d.
<b>Production animale</b>									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	933	1.091	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	n.d.
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	353	370	381	392	400	391	412	424	n.d.
<b>Superficie cultivée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables .....	256	259	274	272	260	280	296	275	270
dont : froment .....	166	170	184	191	188	208	219	201	201
seigle .....	82	82	82	74	68	66	69	66	62
Céréales non panifiables .....	257	258	233	234	254	238	240	256	250
Plantes industrielles .....	101	96	95	98	99	92	94	89	96
Plantes racines et tuberculifères .....	159	161	163	152	151	145	141	143	168
Légumes cultivés pour la graine .....	9	12	13	13	14	13	12	12	11
Prés et prairies .....	821	821	815	815	818	814	811	827	803
Divers .....	175	148	149	147	132	137	128	133	62
Total ...	1.778	1.755	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.660

<sup>1</sup> Recensements au 15 mai de chaque année.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

##### Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Aiglefin .....	239	387	383	448	546	519	445	374	232
Cabillaud .....	606	678	852	715	870	764	662	834	653
Plie .....	347	337	421	378	392	379	427	451	381
Sole .....	488	453	502	465	323	299	289	315	257
Raie .....	290	306	277	241	312	314	356	337	342
Hareng .....	671	1.168	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260
Crevettes .....	172	217	164	122	178	266	84	64	89

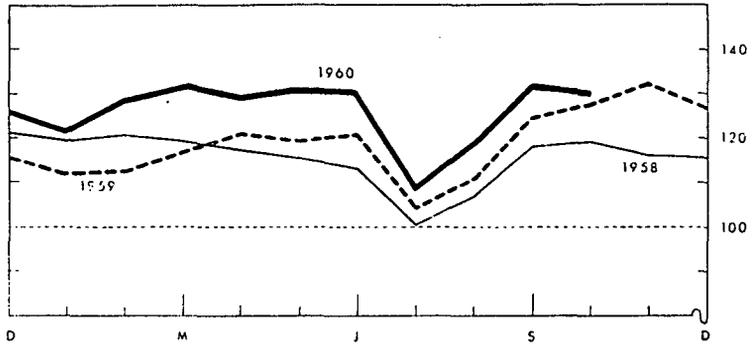
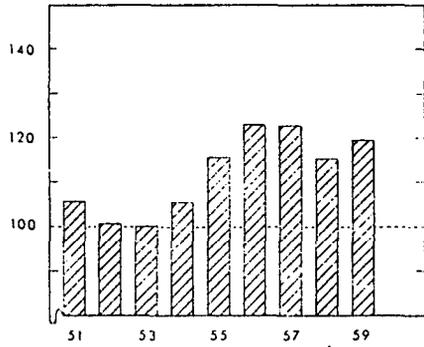
Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).



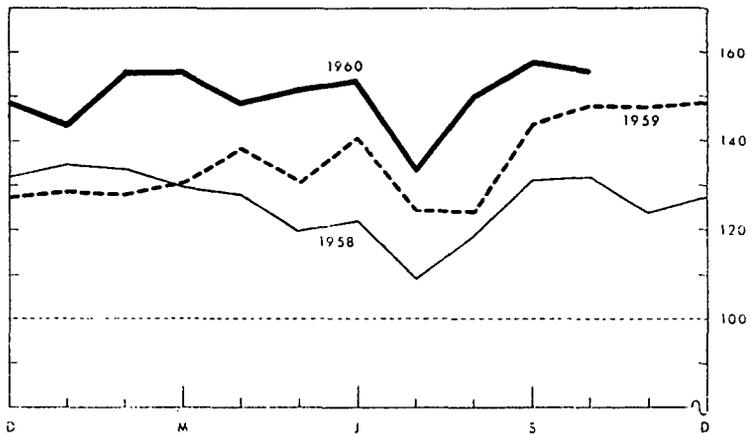
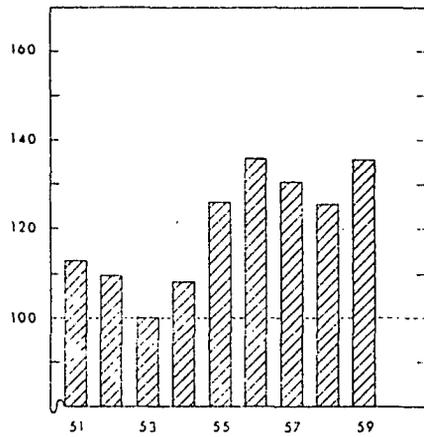
### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.)

Base 1953 = 100

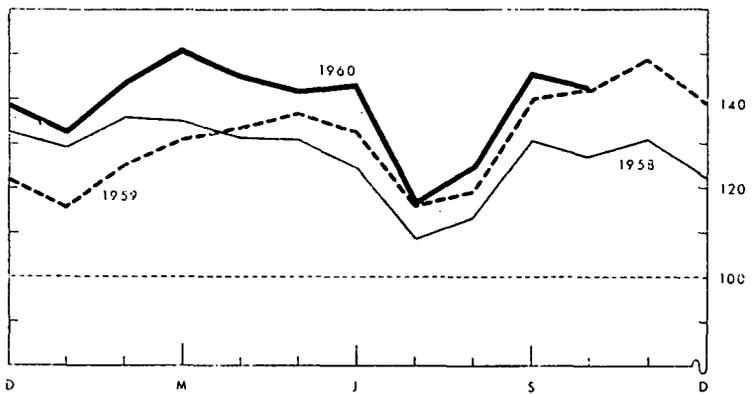
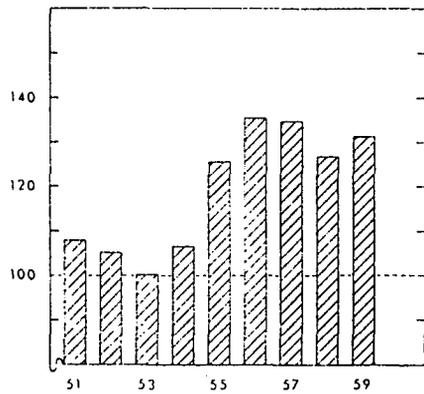
Ensemble des industries



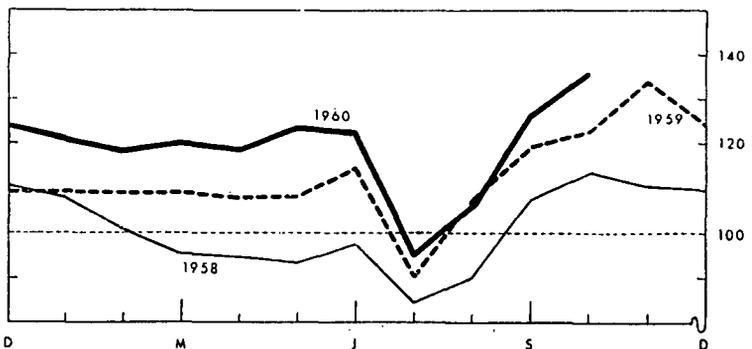
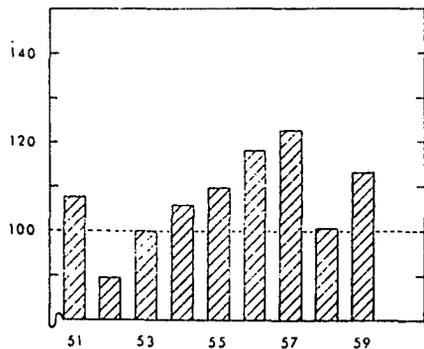
Sidérurgie et métaux non ferreux



Fabrications métalliques



Textiles



## IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cruë 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(millions l.)	(millions de m <sup>3</sup> )	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1952 .....	2.532	1.673	- 35	2.621	739	772	255	77	146
1953 .....	2.505	3.074	- 133	2.479	766	799	308	75	145
1954 .....	2.437	2.815	- 125	2.563	784	862	365	84	159
1955 .....	2.498	371	- 287	2.702	826	912	453	92	168
1956 .....	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957 .....	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	520	97	180
1958 .....	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959 .....	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960 .....	p 1.872	p 6.570			p 1.019		669		
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.020	7.496	211	2.641	966	1.258	599	109	202
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.961	7.440	152	2.505	980	1.211	694	111	210
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.873	7.417	185	2.408	1.004	1.122	652	111	196
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.757	6.979	135	2.419	1.021	1.132	725	113	197
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 1.894	p 6.570			p 1.070		605		
1959 Novembre .....	1.992	7.716	148	2.487	974	1.230	578	104	195
Décembre .....	2.053	7.496	244	2.891	987	1.285	641	113	212
1960 Janvier .....	1.904	7.341	149	2.570	953	1.232	698	108	211
Février .....	1.932	7.386	196	2.407	990	1.181	700	107	203
Mars .....	2.048	7.440	110	2.539	996	1.221	683	116	215
Avril .....	1.921	7.439	208	2.531	994	1.138	631	106	193
Mai .....	1.869	7.441	209	2.390	1.005	1.130	580	114	200
Juin .....	1.830	7.417	139	2.303	1.012	1.098	744	112	194
Juillet .....	1.514	7.253	151	2.219	1.002	1.043	739	106	184
Août .....	1.820	7.078	153	2.449	1.018	1.158	722	116	201
Septembre .....	1.937	6.979	101	2.588	1.044	1.195	715	117	205
Octobre .....	1.944	6.794	82	2.532	1.051	1.262	537	114	207
Novembre .....	2.015	6.678	139	2.551	1.077	1.234	693	109	203
Décembre .....	p 1.724	p 6.570			p 1.082		586		
1961 Janvier .....	p 1.333	p 6.532							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés, + ou - la variation des stocks. (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue.)

## IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimetal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
1951 .....	417	324	2,51	1,88	4,39	3,83
1952 .....	417	314	2,43	1,58	4,01	4,11
1953 .....	369	280	2,93	1,26	4,19	4,69
1954 .....	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955 .....	492	366	3,49	1,96	5,43	5,54
1956 .....	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957 .....	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958 .....	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959 .....	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1959 3 <sup>e</sup> trimestre .....	533	369	3,71	2,10	5,81	6,29
4 <sup>e</sup> » .....	591	424	4,54	2,83	7,37	7,32
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	607	433	p 4,30	p 2,72	p 7,02	p 6,90
2 <sup>e</sup> » .....	610	409	p 4,31	p 2,86	p 7,17	p 7,51
3 <sup>e</sup> trimestre .....	620	403	p 4,35	p 2,64	p 6,99	p 6,66
1959 Septembre .....	573	416	3,86	2,39	6,25	7,10
Octobre .....	619	442	4,83	2,57	7,40	7,05
Novembre .....	549	399	3,73	2,75	6,48	6,59
Décembre .....	604	429	5,07	3,17	8,24	8,32
1960 Janvier .....	562	408	p 3,98	p 2,49	p 6,47	p 6,29
Février .....	593	437	p 4,15	p 2,84	p 6,99	p 6,57
Mars .....	665	453	p 4,76	p 2,82	p 7,58	p 7,84
Avril .....	593	401	p 4,42	p 2,74	p 7,16	p 7,56
Mai .....	611	410	p 4,28	p 2,89	p 7,17	p 7,55
Juin .....	626	417	p 4,25	p 2,95	p 7,20	p 7,41
Juillet .....	565	348	p 3,68	p 2,57	p 6,25	p 6,05
Août .....	643	414	p 4,57	p 2,35	p 6,92	p 6,37
Septembre .....	651	446	p 4,81	p 3,00	p 7,81	p 7,57
Octobre .....	638	438	p 4,67	p 2,82	p 7,49	p 7,37
Novembre .....	606	412	p 4,56	p 3,22	p 7,78	p 7,17

## IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	
1952	28.622	18.584	8.080	1.110	—	2.566	5.204	1.624	2.027	—
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.032	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209

## IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	2.918	2.555	492	452
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	3.227	2.395	492	356
2 <sup>e</sup> trimestre	4.093	3.568	661	521
3 <sup>e</sup> trimestre	3.353	3.131	594	531
4 <sup>e</sup> trimestre p	2.987	2.454	484	426
1959 Octobre	3.386	3.060	607	491
Novembre	2.593	2.592	410	435
Décembre	2.774	2.012	459	430
1960 Janvier	2.856	1.294	441	286
Février	2.939	2.163	408	290
Mars	3.887	3.727	628	492
Avril	4.054	3.770	634	492
Mai	4.126	3.579	657	530
Juin	4.098	3.354	691	540
Juillet	3.192	2.938	610	559
Août	3.330	3.187	542	541
Septembre	3.536	3.269	630	492
Octobre	3.482	2.879	481	478
Novembre p	2.641	2.542	481	416
Décembre p	2.839	1.940	489	383

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annales des Mines de Belgique — Revue du Travail. — Bulletin de l'I.R.E.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — Bulletin de Fabrimétal. — Bulletin statistique mensuel de Fedéchar. — Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — Energie. — Figaz. circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — Agence économique et financière. — La Construction.

# V. — SERVICES

## 1. — TRANSPORTS

### a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total			dont	
	combustible et huiles minérales				Minerais			
	(millions)		(milliers de tonnes)					
1951	604	552	6.008	2.273	644	3.273	23,1	3,3
1952	629	506	5.501	2.153	661	2.608	28,7	4,2
1953	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1959 3 <sup>e</sup> trimestre	714	482	4.673	1.730	1.035	269	141,5	16,0
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	696	572	5.488	2.074	1.119	483	68,6	10,0
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	p 711	545	5.189	2.001	1.170	182	66,3	9,7
1960 2 <sup>e</sup> trimestre	p 717	521	5.053	1.913	1.156	216	141,3	16,6
1960 3 <sup>e</sup> trimestre	p 736	516	4.972	1.871	1.206	198		
1959 Septembre	700	511	5.007	1.858	1.072	290	134,1	15,6
1959 Octobre	699	579	5.570	2.024	1.159	471	83,6	11,5
1959 Novembre	689	546	5.313	1.991	1.055	760	56,8	8,5
1959 Décembre	699	590	5.582	2.197	1.143	218	65,4	10,1
1960 Janvier	p 739	534	5.028	2.078	1.102	125	63,3	9,2
1960 Février	p 667	532	5.069	1.963	1.136	189	57,7	8,8
1960 Mars	p 726	569	5.469	1.961	1.271	232	77,9	11,1
1960 Avril	p 725	507	4.965	1.906	1.104	264	109,0	13,8
1960 Mai	p 676	527	5.052	1.913	1.158	180	119,1	14,8
1960 Juin	p 750	529	5.142	1.920	1.206	205	195,7	21,3
1960 Juillet	p 728	478	4.496	1.673	1.127	170	98,4	10,7
1960 Août	p 734	530	5.210	1.998	1.222	207		
1960 Septembre	p 745	541	5.209	1.942	1.268	218		
1960 Octobre	p 765	578	5.623	2.052	1.267	703		
1960 Novembre	p 725	567	5.587	2.172	1.209	753		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

### V - 1 b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (millions de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1952	2.335	1.304	986	126	130	78
1953	2.538	1.201	1.147	116	117	76
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774			150		
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	3.784	1.828	1.357	131	141	67
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	3.981	1.993	1.468	146	125	91
1960 2 <sup>e</sup> trimestre	3.764	1.698	1.266	146	163	89
1960 3 <sup>e</sup> trimestre	3.864	1.856	1.187	168	202	62
1960 4 <sup>e</sup> trimestre	3.487			140		
1959 Novembre	3.892	1.890	1.270	125	161	69
1959 Décembre	3.643	1.997	1.337	139	137	57
1960 Janvier	4.060	1.923	1.629	135	90	104
1960 Février	3.866	1.959	1.368	126	161	69
1960 Mars	4.018	2.097	1.406	177	124	99
1960 Avril	3.802	1.570	1.426	133	216	87
1960 Mai	3.726	1.720	1.081	142	126	91
1960 Juin	3.764	1.803	1.290	162	147	90
1960 Juillet	4.086	1.800	1.183	166	174	68
1960 Août	3.752	1.881	1.232	162	189	55
1960 Septembre	3.755	1.888	1.146	175	243	62
1960 Octobre	4.167	1.798	1.254	165	207	64
1960 Novembre	3.642	1.923	1.280	156	103	47
1960 Décembre	2.653			99		
1961 Janvier	2.816			109		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

### V - 1 c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Ensemble des trafics 1	
	(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
	(1)	(2)
1952	3.295	282
1953	3.912	327
1954	4.258	343
1955	4.737	385
1956	4.659	374
1957	4.642	383
1958	4.269	361
1959	4.534	402
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	5.201	448
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	4.780	404
1960 2 <sup>e</sup> trimestre	5.223	449
1960 3 <sup>e</sup> trimestre	5.327	458
1960 4 <sup>e</sup> trimestre		
1959 Novembre	4.924	418
1959 Décembre	5.069	435
1960 Janvier	4.269	364
1960 Février	4.667	395
1960 Mars	5.405	453
1960 Avril	5.087	434
1960 Mai	5.265	452
1960 Juin	5.318	462
1960 Juillet	5.251	453
1960 Août	5.321	460
1960 Septembre	5.408	460
1960 Octobre	5.537	492
1960 Novembre	5.149	
1960 Décembre		
1961 Janvier		

**V - 2. — TOURISME**

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1951 .....	538	402	27	23	34	5	10
1952 .....	670	516	30	25	37	8	15
1953 .....	761	577	41	28	45	14	16
1954 .....	911	692	50	31	57	19	17
1955 .....	1.019	766	60	33	68	22	19
1956 .....	1.084	815	66	35	71	23	19
1957 .....	1.186	898	71	33	81	25	19
1958 .....	1.341	877	84	37	102	69	51
1959 .....	1.346	1.057	58	41	84	29	20
1959 3 <sup>e</sup> trimestre .....	3.378	2.454	133	55	222	50	35
4 <sup>e</sup> trimestre .....	343	216	22	18	14	17	15
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	302	171	19	16	11	15	10
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.193	862	57	32	107	36	32
3 <sup>e</sup> trimestre .....	3.335	2.619	176	64	261	60	41
1959 Juillet .....	4.393	2.740	137	59	253	65	43
Août .....	4.676	3.872	194	78	316	56	35
Septembre .....	1.066	752	69	30	97	29	27
Octobre .....	385	230	24	20	21	24	20
Novembre .....	325	206	21	17	11	15	14
Décembre .....	320	213	20	17	10	12	10
1960 Janvier .....	292	190	18	16	10	14	9
Février .....	283	110	17	15	10	14	9
Mars .....	331	211	21	17	13	18	11
Avril .....	1.068	777	71	27	83	30	21
Mai .....	710	473	34	27	54	27	31
Juin .....	1.801	1.335	66	42	184	49	43
Juillet .....	4.477	3.732	132	68	318	63	51
Août .....	4.517	3.479	321	88	351	90	43
Septembre .....	1.009	643	74	35	113	32	30

**V - 3. — COMMERCE INTERIEUR**

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement			Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)			
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 1		Hommes 2	Sous-vêtements et accessoires 3	Alimentation générale			Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1952 .....	99	97	103	99	97	97	103	104	95	98	98	96	96		
1953 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100		
1954 .....	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104		
1955 .....	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109		
1956 .....	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126		
1957 .....	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122		
1958 .....	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129		
1959 .....	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132		
1960 .....	156	159	159	141	162						143				
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	173	170	176	124	166	141	134	106	149	151	134	121	132		
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	139	158	134	139	149	135	124	94	p 143	p 139	139	123	p 137		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	153	152	168	141	155	p 135	174	109	p 153	p 139	145	p 126	p 141		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	154	152	153	152	172	p 136	122	105	p 166	p 138	148	p 127	p 146		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	179	173	180	133	172						140				
1959 Octobre .....	154	158	169	125	155	140	146	101	150	143	133	121	136		
Novembre .....	167	159	163	115	140	127	121	87	134	140	134	119	130		
Décembre .....	199	192	196	131	202	155	135	129	163	170	134	122	129		
1960 Janvier .....	135	153	140	130	132	138	140	146	p 140	p 136	131	123	p 133		
Février .....	132	154	116	135	151	129	92	56	p 138	p 138	143	123	p 139		
Mars .....	151	167	147	153	164	137	139	79	p 151	p 142	143	122	p 140		
Avril .....	159	171	168	145	157	135	207	113	p 150	p 144	145	125	p 139		
Mai .....	152	147	168	148	158	135	173	103	p 150	p 137	143	125	p 139		
Juin .....	148	137	169	130	150	p 136	141	110	p 159	p 136	146	p 129	p 144		
Juillet .....	161	160	169	143	172	p 138	136	160	p 166	p 143	143	p 130	p 148		
Août .....	146	143	133	145	166	p 134	102	71	p 176	p 137	151	p 128	p 152		
Septembre .....	156	152	157	168	177	p 136	127	83	p 157	p 135	150	p 122	p 139		
Octobre .....	168	165	189	140	168	p 140	173	117	p 147	p 138	146	p 122	p 135		
Novembre .....	179	164	168	132	154		148	109	p 153	p 145	144		p 151		
Décembre .....	191	191	184	126	193						129				

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.

## V - 3 b). — Ventes à tempérament

### 1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédit en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.189	497	136	556	8,63	1,39	3,77	3,47	3,86	0,89	1,38	1,59
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.202	530	130	542	8,37	1,47	3,43	3,47	3,84	0,99	1,30	1,55
1959 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.179	524	130	525	8,31	1,55	3,37	3,39	3,96	1,10	1,36	1,50
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.205	532	133	540	8,60	1,82	3,18	3,60	4,23	1,29	1,27	1,67
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70

### 2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	53	22	1	30	66,1	26,0	5,8	34,3
2 <sup>e</sup> semestre .....	55	25	1	29	71,0	28,1	7,0	35,9
1959 1 <sup>er</sup> semestre .....	58	25	1	32	72,6	29,2	7,0	36,4
2 <sup>e</sup> semestre .....	50	24	1	25	72,2	28,1	6,4	37,7
1960 1 <sup>er</sup> semestre .....	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0

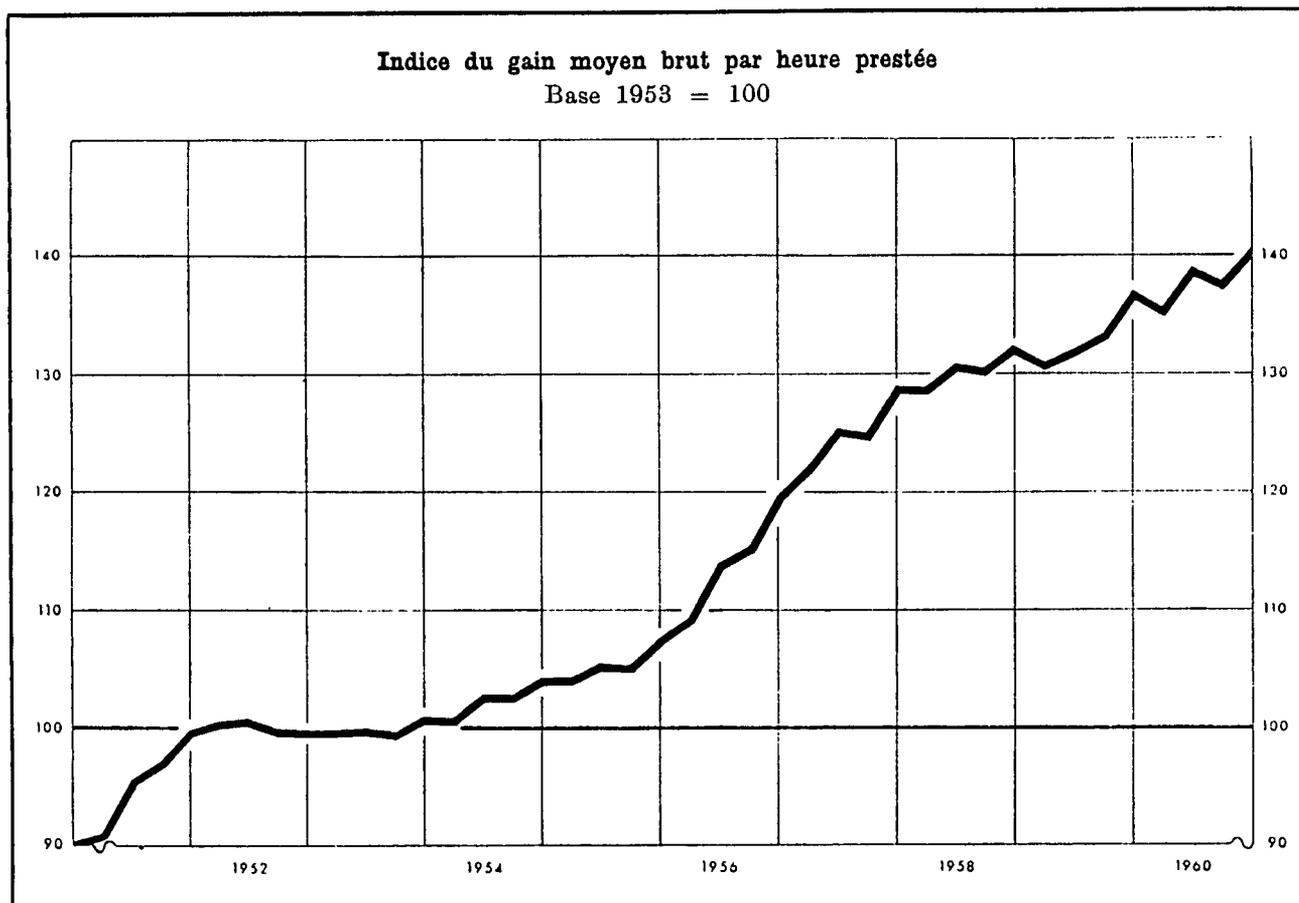
### 3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes excepté autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	549	4,6	1,9	29,3	17,0	233,7	16,2	9,2	236,7	—	—	—
2 <sup>e</sup> semestre ...	605	4,3	2,3	27,0	16,4	276,1	21,1	8,5	248,5	0,6	0,6	0,6
1959 1 <sup>er</sup> semestre ...	552	3,8	1,1	19,7	11,9	239,2	18,2	8,6	227,6	3,2	3,2	3,2
2 <sup>e</sup> semestre ...	633	3,5	1,2	19,3	11,6	270,2	22,3	8,4	268,9	7,2	7,2	7,2
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	603	4,0	1,1	25,7	13,6	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5	7,5	7,5
Crédit accordé (millions de francs)												
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	3.864	449	87	1.262	159	280	30	348	1.249	—	—	—
2 <sup>e</sup> semestre ...	3.836	361	104	1.108	133	333	34	343	1.414	6	6	6
1959 1 <sup>er</sup> semestre ...	3.956	367	53	1.016	292	144	276	34	331	1.326	24	24
2 <sup>e</sup> semestre ...	4.230	364	55	952	280	139	345	38	317	1.593	37	37
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	4.708	453	56	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50	50
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1958 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	11,6	2,3	32,7	4,1	7,2	0,8	9,0	32,3	—	—	—
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	9,4	2,7	28,9	3,5	8,7	0,9	8,9	36,9	0,1	0,1	0,1
1959 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	9,3	1,3	25,7	7,4	3,6	7,0	0,9	8,4	33,5	0,6	0,6
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	8,6	1,3	22,5	6,6	3,3	8,1	0,9	7,5	37,7	0,9	0,9
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	9,6	1,2	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1	1,1

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Chronique du Transport (bimensuel)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.E.C.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



#### Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1952 .....	100	100	100	100	98
1953 .....	100	100	100	100	100
1954 .....	103	103	102	102	103
1955 .....	106	105	106	108	106
1956 .....	115	114	114	118	114
1957 .....	125	125	125	129	125
1958 .....	131	129	129	125	132
1959 .....	133	131	132	121	135
1960 .....	p138	p135	p137		
1959 Décembre ..	137	133	134		138
1960 Mars .....	p136	133	135		p 137
Juin .....	p139	135	137		p 141
Septembre ..	p138	135	136		p 140
Décembre ..	p141	p137	p138		

#### Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industriels belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas
1951 .....	25,80	84,0	86,8	62,6
1952 .....	28,11	83,5	86,7	59,0
1953 .....	28,25	85,8	91,0	61,2
1954 .....	28,74	86,2	94,3	67,5
1955 .....	29,91	90,6	98,4	69,2
1956 .....	32,68	90,2	97,6	69,6
1957 .....	35,67	90,6	93,7	70,1
1958 .....	37,03	94,4	95,0	69,2
1959 .....	38,30	95,9	95,0	68,2
1959 Février-Avril ..	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre ..	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril ..	39,48	97,5	97,3	73,5

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV<sup>e</sup> Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de l'I.R.E.S. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le Coût de la main-d'œuvre dans l'Industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

## VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

### 1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine importée Boston Buenos- Aires 5/8	Coton à New-York	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Étain à Londres clôture	Ferrailles lourdes à Paris	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.			d par lb.	£ par long ton		N.F. par tonne métrique	\$ par barril
1952	284	54,0	76	38,7	28	259	964	105	2,40
1953	271	57,9	74	32,9	20	256	732	127	2,54
1954	278	78,1	79	34,1	20	249	719	112	2,65
1955	271	56,8	82	33,6	34	352	740	149	2,65
1956	270	57,9	83	33,8	29	329	788	179	2,65
1957	272	56,4	90	32,6	26	219	755	192	2,90
1958	256	48,2	69	33,2	23	197	735	154	2,90
1959	251	36,8	75	31,7	30	238	785	161	2,78
1960	252	36,5	81	29,7	32	246	797		2,77
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	255	35,7	78	30,0	35	249	793	182	2,77
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	259	36,7	81	30,3	34	259	791	185	2,77
2 <sup>e</sup> trimestre	252	37,1	83	30,5	38	254	789	175	2,77
3 <sup>e</sup> trimestre	244	36,1	82	29,4	30	245	807	182	2,77
4 <sup>e</sup> trimestre	252	36,1	81	28,6	26	226	800		2,77
1959 Octobre	254	35,1	78	30,0	34	242	794	176	2,77
Novembre	255	36,6	78	29,9	37	251	795	182	2,77
Décembre	256	35,5	78	30,1	35	255	789	190	2,77
1960 Janvier	256	36,2	81	30,2	35	259	792	186	2,77
Février	259	37,0	81	30,3	34	264	792	186	2,77
Mars	263	36,8	81	30,4	34	253	788	183	2,77
Avril	261	37,0	82	30,4	35	262	791	177	2,77
Mai	252	37,3	82	30,6	39	248	784	173	2,77
Juin	244	36,9	82	30,6	39	251	793	174	2,77
Juillet	239	36,3	82	30,3	31	255	813	179	2,77
Août	245	35,8	82	29,1	29	245	802	182	2,77
Septembre	249	36,2	82	28,9	29	235	805	185	2,77
Octobre	249	36,2	81	28,6	28	222	804	184	2,77
Novembre	253	36,0	81	28,6	26	226	801		2,77
Décembre	253	36,0	81	28,6	25	231	795		2,77

### VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) <sup>1</sup>
			général	industriel	alimentaire	
1952	110	105	103	104	102	129
1953	100	100	100	100	100	100
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	87	92	101	104	94	106
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	87	91	101	105	92	100
2 <sup>e</sup> trimestre	87	92	100	105	90	95
3 <sup>e</sup> trimestre	85	89	98	103	90	93
4 <sup>e</sup> trimestre	82	86	98	103	90	95
1959 Novembre	87	93	101	104	95	107
Décembre	87	91	101	104	93	106
1960 Janvier	88	92	101	105	93	106
Février	87	91	101	105	92	99
Mars	86	91	100	105	91	94
Avril	87	92	100	105	90	98
Mai	87	92	100	106	90	93
Juin	86	91	100	105	89	93
Juillet	85	91	99	104	89	92
Août	85	89	98	103	90	92
Septembre	84	88	98	102	90	95
Octobre	83	87	98	102	90	91
Novembre	82	86	98	103	90	96
Décembre	82	86	98	103	90	99
1961 Janvier	82	87	98	102	91	

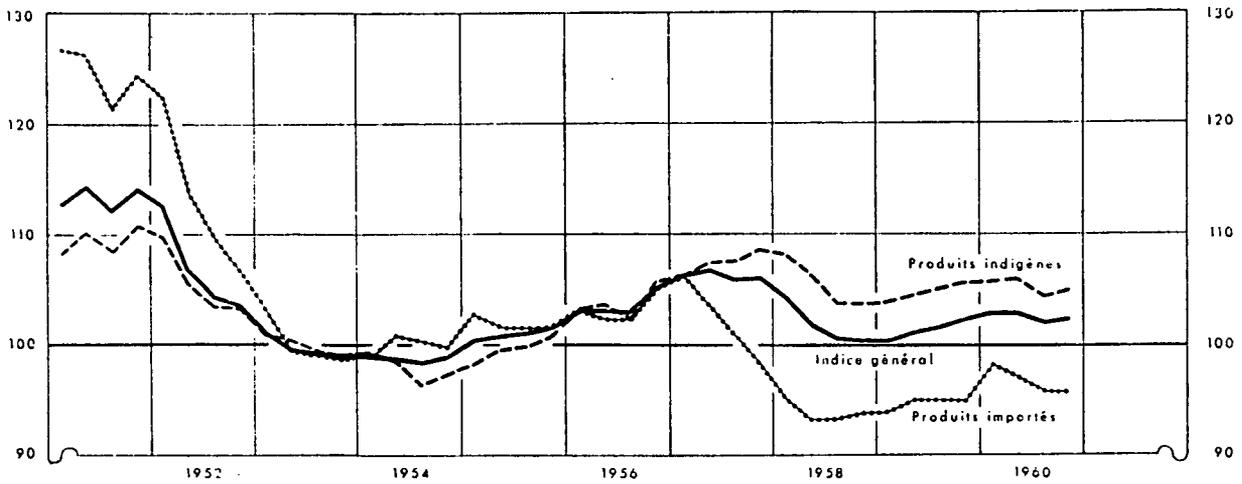
<sup>1</sup> Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

### VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

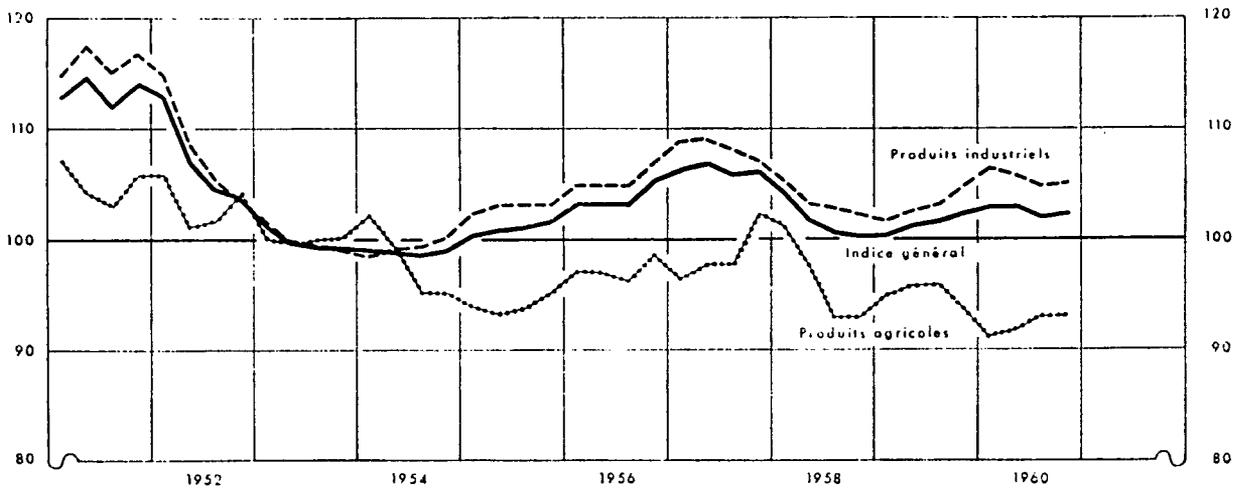
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES

Source : M.A.E.



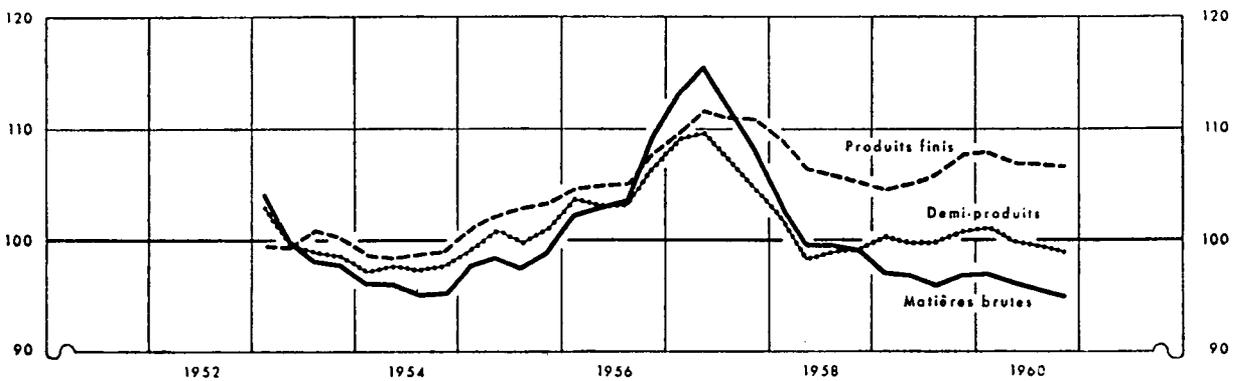
PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS

Source : M.A.E.



PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION

Source : I.R.E.S.



VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

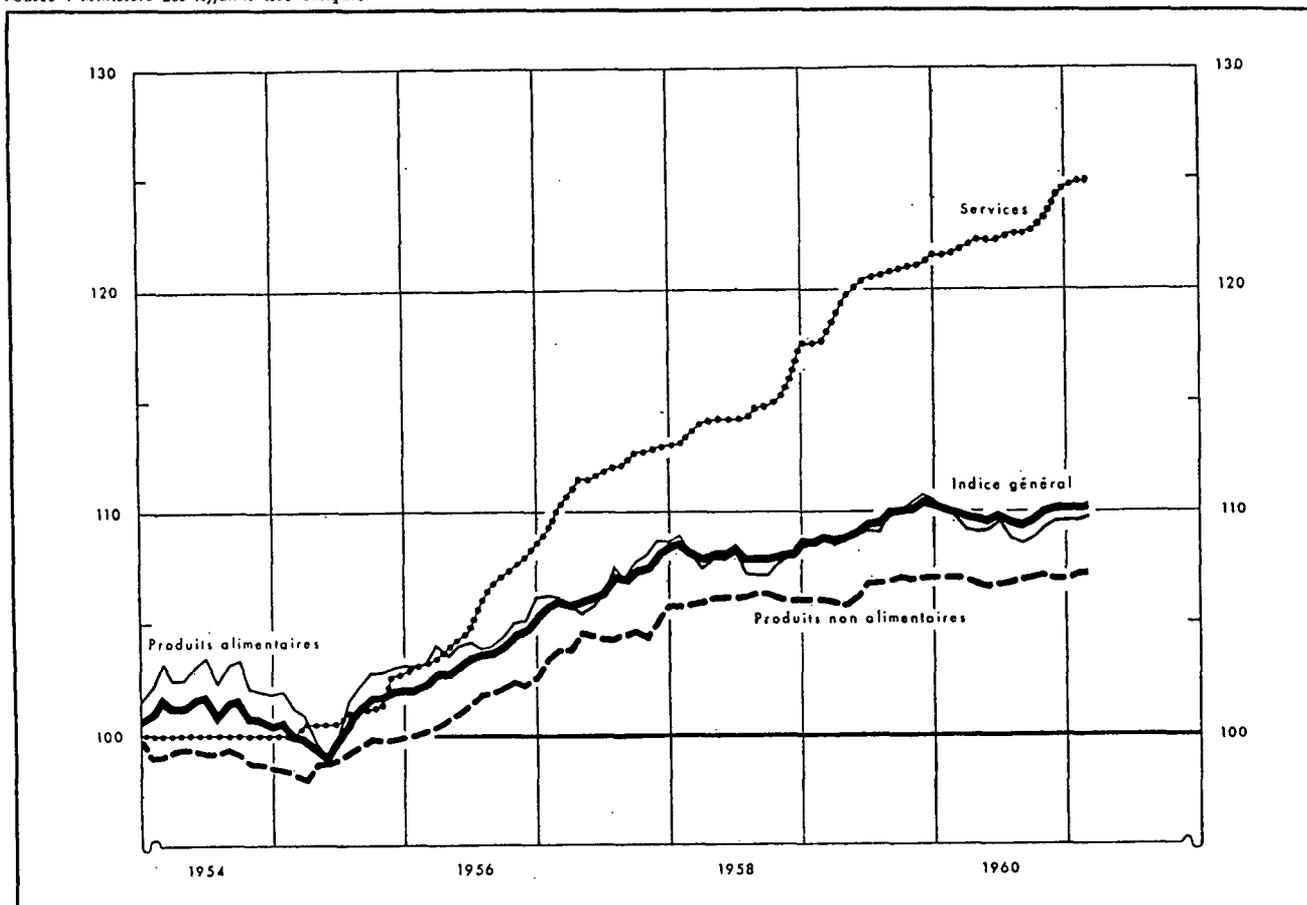
Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques											Source : I.R.E.S.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1952	107,0	105,5	113,0	103,1	103,9	102,1	108,0	110,0	108,9	107,3	114,2	98,9	113,2	110,6	104,5
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,1	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,7	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,3	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	108,3	115,4	96,8	100,0	105,6
1960	102,5	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	95,8	99,8	107,0
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	102,3	105,4	95,1	93,4	96,7	90,3	104,7	103,4	110,7	89,3	107,3	116,0	96,6	100,5	107,4
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	102,9	105,4	98,1	91,3	94,0	88,5	106,1	102,3	110,5	92,3	109,5	121,3	97,0	100,9	107,9
2 <sup>e</sup> trimestre	102,7	105,7	97,1	91,7	91,9	91,3	105,7	100,8	110,1	93,4	107,6	121,3	96,3	99,9	106,8
3 <sup>e</sup> trimestre	102,0	104,3	95,4	92,8	100,4	85,9	104,6	101,2	110,7	90,0	105,5	121,4	95,4	99,5	106,9
4 <sup>e</sup> trimestre	102,4	104,7	95,5	93,0	106,7	81,4	105,0	101,5	109,7	93,1	105,4	121,7	94,6	98,9	106,6
1959 Novembre	102,2	105,5	96,9	93,2	97,2	89,5	104,7	103,0	110,7	89,3	107,9	115,9	97,1	100,6	107,3
Décembre	102,7	105,3	97,9	91,9	95,6	88,4	105,6	104,0	111,0	91,4	108,2	116,3	97,2	100,7	108,6
1960 Janvier	103,6	106,1	99,1	93,3	97,2	89,5	106,4	102,6	110,7	93,2	109,2	121,3	97,8	101,3	108,8
Février	102,7	105,0	97,8	90,2	92,2	88,0	106,1	102,6	110,5	91,9	109,6	121,3	97,2	101,0	108,5
Mars	102,4	105,0	97,5	90,3	92,5	88,0	105,8	101,6	110,3	91,7	109,6	121,3	95,9	100,6	106,5
Avril	102,2	104,9	97,7	89,6	91,2	87,8	105,8	100,9	110,3	92,4	109,2	121,3	96,1	100,3	106,8
Mai	102,9	105,7	97,6	91,5	89,7	92,8	106,0	100,7	109,8	94,5	107,6	121,3	96,3	99,8	106,7
Juin	102,9	106,6	96,1	94,1	94,8	93,3	105,4	100,7	110,3	93,2	105,9	121,3	96,6	99,7	106,8
Juillet	102,2	104,6	95,7	92,2	98,2	86,5	104,9	100,9	111,0	90,6	105,6	121,3	95,9	99,7	106,9
Août	101,7	103,9	95,2	92,6	99,5	86,5	104,3	101,2	110,7	88,8	105,9	121,3	95,7	99,7	107,0
Septembre	102,2	104,5	95,3	93,5	103,6	84,8	104,6	101,6	110,3	90,6	104,9	121,5	94,7	99,1	106,9
Octobre	102,4	104,7	95,5	93,3	105,4	82,9	104,9	101,6	109,6	92,7	104,9	121,7	94,2	99,0	106,5
Novembre	102,5	104,8	95,7	93,2	108,0	80,8	105,1	101,6	109,8	93,5	105,6	121,7	94,7	98,7	106,6
Décembre	102,2	104,5	95,3	92,4	106,7	80,6	105,0	101,4	109,6	93,2	105,6	121,7	94,9	99,1	106,8
1961 Janvier	102,4	105,0	95,6	93,4	106,5	82,5	104,9	100,9	109,1	94,0	105,3	121,7	91,6	98,3	106,7

VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

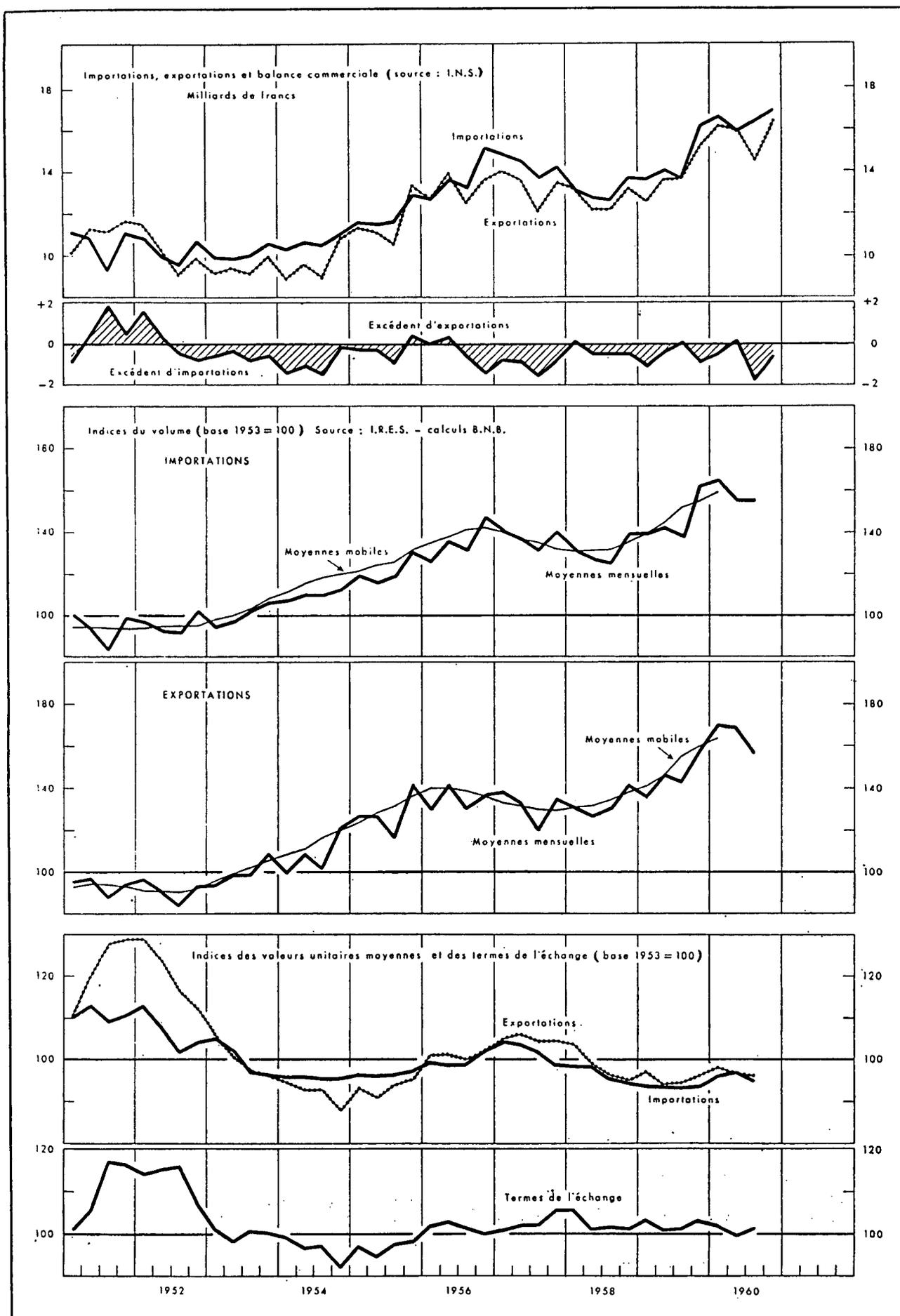
Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
1953 .....	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954 .....	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955 .....	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956 .....	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957 .....	106,13		107,0		104,5		111,7	
1958 .....	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959 .....	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960 .....	109,97		109,3		107,0		122,6	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	110,11		109,7		107,1		121,7	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	109,84		109,3		106,8		122,3	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	109,66		108,7		107,0		122,6	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	110,27		109,5		107,2		124,0	
Janvier .....	110,28	110,43	110,1	109,6	107,1	107,2	121,5	124,8
Février .....	110,17	110,49	109,8	109,8	107,1	107,2	121,7	124,9
Mars .....	109,89		109,3		107,0		122,0	
Avril .....	109,79		109,1		106,8		122,3	
Mai .....	109,76		109,3		106,7		122,2	
Juin .....	109,96		109,6		106,8		122,3	
Juillet .....	109,67		108,8		106,9		122,5	
Août .....	109,56		108,6		107,0		122,5	
Septembre .....	109,76		108,8		107,1		122,7	
Octobre .....	110,14		109,3		107,3		123,3	
Novembre .....	110,34		109,6		107,1		124,2	
Décembre .....	110,34		109,6		107,1		124,5	

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt* — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales* (O.E.C.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Journaux financiers* : *Agofi*, *Het Financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *L'Information*.

### VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



**VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.**

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1953 = 100				des termes de l'échange 1
	Importations	Exportations	Balances commerciales		du volume		des prix à		
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1952	10,3	10,2	- 0,1	100	96	92	107	120	113
1953	10,1	9,4	- 0,7	93	100	100	100	100	100
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	p 16,4	15,7	p- 0,7	p 96					
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	16,1	15,2	- 0,9	95	162	158	93	96	103
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	16,6	16,1	- 0,5	97	165	170	96	98	102
2 <sup>e</sup> trimestre	15,9	16,0	+ 0,1	100	155	169	97	97	100
3 <sup>e</sup> trimestre	16,3	14,5	- 1,8	89	155	157	95	96	101
4 <sup>e</sup> trimestre	p 16,9	16,4	p- 0,5	p 97					
1959 Novembre	15,6	14,4	- 1,1	93	158	154	94	97	102
Décembre	16,7	15,7	- 1,0	94	168	162	95	97	102
1960 Janvier	15,8	16,0	+ 0,2	101	156	166	97	99	102
Février	17,0	15,2	- 1,8	89	171	163	96	97	102
Mars	17,1	17,1	...	100	169	179	96	98	102
Avril	15,6	16,3	+ 0,7	104	153	171	98	97	99
Mai	16,1	15,7	- 0,4	97	156	163	96	97	101
Juin	15,8	15,9	+ 0,1	100	155	172	97	97	100
Juillet	15,4	15,1	- 0,3	98	151	163	94	96	102
Août	15,4	13,1	- 2,3	85	152	145	95	96	101
Septembre	16,5	14,8	- 1,7	90	161	162	95	95	100
Octobre	16,8	16,4	- 0,4	98	166	178	95	96	101
Novembre	16,9	15,7	- 1,2	93	170	173	95	97	103
Décembre	p 16,2	15,8	p- 0,4	p 98					
1961 Janvier		p 12,0							

1 Termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

**VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS**

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Combustibles solides	Produits pétroliers	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1952	2,7	1,9	1,1	1,6	0,8	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	1,0	10,2
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	p 3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	3,1	3,0	1,3	2,4	1,3	0,2	0,4	0,5	0,8	0,5	1,7	15,2
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	3,6	3,2	1,4	2,4	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,9	16,1
2 <sup>e</sup> trimestre	3,6	3,5	1,3	2,3	1,2	0,2	0,5	0,5	0,6	0,3	2,0	16,0
3 <sup>e</sup> trimestre	3,4	2,7	1,2	2,2	1,1	0,2	0,5	0,4	0,6	0,4	1,8	14,5
4 <sup>e</sup> trimestre	p 3,4	3,2	1,3	2,5	1,0	0,3	0,4	0,5	0,8	0,6	2,4	16,4
1959 Octobre	3,1	2,7	1,4	2,3	1,3	0,2	0,4	0,4	0,9	0,5	1,8	15,0
Novembre	3,0	2,6	1,3	2,3	1,3	0,2	0,4	0,5	0,6	0,5	1,7	14,4
Décembre	3,1	3,5	1,3	2,5	1,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	2,0	15,7
1960 Janvier	3,6	3,2	1,3	2,4	1,3	0,2	0,6	0,5	0,6	0,4	1,9	16,0
Février	3,2	2,9	1,3	2,3	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,9	15,2
Mars	3,9	3,5	1,5	2,5	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	2,1	17,1
Avril	3,7	3,7	1,4	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	2,0	16,3
Mai	3,3	3,5	1,3	2,4	1,2	0,2	0,4	0,5	0,9	0,3	1,7	15,7
Juin	3,6	3,4	1,4	2,2	1,2	0,2	0,6	0,5	0,4	0,3	2,1	15,9
Juillet	3,3	3,1	1,2	2,3	1,1	0,2	0,6	0,5	0,7	0,4	1,7	15,1
Août	3,2	2,1	1,2	2,0	1,2	0,2	0,4	0,4	0,5	0,3	1,6	13,1
Septembre	3,6	2,7	1,1	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	1,9	14,8
Octobre	3,5	3,2	1,5	2,6	1,1	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	2,1	16,4
Novembre	3,6	3,0	1,3	2,5	1,1	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	2,1	15,7
Décembre	3,1	3,4	1,2	2,4	1,0	0,2	0,3	0,4	1,3	0,5	2,0	15,8

1 Y compris les produits de l'industrie pétrolière.

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ce n'est pas l'activité principale.

— Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 1, juillet 1960.

VIII. - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs D.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation				Biens d'équipement	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 3	à divers secteurs de la production				Total	non durables				durables	
											huiles minérales	combustibles solides	produits chimiques	autres produits		alimentaires					autres 4
																produits animaux	produits végétaux				
1951 .....	7.481	1.754	1.621	1.055	275	181	153	160	82		350	359	243	1.248	2.238	428	622		1.188	881	10.600
1952 .....	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73		478	329	208	966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252
1953 .....	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76		484	340	202	856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094
1954 .....	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74		541	439	250	983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624
1955 .....	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74		649	474	306	1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850
1956 .....	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78		809	612	367	1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635
1957 .....	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401	1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302
1958 .....	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94		957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037
1959 .....	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244 <sup>5</sup>	98	111	897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341
1953 1 <sup>er</sup> semestre .....	6.407	1.831	1.261	874	264	114	130	71	74		487	295	194	812	2.364	392	647		1.325	1.089	9.860
2 <sup>e</sup> semestre .....	6.897	1.897	1.210	1.043	294	204	99	98	77		480	386	209	900	2.259	389	570		1.300	1.172	10.328
1954 1 <sup>er</sup> semestre .....	6.978	1.915	1.236	1.016	286	135	121	103	73		528	409	237	919	2.331	350	727		1.254	1.167	10.476
2 <sup>e</sup> semestre .....	7.417	2.000	1.187	1.050	300	253	115	103	76		554	470	263	1.046	2.194	347	561		1.286	1.161	10.772
1955 1 <sup>er</sup> semestre .....	7.830	2.351	1.255	847	408	169	123	119	71		622	451	291	1.123	2.346	348	664		1.334	1.282	11.458
2 <sup>e</sup> semestre .....	8.499	2.585	1.167	977	426	312	109	133	75		676	498	320	1.221	2.387	390	610		1.387	1.356	12.242
1956 1 <sup>er</sup> semestre .....	9.043	3.000	1.297	1.004	485	138	135	112	77		810	486	353	1.146	2.445	344	715		1.386	1.638	13.126
2 <sup>e</sup> semestre .....	9.643	2.946	1.257	1.175	529	255	114	150	80		808	737	382	1.210	2.662	427	754		1.481	1.840	14.145
1957 1 <sup>er</sup> semestre .....	10.189	2.937	1.613	1.048	568	188	138	143	87		1.009	757	407	1.294	2.819	395	782		1.642	1.650	14.658
2 <sup>e</sup> semestre .....	9.440	2.717	1.241	1.042	496	265	111	152	89		1.035	677	395	1.220	2.869	412	752		1.705	1.636	13.945
1958 1 <sup>er</sup> trimestre .....	8.621	2.489	1.059	1.082	372	115	123	105	87		992	634	420	1.143	2.844	358	811		1.675	1.667	13.132
2 <sup>e</sup> trimestre .....	8.203	2.351	891	984	384	160	102	118	94		918	662	412	1.127	2.810	311	815		1.684	1.705	12.718
3 <sup>e</sup> trimestre .....	8.332	2.373	760	977	476	282	92	128	97		934	745	399	1.069	2.649	345	704		1.600	1.606	12.587
4 <sup>e</sup> trimestre .....	9.230	2.536	1.029	1.195	573	216	107	134	97		983	761	410	1.189	2.728	393	636		1.699	1.754	13.712
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .....	9.239	2.623	1.025	1.243	656	114	134	206 <sup>5</sup>	95	84	1.013	728	390	928	2.802	354	717	257	1.474	1.557	13.598
2 <sup>e</sup> trimestre .....	9.366	2.777	1.033	957	664	190	164	240 <sup>5</sup>	102	117	911	700	464	1.047	2.905	314	801	269	1.521	1.739	14.010
3 <sup>e</sup> trimestre .....	9.236	2.771	1.026	1.024	672	280	129	256 <sup>5</sup>	96	119	713	621	433	1.096	2.841	335	690	286	1.530	1.559	13.636
4 <sup>e</sup> trimestre .....	10.886	3.260	1.268	1.455	708	240	140	275 <sup>5</sup>	97	124	950	660	494	1.215	3.328	500	794	290	1.744	1.905	16.119
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	10.464	3.598	1.444	1.505	633	163	191	210 <sup>5</sup>	96	225	1.102	635	631	1.031	3.042	352	822	309	1.559	2.123	16.629
2 <sup>e</sup> trimestre .....	10.931	3.770	1.207	1.173	635	238	159	183 <sup>5</sup>	109	219	893	629	639	1.077	3.083	325	874	311	1.573	1.883	15.897
3 <sup>e</sup> trimestre .....	11.549	3.813	1.126	1.181	981	367	158	290 <sup>5</sup>	104	236	982	675	660	976	3.040	359	756	309	1.616	1.736	16.325

1 Y compris les pièces détachées d'automobiles.

2 Y compris les céréales.

3 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

4 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

5 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

VIII - 4. — INDICES DU VOLUME ET DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.H.

	INDICES DU VOLUME								INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES							
	1951	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1951	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.)</b>																
Biens de production .....	100,3	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	113,6	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4
Biens de consommation ...	94,3	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	102,2	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2
Biens d'équipement .....	88,3	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	90,7	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6
<b>Ensemble ...</b>	<b>97,8</b>	<b>96,8</b>	<b>110,6</b>	<b>119,7</b>	<b>133,8</b>	<b>135,7</b>	<b>132,4</b>	<b>147,5</b>	<b>108,1</b>	<b>106,2</b>	<b>95,1</b>	<b>96,7</b>	<b>99,1</b>	<b>102,8</b>	<b>96,1</b>	<b>93,6</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.)</b>																
Sidérurgie .....	108,4	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	117,5	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9
Fabrications métalliques ...	109,7	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	91,8	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1
Métaux non ferreux .....	92,5	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	128,3	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1
Textiles .....	100,0	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	139,7	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7
Produits chimiques .....	106,7	85,9	115,7	125,2	137,6	162,5	161,2	186,3	113,8	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6
Combustibles .....	49,1	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	124,3	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0
Industrie pétrolière .....	39,1	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	105,5	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1
Verres et glaces .....	111,3	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	91,7	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4
Produits agricoles .....	128,1	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	106,3	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9
Ciments .....	101,2	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	101,6	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1
Carrières .....	101,9	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	93,9	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8
Céramiques .....	117,2	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	101,5	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3
Bois et meubles .....	146,8	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	97,1	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6
Peaux et cuirs .....	84,4	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	130,9	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7
Papier et livre .....	122,1	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	129,7	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5
Tabacs .....	162,8	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	101,3	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9
Caoutchouc .....	137,5	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	127,1	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3
Industries alimentaires ...	95,6	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	143,3	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5
Divers .....	96,6	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	112,8	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6
<b>Ensemble ...</b>	<b>101,8</b>	<b>94,4</b>	<b>109,4</b>	<b>125,7</b>	<b>135,3</b>	<b>131,8</b>	<b>134,7</b>	<b>150,3</b>	<b>115,9</b>	<b>115,7</b>	<b>92,8</b>	<b>96,6</b>	<b>101,5</b>	<b>105,8</b>	<b>98,3</b>	<b>94,8</b>
									<b>INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE <sup>1</sup></b>							
<b>Ensemble ...</b>									<b>107,2</b>	<b>108,9</b>	<b>97,6</b>	<b>99,9</b>	<b>102,4</b>	<b>102,9</b>	<b>102,3</b>	<b>101,3</b>

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange :  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

**VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.**

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale <sup>1</sup>			France <sup>1</sup>			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1952 .....	1,1	1,0	- 0,1	1,0	0,7	- 0,3	1,4	1,6	+ 0,2
1953 .....	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,7	- 0,4	1,4	1,7	+ 0,3
1954 .....	1,4	0,9	- 0,5	1,3	0,9	- 0,4	1,4	2,0	+ 0,6
1955 .....	1,6	1,4	- 0,2	1,5	1,1	- 0,4	1,6	2,4	+ 0,8
1956 .....	2,0	1,3	- 0,7	1,6	1,4	- 0,2	1,8	2,9	+ 1,1
1957 .....	2,2	1,3	- 0,9	1,7	1,5	- 0,2	2,0	3,0	+ 1,0
1958 .....	2,2	1,5	- 0,7	1,5	1,3	- 0,2	2,1	2,6	+ 0,5
1959 .....	2,3	1,8	- 0,5	1,8	1,2	- 0,6	2,3	2,9	+ 0,6
1960 .....		2,5			1,6			3,3	
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	2,5	2,2	- 0,3	2,1	1,5	- 0,6	2,7	3,2	+ 0,5
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2,7	2,4	- 0,3	2,2	1,5	- 0,7	2,4	3,3	+ 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,6	2,5	- 0,1	2,3	1,6	- 0,7	2,3	3,3	+ 1,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2,9	2,5	- 0,4	2,1	1,5	- 0,6	2,5	3,1	+ 0,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....		2,6			1,9			3,7	
1959 Octobre .....	2,5	2,2	- 0,3	2,1	1,4	- 0,7	2,8	3,2	+ 0,4
Novembre .....	2,3	2,1	- 0,2	1,9	1,4	- 0,5	2,7	2,9	+ 0,2
Décembre .....	2,6	2,3	- 0,3	2,2	1,6	- 0,6	2,5	3,4	+ 0,9
1960 Janvier .....	2,5	2,3	- 0,2	1,9	1,5	- 0,4	2,2	3,1	+ 0,9
Février .....	2,8	2,2	- 0,6	2,2	1,4	- 0,8	2,4	3,1	+ 0,7
Mars .....	2,8	2,7	- 0,1	2,5	1,6	- 0,9	2,6	3,7	+ 1,1
Avril .....	2,6	2,6	...	2,3	1,5	- 0,8	2,3	3,3	+ 1,0
Mai .....	2,7	2,5	- 0,2	2,3	1,7	- 0,6	2,3	3,4	+ 1,1
Juin .....	2,5	2,5	...	2,3	1,6	- 0,7	2,2	3,2	+ 1,0
Juillet .....	2,7	2,5	- 0,2	2,2	1,6	- 0,6	2,1	3,1	+ 1,0
Août .....	2,7	2,2	- 0,5	1,7	1,4	- 0,3	2,4	2,8	+ 0,4
Septembre .....	3,1	2,5	- 0,6	2,3	1,6	- 0,7	2,8	3,3	+ 0,5
Octobre .....	3,0	2,6	- 0,4	2,5	2,0	- 0,5	2,6	3,7	+ 1,1
Novembre .....	2,7	2,7	...	2,3	1,8	- 0,5	2,6	3,6	+ 1,0
Décembre .....		2,3			1,7			3,6	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.E.C.E. <sup>2</sup>		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1952 .....	0,1	0,3	+ 0,2	3,6	3,6	...	5,3	6,3	+ 1,0
1953 .....	0,2	0,3	+ 0,1	3,9	3,6	- 0,3	5,7	5,7	...
1954 .....	0,2	0,3	+ 0,1	4,3	4,1	- 0,2	6,0	6,1	+ 0,1
1955 .....	0,2	0,3	+ 0,1	4,9	5,2	+ 0,3	6,8	7,4	+ 0,6
1956 .....	0,2	0,3	+ 0,1	5,6	5,9	+ 0,3	7,7	8,3	+ 0,6
1957 .....	0,3	0,3	...	6,2	6,1	- 0,1	8,5	8,4	- 0,1
1958 .....	0,3	0,3	...	6,1	5,7	- 0,4	8,0	7,9	- 0,1
1959 .....	0,3	0,4	+ 0,1	6,7	6,3	- 0,4	8,9	8,7	- 0,2
1960 .....		0,5			7,9			10,8	
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,4	0,4	...	7,6	7,3	- 0,3	10,1	9,9	- 0,2
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,4	0,4	...	7,7	7,6	- 0,1	10,3	10,5	+ 0,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,4	0,5	+ 0,1	7,6	7,9	+ 0,3	9,9	10,7	+ 0,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,4	0,5	+ 0,1	7,9	7,6	- 0,3	10,2	10,2	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....		0,5			8,7			11,8	
1959 Octobre .....	0,4	0,4	...	7,8	7,2	- 0,6	10,2	9,9	- 0,3
Novembre .....	0,3	0,4	+ 0,1	7,2	6,8	- 0,4	9,7	9,2	- 0,5
Décembre .....	0,4	0,4	...	7,7	7,7	...	10,1	10,4	+ 0,3
1960 Janvier .....	0,3	0,4	+ 0,1	6,9	7,3	+ 0,4	9,2	10,4	+ 1,2
Février .....	0,4	0,4	...	7,8	7,1	- 0,7	10,7	9,7	- 1,0
Mars .....	0,4	0,5	+ 0,1	8,3	8,5	+ 0,2	10,9	11,3	+ 0,4
Avril .....	0,4	0,4	...	7,6	7,8	+ 0,2	9,9	10,5	+ 0,6
Mai .....	0,5	0,5	...	7,8	8,1	+ 0,3	10,1	10,9	+ 0,8
Juin .....	0,4	0,5	+ 0,1	7,4	7,8	+ 0,4	9,7	10,6	+ 0,9
Juillet .....	0,4	0,5	+ 0,1	7,4	7,7	+ 0,3	9,4	10,4	+ 1,0
Août .....	0,4	0,4	...	7,2	6,8	- 0,4	9,4	9,3	- 0,1
Septembre .....	0,4	0,6	+ 0,2	8,6	8,0	- 0,6	11,1	10,5	- 0,6
Octobre .....	0,4	0,5	+ 0,1	8,5	8,8	+ 0,3	11,0	11,7	+ 0,7
Novembre .....	0,4	0,5	+ 0,1	8,0	8,6	+ 0,6	10,7	11,4	+ 0,7
Décembre .....		0,5			8,1			11,3	

<sup>1</sup> La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1<sup>er</sup> semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2<sup>e</sup> semestre 1959.

<sup>2</sup> Y compris l'Espagne à partir de 1960.

## VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1952	1,5	0,8	- 0,7	0,8	1,1	+ 0,3	0,9	0,6	- 0,3
1953	1,0	1,0	...	0,9	0,7	- 0,2	1,0	0,6	- 0,4
1954	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,6	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
1955	1,3	1,0	- 0,3	1,0	0,7	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
1956	1,7	1,3	- 0,4	1,1	0,8	- 0,3	1,1	0,9	- 0,2
1957	1,8	1,1	- 0,7	1,2	0,7	- 0,5	1,2	0,9	- 0,3
1958	1,3	1,2	- 0,1	1,0	0,7	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
1959	1,4	1,8	+ 0,4	1,2	0,8	- 0,4	1,1	0,7	- 0,4
1960		1,5			0,9			0,8	
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	1,6	1,8	+ 0,2	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,7	- 0,3
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	1,8	1,9	+ 0,1	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
2 <sup>e</sup> trimestre	1,6	1,4	- 0,2	1,2	0,9	- 0,3	0,9	0,8	- 0,1
3 <sup>e</sup> trimestre	1,5	1,3	- 0,2	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
4 <sup>e</sup> trimestre		1,3			1,0			0,9	
1959 Octobre	1,3	1,7	+ 0,4	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,7	- 0,3
Novembre	1,5	1,8	+ 0,3	1,3	0,8	- 0,5	1,0	0,6	- 0,4
Décembre	2,0	2,0	...	1,2	1,1	- 0,1	1,1	0,7	- 0,4
1960 Janvier	2,1	1,9	- 0,2	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
Février	1,8	2,0	+ 0,2	1,2	0,8	- 0,4	1,0	0,8	- 0,2
Mars	1,5	1,8	+ 0,3	1,3	0,8	- 0,5	1,3	0,9	- 0,4
Avril	1,8	1,6	- 0,2	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,9	...
Mai	1,4	1,5	+ 0,1	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,7	- 0,3
Juin	1,8	1,3	- 0,5	1,2	0,8	- 0,4	0,8	0,8	...
Juillet	1,5	1,4	- 0,1	1,0	0,9	- 0,1	0,9	0,7	- 0,2
Août	1,4	1,1	- 0,3	1,0	0,7	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
Septembre	1,3	1,3	...	1,3	0,7	- 0,6	0,9	0,7	- 0,2
Octobre	1,5	1,4	- 0,1	1,3	0,9	- 0,4	0,8	0,9	+ 0,1
Novembre	1,6	1,1	- 0,5	1,3	1,0	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
Décembre		1,4			1,0			0,9	
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine <sup>1</sup>			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1952	0,7	0,6	- 0,1	0,8	0,6	- 0,2	0,2	0,4	+ 0,2
1953	0,8	0,4	- 0,4	0,8	0,6	- 0,2	0,2	0,4	+ 0,2
1954	0,8	0,5	- 0,3	0,8	0,5	- 0,3	0,3	0,4	+ 0,1
1955	0,6	0,5	- 0,1	1,0	0,6	- 0,4	0,4	0,4	...
1956	0,7	0,5	- 0,2	1,0	0,6	- 0,4	0,4	0,4	...
1957	0,7	0,8	+ 0,1	0,8	0,6	- 0,2	0,4	0,4	...
1958	0,6	0,8	+ 0,2	0,7	0,5	- 0,2	0,4	0,4	...
1959	0,6	0,7	+ 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,5	0,4	- 0,1
1960		0,7			0,3			0,6	
1959 4 <sup>e</sup> trimestre	0,7	0,8	+ 0,1	0,9	0,4	- 0,5	0,5	0,4	- 0,1
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	0,7	0,8	+ 0,1	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,6	+ 0,2
2 <sup>e</sup> trimestre	0,8	0,6	- 0,2	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,6	+ 0,2
3 <sup>e</sup> trimestre	0,8	0,6	- 0,2	1,1	0,1	- 1,0	0,6	0,5	- 0,1
4 <sup>e</sup> trimestre		0,7			0,1			0,6	
1959 Octobre	0,6	0,7	+ 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,5	0,4	- 0,1
Novembre	0,8	0,7	- 0,1	0,9	0,4	- 0,5	0,5	0,4	- 0,1
Décembre	0,7	0,8	+ 0,1	1,0	0,3	- 0,7	0,6	0,5	- 0,1
1960 Janvier	0,6	0,8	+ 0,2	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,5	+ 0,1
Février	0,7	0,7	...	1,1	0,3	- 0,8	0,4	0,5	+ 0,1
Mars	0,8	0,8	...	0,9	0,4	- 0,5	0,4	0,7	+ 0,3
Avril	0,8	0,7	- 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,4	0,5	+ 0,1
Mai	0,8	0,5	- 0,3	1,2	0,3	- 0,9	0,4	0,6	+ 0,2
Juin	0,8	0,7	- 0,1	1,1	0,4	- 0,7	0,5	0,7	+ 0,2
Juillet	0,8	0,7	- 0,1	1,1	0,3	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
Août	0,9	0,5	- 0,4	0,9	0,1	- 0,8	0,6	0,5	- 0,1
Septembre	0,7	0,6	- 0,1	0,7	0,1	- 0,6	0,5	0,5	...
Octobre	0,7	0,7	...	1,2	0,1	- 1,1	0,6	0,5	- 0,1
Novembre	0,6	0,7	+ 0,1	1,4	0,1	- 1,3	0,5	0,6	+ 0,1
Décembre		0,6			0,2			0,6	

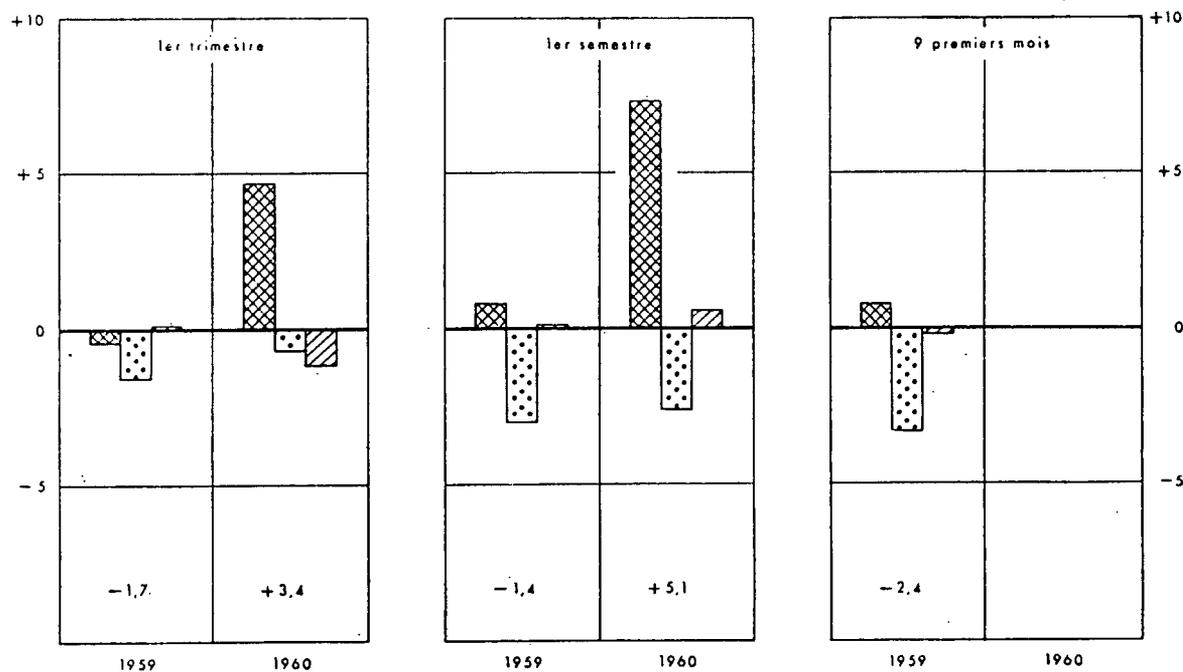
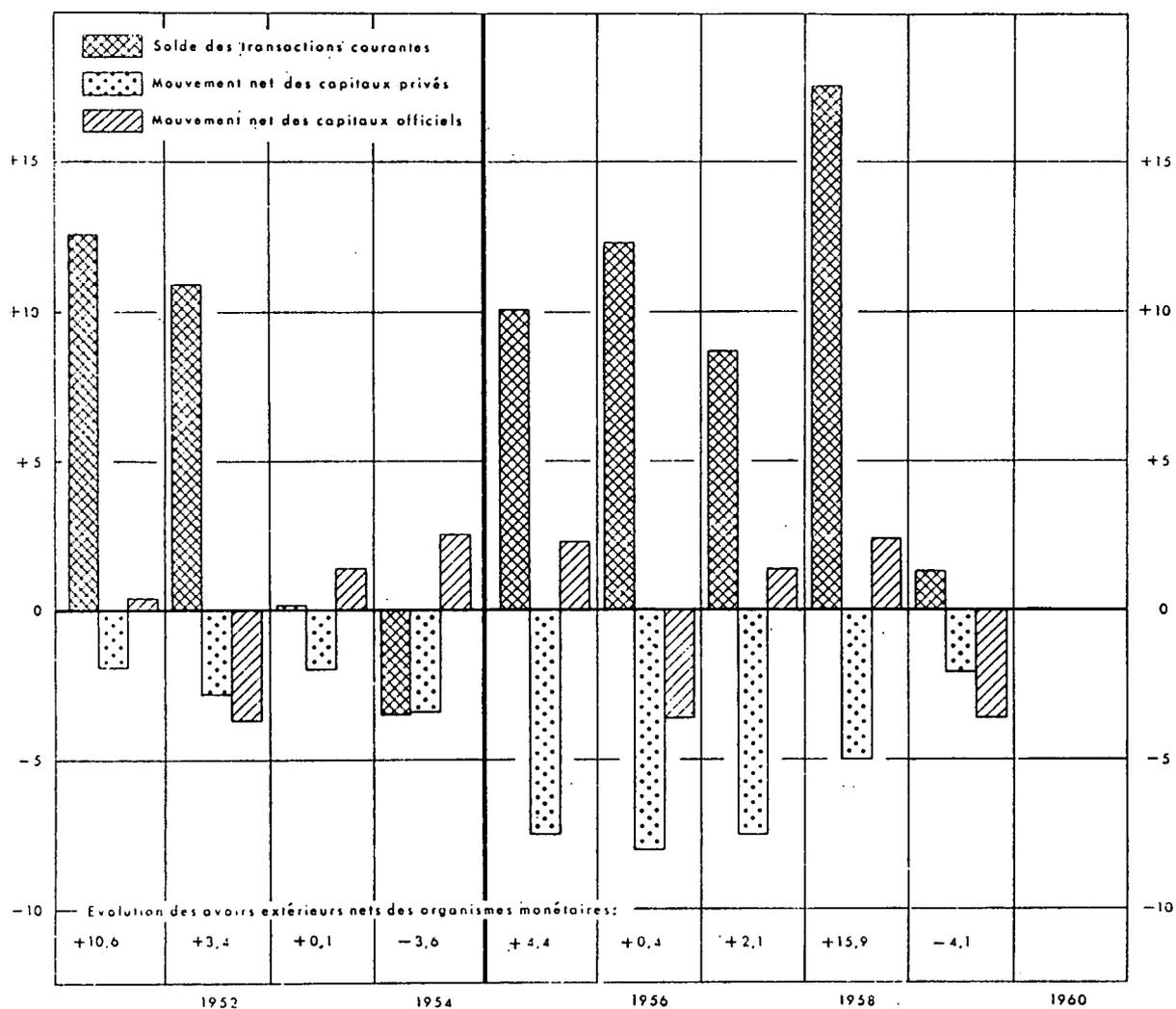
<sup>1</sup> Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.E.C.E.) — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Bulletin de l'I.R.E.S. — cfr. N. B. du tableau VIII - 2.

## IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

### 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.<sup>1</sup>

(milliards de francs)



<sup>1</sup> Les balances des années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

**IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE <sup>1</sup>**

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations f.o.b. ....	124,2	110,5	97,1	101,1	123,3	140,1	141,8	133,0	138,4
Importations f.o.b. <sup>2</sup> .....	106,6	99,4	98,8	107,0	121,8	139,1	148,2	132,1	142,6
<b>1. Opérations sur marchandises :</b>									
Export moins Import (f.o.b.) .....	+ 17,6	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2
Opérations d'arbitrage ...	+ 2,6	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6
Travail à façon .....	+ 1,3	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8
Or non monétaire .....	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6
<b>Total ...</b>	<b>+ 21,5</b>	<b>+ 15,2</b>	<b>+ 1,9</b>	<b>- 2,6</b>	<b>+ 4,8</b>	<b>+ 4,7</b>	<b>- 2,3</b>	<b>+ 4,5</b>	<b>- 2,4</b>
<b>2. Transactions invisibles :</b>									
Transports <sup>2</sup> .....	- 7,9	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5
Primes et indemnités d'assurances .....	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7
Déplacements à l'étranger Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers .	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,8	+ 2,2	+ 3,2	+ 1,4
Revenus d'investissements	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1
Transactions gouverne- mentales non comprises ailleurs .....	- 0,3	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2
Divers .....	- 0,6	- 0,1	...	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,1	+ 1,9	+ 2,6	+ 3,0
<b>Total ...</b>	<b>- 8,9</b>	<b>- 4,3</b>	<b>- 1,7</b>	<b>- 0,9</b>	<b>+ 5,3</b>	<b>+ 7,6</b>	<b>+ 11,0</b>	<b>+ 13,1</b>	<b>+ 3,7</b>
<b>3. Total des transactions sur   biens et services (3 = 1   + 2) .....</b>	<b>+ 12,6</b>	<b>+ 10,9</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>- 3,5</b>	<b>+ 10,1</b>	<b>+ 12,3</b>	<b>+ 8,7</b>	<b>+ 17,6</b>	<b>+ 1,3</b>
<b>4. Donations :</b>									
Donations privées .....	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 3,1
Dons gouvernementaux .	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8
<b>Total ...</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 2,3</b>
<b>5. Mouvement des capitaux   privés belgo-luxembourgeois   et étrangers :</b>									
Papier commercial .....	...	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2
Autres capitaux .....	- 1,9	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,0	- 9,0	- 6,6	- 4,9	- 0,9
<b>Total ...</b>	<b>- 1,9</b>	<b>- 2,8</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 7,5</b>	<b>- 8,0</b>	<b>- 7,5</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 2,1</b>
<b>6. Mouvement des capitaux   officiels :</b>									
Capitaux à long terme ...	- 0,5	- 0,7	+ 0,9	+ 3,2	+ 1,8	- 2,0	+ 0,2	- 0,7	- 5,3
Capitaux à court terme .	+ 0,9	- 3,0	+ 0,5	- 0,6	+ 0,5	- 1,6	+ 1,2	+ 3,1	+ 1,7
<b>Total ...</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>- 3,7</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>+ 2,6</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>- 3,6</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>+ 2,4</b>	<b>- 3,6</b>
<b>7. Opérations non déterminées</b>	—	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9
<b>8. Erreurs et omissions .....</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 1,6</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>- 0,1</b>
<b>9. Total correspondant au   mouvement des avoirs ex-   térieurs nets des organis-   mes monétaires   (9 = 3 à 8) .....</b>	<b>+ 10,6</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 3,6</b>	<b>+ 4,4</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>+ 15,9</b>	<b>- 4,1</b>
dont : engagements en- vers les sociétés congolaises .....	n.d.	n.d.	- 0,9	- 1,1	- 1,6	+ 1,6	+ 0,1	...	- 1,3

<sup>1</sup> Les balances des paiements pour les années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes, principalement pour les deux raisons ci-après : 1<sup>o</sup> A partir de 1955, on a considéré comme « Opérations non déterminées » des dépenses qui semblent avoir trait surtout à des opérations sur marchandises, à des déplacements à l'étranger et au mouvement des capitaux privés, mais dont la ventilation entre ces différentes rubriques ne peut être faite. — 2<sup>o</sup> A partir de 1955, les dépenses pour frais de transport et d'assurance sur importations de marchandises ont pu être calculées d'une façon plus précise.

<sup>2</sup> Les dépenses de transport autres que celles afférentes à l'importation de marchandises sont comprises dans les importations f.o.b.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels et semestriels  
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1959			1960		1959	1960
	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> semestre	1 <sup>er</sup> semestre
1. Transactions sur biens et services et donations privées .....	+ 2,2	+ 0,8	+ 1,2	+ 5,9	+ 3,4	+ 2,4	+ 9,3
2. Dons gouvernementaux .....	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 1,2	- 0,5	- 0,3	- 1,7
3. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers .....	- 1,4	- 0,3	+ 1,2	- 0,7	- 1,9	- 3,0	- 2,6
4. Mouvement des capitaux officiels .....	...	- 0,3	- 3,4	- 1,2	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,6
5. Opérations non déterminées et erreurs et omissions .....	- 0,2	- 1,0	- 0,4	+ 0,6	- 1,1	- 0,6	- 0,5
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....	+ 0,3	- 1,0	- 1,7	+ 3,4	+ 1,7	- 1,4	+ 5,1

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE  
AVEC LE CONGO ET LE RUANDA-URUNDI**

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Opérations sur marchandises	- 0,3	+ 2,7	+ 2,7	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,7	+ 2,1	+ 1,7	...
2. Transactions invisibles ...	+ 3,3	+ 4,0	+ 4,9	+ 6,8	+ 8,7	+11,3	+11,3	+10,1	+10,4
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2) .....	+ 3,0	+ 6,7	+ 7,6	+ 8,3	+ 9,6	+12,0	+13,4	+11,8	+10,4
4. Donations :									
Donations privées .....	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 3,4
Dons gouvernementaux ..	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,5
Total ...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 2,9
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :									
Papier commercial .....	...	...	+ 0,9	+ 0,7	- 1,0	+ 1,1	- 1,1	+ 0,5	- 0,9
Autres capitaux .....	- 0,6	- 0,7	+ 0,4	- 1,3	- 2,4	- 1,2	+ 0,1	- 3,7	+ 4,2
Total ...	- 0,6	- 0,7	+ 1,3	- 0,6	- 3,4	- 0,1	- 1,0	- 3,2	+ 3,3
6. Mouvement des capitaux officiels .....	+ 1,9	- 2,5	- 3,1	+ 0,2	- 0,3	- 2,3	- 3,6	- 0,1	- 4,5
7. Règlements multilatéraux .	- 3,5	- 2,0	- 6,8	- 9,4	- 8,3	- 9,6	- 9,3	-10,5	-13,6
8. Erreurs et omissions .....	- 2,3	- 2,4	...	...	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	...
9. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 1,0	- 1,7	+ 1,1	+ 0,8	- 0,7	- 1,5

**IX - 4. — BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE  
AVEC LES PAYS AUTRES QUE LE CONGO ET LE RUANDA-URUNDI <sup>1</sup>**

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Opérations sur marchandises <sup>2</sup> .....	+21,8	+12,5	- 0,8	- 4,1	+ 3,9	+ 4,0	- 4,4	+ 2,8	- 2,4
2. Transactions invisibles .....	-12,2	- 8,3	- 6,6	- 7,7	- 3,4	- 3,7	- 0,3	+ 3,0	- 6,7
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2) .....	+ 9,6	+ 4,2	- 7,4	-11,8	+ 0,5	+ 0,3	- 4,7	+ 5,8	- 9,1
4. Donations :									
Privées .....	...	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,3
Dons gouvernementaux ..	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,3
Total ...	+ 1,1	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,6
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers .....									
Papier commercial .....	...	- 1,3	- 0,5	- 0,2	+ 0,5	- 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,3
Autres capitaux .....	- 1,3	- 0,8	- 2,8	- 2,6	- 4,6	- 7,8	- 6,7	- 1,2	- 5,1
Total ...	- 1,3	- 2,1	- 3,3	- 2,8	- 4,1	- 7,9	- 6,5	- 1,8	- 5,4
6. Mouvement des capitaux officiels .....	- 1,5	- 1,2	+ 4,5	+ 2,4	+ 2,6	- 1,3	+ 5,0	+ 2,5	+ 0,9
7. Règlements multilatéraux ..	+ 3,5	+ 2,0	+ 6,8	+ 9,4	+ 8,3	+ 9,6	+ 9,3	+10,5	+13,6
8. Opérations non déterminées et erreurs et omissions ...	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,1	...	- 1,4	- 1,5	- 1,9	- 0,2	- 2,0
9. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....	+11,5	+ 3,9	+ 0,7	- 2,6	+ 6,1	- 0,7	+ 1,3	+16,6	- 2,6

<sup>1</sup> Les balances des paiements pour les années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes, principalement pour les deux raisons ci-après : 1° A partir de 1955, on a considéré comme « Opérations non déterminées » des dépenses qui semblent avoir trait surtout à des opérations sur marchandises, à des déplacements à l'étranger et au mouvement des capitaux privés, mais dont la ventilation entre ces différentes rubriques ne peut être faite. — 2° A partir de 1955, les dépenses pour frais de transport et d'assurance sur importations de marchandises ont pu être calculées d'une façon plus précise.

<sup>2</sup> Exportations moins importations (f.o.b.). Les dépenses de transport autres que celles afférentes à l'importation de marchandises sont comprises dans les importations f.o.b.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : voir XXXVe année, vol. I, no 6, page 805 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1959 ». — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *L'Economie belge en 1959 (M.A.E.).* — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.).* — *Bulletin statistique (O.E.C.E.).* — *International Financial Statistics (F.M.I.).*

## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 liras italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1952 .....	50,29	14,27	139,86	—	11,45	—	—	—	—	—	51,38		173,98 <sup>1</sup>	—
1953 .....	49,96	14,27	140,14	13,19 <sup>1</sup>	11,47	11,97 <sup>1</sup>	—	9,67 <sup>1</sup>	6,99 <sup>1</sup>	7,24 <sup>1</sup>	50,81		174,04	—
1954 .....	50,05	14,27	140,05	13,18	11,46	11,94	—	9,64	7,00	7,21	51,44		174,04	—
1955 .....	50,23	14,27	139,56	13,15	11,41	11,89	7,97 <sup>1</sup>	9,64	6,98	7,21	50,94		174,04	—
1956 .....	49,92	14,19	139,48	13,11	11,41	11,91	7,96	9,63	6,98	7,21	50,73		174,03	—
1957 .....	50,24	{ 14,27 <sup>2</sup> 11,89 <sup>3</sup>	140,29	13,18	11,46	11,96	8,01	9,69	7,02	7,24	52,400 <sup>5</sup>	52,396 <sup>5</sup>	174,02	193,10 <sup>1</sup>
1958 .....	49,89	11,84 <sup>4</sup>	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959 .....	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960 .....	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,11	192,11
1959 4 <sup>e</sup> trimestre ..	50,01	10,19	140,16	13,25	11,54	11,98	8,06	9,66	7,01	7,25	52,660	52,658	174,73	193,18
1960 1 <sup>er</sup> trimestre ..	49,88	10,16	139,81	13,22	11,51	11,96	8,03	9,63	6,98	7,22	52,401	52,398	174,24	191,89
2 <sup>e</sup> trimestre ..	49,85	10,17	139,89	13,22	11,53	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,180	51,178	174,30	191,66
3 <sup>e</sup> trimestre ..	49,97	10,20	140,44	13,25	11,60	11,98	8,05	9,69	7,01	7,26	51,324	51,323	174,97	193,35
4 <sup>e</sup> trimestre ..	49,73	10,14	139,76	13,18	11,55	11,92	8,01	9,62	6,97	7,22	50,776	50,774	174,11	191,49
1959 Novembre ...	50,02	10,20	140,20	13,24	11,52	11,99	8,06	9,66	7,01	7,25	52,637	52,635	174,78	193,17
Décembre .....	50,01	10,19	139,95	13,26	11,57	11,99	8,06	9,65	7,00	7,24	52,576	52,575	174,45	192,72
1960 Janvier .....	49,90	10,16	139,72	13,23	11,54	11,97	8,04	9,63	6,98	7,22	52,361	52,356	174,14	192,01
Février .....	49,87	10,16	139,80	13,22	11,50	11,96	8,03	9,63	6,98	7,22	52,397	52,396	174,23	191,83
Mars .....	49,87	10,16	139,91	13,22	11,50	11,96	8,03	9,63	6,99	7,23	52,446	52,443	174,34	191,82
Avril .....	49,84	10,16	140,02	13,22	11,49	11,95	8,03	9,65	7,00	7,23	51,771	51,768	174,46	191,53
Mai .....	49,86	10,17	139,91	13,22	11,53	11,96	8,03	9,64	6,99	7,22	51,012	51,011	174,33	191,48
Juin .....	49,86	10,17	139,74	13,22	11,56	11,96	8,03	9,66	6,98	7,23	50,757	50,755	174,12	191,97
Juillet .....	49,88	10,18	140,08	13,23	11,57	11,96	8,04	9,66	6,99	7,24	50,959	50,959	174,49	192,62
Août .....	50,10	10,22	140,79	13,28	11,63	12,02	8,07	9,72	7,03	7,27	51,656	51,656	175,44	194,09
Septembre ...	49,93	10,19	140,45	13,24	11,59	11,97	8,05	9,68	7,01	7,26	51,358	51,354	174,98	193,34
Octobre .....	49,84	10,16	140,10	13,22	11,57	11,95	8,03	9,65	6,99	7,24	50,918	50,916	174,53	192,29
Novembre ...	49,67	10,13	139,74	13,16	11,53	11,91	8,00	9,61	6,97	7,21	50,857	50,856	174,08	191,09
Décembre .....	49,67	10,13	139,43	13,17	11,54	11,91	8,00	9,60	6,96	7,21	50,552	50,550	173,71	191,09
1961 Janvier .....	49,80	10,16	139,75	13,20	11,56	11,94	8,02	9,63	6,97	7,22	50,132	50,134	174,11	191,37

<sup>1</sup> Moyenne calculée depuis la date de cotation jusqu'au 31 décembre.

<sup>2</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 10 août 1957.

<sup>3</sup> Moyenne du 11 août au 31 décembre 1957.

<sup>4</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 28 décembre 1958.

<sup>5</sup> Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1957.

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

## XI. — FINANCES PUBLIQUES

### 1. — SITUATION DE TRESORERIE <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde		Emprunts consolidés et dette intérieure (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation — diminution +) (12)
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (5) - (4)						
1956 .....	81,4	87,8	+ 6,4	14,7	0,3	-14,4	- 8,0	+14,3	- 5,4	+ 1,2	- 1,4	- 0,7
1957 .....	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 1,1	+ 3,4	- 2,1	- 0,9
1958 .....	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959 .....	108,4	100,2	- 8,2	17,7	0,2	-17,5	-25,7	+20,3	- 0,6	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1959 3 prem. mois	29,4	23,4	- 6,0	3,6	...	- 3,6	- 9,6	+ 8,0	+ 0,5	+ 1,2	- 0,3	+ 0,1
6 prem. mois	55,0	47,2	- 7,8	8,5	0,1	- 8,4	-16,2	+12,0	- 0,9	+ 3,7	+ 0,8	+ 0,6
9 prem. mois	80,4	74,3	- 6,1	14,9	0,1	-14,8	-20,9	+20,1	- 5,7	+ 5,5	- 0,4	+ 1,4
1960 3 prem. mois	30,0	25,7	- 4,3	5,6	0,1	- 5,5	- 9,8	+12,7	- 2,9	- 0,8	+ 0,8	...
6 prem. mois	58,3	51,4	- 6,9	11,8	0,1	-11,7	-18,6	+20,4	- 4,6	+ 2,6	+ 1,6	- 1,4
9 prem. mois	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1959 Septembre ...	9,7	8,6	- 1,1	1,8	...	- 1,8	- 2,9	+ 8,0	- 6,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4
Octobre .....	10,1	8,3	- 1,8	1,6	...	- 1,6	- 3,4	+ 0,1	+ 4,7	+ 0,6	- 1,7	+ 0,9
Novembre ...	7,2	7,3	+ 0,1	...	0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	- 0,3	...	+ 0,7	- 0,6
Décembre ...	10,7	10,3	- 0,4	1,2	...	- 1,2	- 1,6	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,4	- 0,3
1960 Janvier .....	10,4	10,1	- 0,3	1,7	...	- 1,7	- 2,0	...	+ 1,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,7
Février .....	10,4	7,3	- 3,1	2,0	0,1	- 1,9	- 5,0	+12,7	- 5,6	- 0,5	- 0,8	- 0,8
Mars .....	9,2	8,3	- 0,9	1,9	...	- 1,9	- 2,8	...	+ 1,7	- 0,1	+ 1,1	+ 0,1
Avril .....	10,5	7,8	- 2,7	2,7	...	- 2,7	- 5,4	+ 3,3	+ 2,7	+ 0,7	- 1,5	+ 0,2
Mai .....	7,9	8,5	+ 0,6	2,0	...	- 2,0	- 1,4	+ 4,3	- 3,4	+ 1,3	+ 0,5	- 1,3
Juin .....	9,9	9,4	- 0,5	1,5	...	- 1,5	- 2,0	+ 0,1	- 1,0	+ 1,4	+ 1,8	- 0,3
Juillet .....	9,1	12,5	+ 3,4	2,1	...	- 2,1	+ 1,3	...	- 0,3	- 0,4	- 1,2	+ 0,6
Août .....	8,0	8,6	+ 0,6	1,6	0,1	- 1,5	- 0,9	...	+ 1,1	+ 0,3	- 0,4	- 0,1
Septembre ...	8,6	9,4	+ 0,8	2,0	...	- 2,0	- 1,2	...	- 0,5	+ 1,4	+ 0,5	- 0,2
Octobre .....	8,5	8,3	- 0,2	1,8	...	- 1,8	- 2,0	...	+ 2,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,5
Novembre ...	8,0	8,2	+ 0,2	1,2	...	- 1,2	- 1,0	+ 2,6	- 3,5	+ 1,3	+ 0,6	...

<sup>1</sup> Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

### XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles	Contributions directes <sup>2</sup>	Douanes et accises	Enregistrement <sup>3</sup>	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1952 .....	2,7	1,1	2,1	5,9	0,32
1953 .....	2,5	1,1	2,0	5,6	0,26
1954 .....	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955 .....	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956 .....	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957 .....	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958 .....	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959 .....	3,2	1,6	3,0	7,9	0,40
1960 .....	3,5	1,8	3,2	8,5	0,35
1959 3 premiers mois	3,2	1,5	3,1	7,8	0,31
6 premiers mois	3,2	1,6	2,9	7,7	0,20
9 premiers mois	3,5	1,6	2,9	8,0	0,51
1960 3 premiers mois	3,6	1,7	3,0	8,3	0,53
6 premiers mois	3,4	1,8	3,1	8,3	0,32
9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1959 Octobre .....	2,8	1,8	3,2	7,8	0,05
Novembre .....	2,1	1,8	3,0	6,9	0,01
Décembre .....	2,5	1,8	3,2	7,5	0,12
1960 Janvier .....	6,1	1,6	2,9	10,6	1,52
Février .....	2,3	1,5	2,9	6,7	0,02
Mars .....	2,5	2,0	3,3	7,8	0,04
Avril .....	2,5	1,9	3,1	7,5	0,08
Mai .....	3,2	1,8	3,1	8,1	0,02
Juin .....	3,9	1,8	3,2	8,9	0,23
Juillet .....	7,0	2,0	3,1	12,1	4,09
Août .....	3,4	1,8	3,1	8,3	0,01
Septembre .....	3,4	2,0	3,6	9,0	0,01
Octobre .....	2,7	1,8	3,4	7,9	0,03
Novembre .....	2,5	1,8	3,3	7,6	0,01
Décembre .....	2,0	2,1	3,4	7,5	0,05

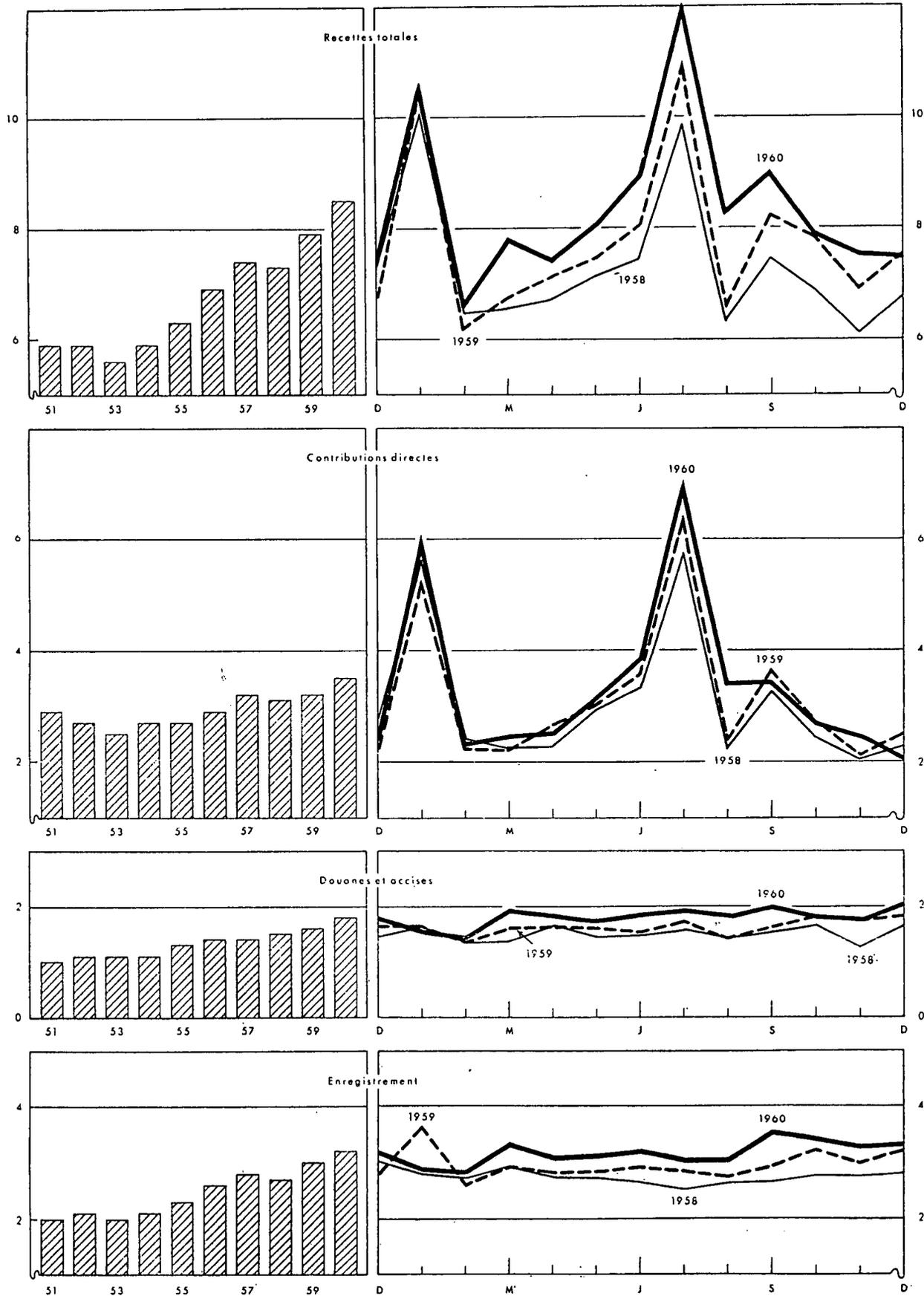
<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

<sup>3</sup> La taxe de transmission a été portée le 16 juillet 1955 de 4,5 p.c. à 5 p.c. (loi du 13 juillet 1955 - *Moniteur belge* du 14 juillet 1955, p. 1).

**XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE**

(milliards de francs)



### XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes <sup>2</sup>		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1951 .....	34,6	+ 8,1	12,5	+ 0,9	23,3	+ 3,2	70,4	+ 12,2	
1952 .....	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953 .....	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954 .....	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955 .....	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956 .....	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957 .....	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958 .....	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959 .....	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1959 6 premiers mois ...	14,0	- 0,2	9,0	- 0,5	17,8	- 0,5	40,8	- 1,2	
9 premiers mois ...	26,4	...	13,7	- 0,9	26,5	- 0,3	66,6	- 1,2	
12 premiers mois ...	33,8	+ 0,4	19,2	- 0,6	35,9	+ 0,2	88,9	...	
1960 6 premiers mois ...	14,8	+ 0,5	10,1	- 0,6	18,5	- 0,4	43,5	- 0,5	
9 premiers mois ...	28,6	+ 1,2	15,9	- 0,6	28,3	...	72,8	+ 0,6	
12 premiers mois ...	35,9	+ 1,0	21,6	- 0,9	38,4	- 0,1	95,9	...	
Exercice 1960	1960 Janvier .....	3,9	+ 0,5	0,4	...	...	4,3	+ 0,5	
	Février .....	1,1	...	...	...	...	1,1	...	
	Mars .....	0,7	- 0,1	...	...	...	0,7	- 0,1	
Exercice 1960	1960 Janvier .....	2,2	...	1,2	- 0,2	2,9	- 0,3	6,3	- 0,5
	Février .....	1,3	...	1,4	- 0,3	2,9	...	5,6	- 0,3
	Mars .....	1,8	+ 0,2	2,0	+ 0,1	3,3	...	7,1	+ 0,3
	Avril .....	2,5	...	1,9	- 0,1	3,1	- 0,1	7,5	- 0,2
	Mai .....	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,1	3,1	...	8,1	...
	Juin .....	3,9	+ 0,2	1,8	...	3,2	...	8,9	+ 0,2
	Juillet .....	7,0	+ 0,3	2,0	...	3,1	...	12,1	+ 0,3
	Août .....	3,4	+ 0,4	1,8	...	3,1	+ 0,1	8,3	+ 0,5
	Septembre .....	3,4	...	2,0	...	3,6	+ 0,3	9,0	+ 0,3
	Octobre .....	2,7	+ 0,1	1,8	- 0,2	3,4	...	7,9	- 0,1
	Novembre .....	2,5	+ 0,1	1,8	...	3,3	...	7,6	+ 0,1
	Décembre .....	2,0	- 0,4	2,1	...	3,4	- 0,1	7,5	- 0,5

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

### XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1959 <sup>2</sup>		Exercice 1959 : déc. 1959		Exercice 1960 : déc. 1960	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes <sup>3</sup> .....	39,5	38,7	2,5	2,3	2,1	2,5
contribution foncière .....	0,4	0,5	—	—	—	—
taxe mobilière .....	3,6	3,4	0,3	0,3	0,3	0,3
taxe professionnelle <sup>4</sup> .....	25,3	24,7	1,9	1,7	1,5	1,9
impôt complémentaire personnel ...	3,8	3,7	0,3	0,3	0,3	0,3
contribution nationale de crise .....	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1
taxe de circulation sur les véhicules automobiles .....	2,6	2,6	—	—	—	—
divers <sup>4</sup> .....	1,9	1,9	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1
II. Douanes et accises .....	19,6	20,2	1,8	1,7	2,1	2,1
dont : douanes .....	5,4	5,7	0,5	0,5	0,5	0,5
accises .....	13,4	14,3	1,2	1,2	1,4	1,5
taxes spéciales de consommat. ....	0,7	—	0,1	—	0,1	—
III. Enregistrement .....	35,9	35,7	3,2	3,1	3,4	3,5
dont : enregistrement .....	3,6	3,6	0,4	0,4	0,4	0,4
successions .....	1,8	1,8	0,1	0,2	0,1	0,2
timbre et taxes assimilées ...	30,1	29,9	2,7	2,5	2,8	2,8
Total ...	95,0	94,6	7,5	7,1	7,6	8,1
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 0,4		+ 0,4		- 0,5

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux et les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

<sup>2</sup> L'exercice 1959 commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1959 s'est clôturé le 31 mars 1960. Non compris les sommes attribuées au Congo et au Ruanda-Urundi.

<sup>3</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

<sup>4</sup> Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVII.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVe année, vol. II, no 6, décembre 1960 : « Les budgets de 1960 et 1961 ».

# XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

## 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi-monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1953 Décembre	180,3	20,6	1,5	0,2	202,6	50,3	120,0	—	1,6	121,6	38,7	45,4	- 1,9	+ 0,1	- 6,2
1954 Mars	176,9	21,1	1,4	0,1	199,5	49,8	116,7	—	1,7	118,4	37,4	45,1	- 2,2	+ 0,2	- 4,1
Juin	182,3	19,6	1,6	0,1	203,6	47,8	121,6	0,2	1,8	123,6	38,2	46,2	- 2,5	+ 1,0	- 4,5
Septembre	180,2	20,2	1,4	0,1	201,9	47,9	120,7	—	2,1	122,8	38,8	47,0	- 2,7	+ 0,8	- 5,7
Décembre	183,6	21,3	2,0	0,1	207,0	48,3	119,9	1,2	2,8	123,9	41,7	49,8	- 2,9	+ 1,0	- 5,0
1955 Mars	184,7	22,3	1,7	0,1	208,8	51,4	120,4	0,1	2,5	123,0	41,4	49,6	- 3,2	+ 1,3	- 5,1
Juin	187,6	22,4	1,7	0,1	211,8	50,8	121,1	0,9	3,3	125,3	43,0	50,1	- 3,4	+ 1,3	- 5,2
Septembre	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4	120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	- 3,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	192,5	23,4	2,4	0,1	218,4	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,2
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre	196,0	23,6	2,6	—	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre	198,3	22,3	3,2	—	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	—	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin	201,9	21,9	3,3	—	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre	194,4	22,1	3,9	—	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 4	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,7	4,1	2,1	132,9	43,9	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 6,3
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,1	29,2	3,1	0,6	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	p67,4	p142,7	3,9	p3,7	p150,3	48,8	60,1	- 7,2	p+ 4,9	p- 8,0

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi-monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV<sup>e</sup> année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX<sup>e</sup> année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, no 5, novembre 1958.

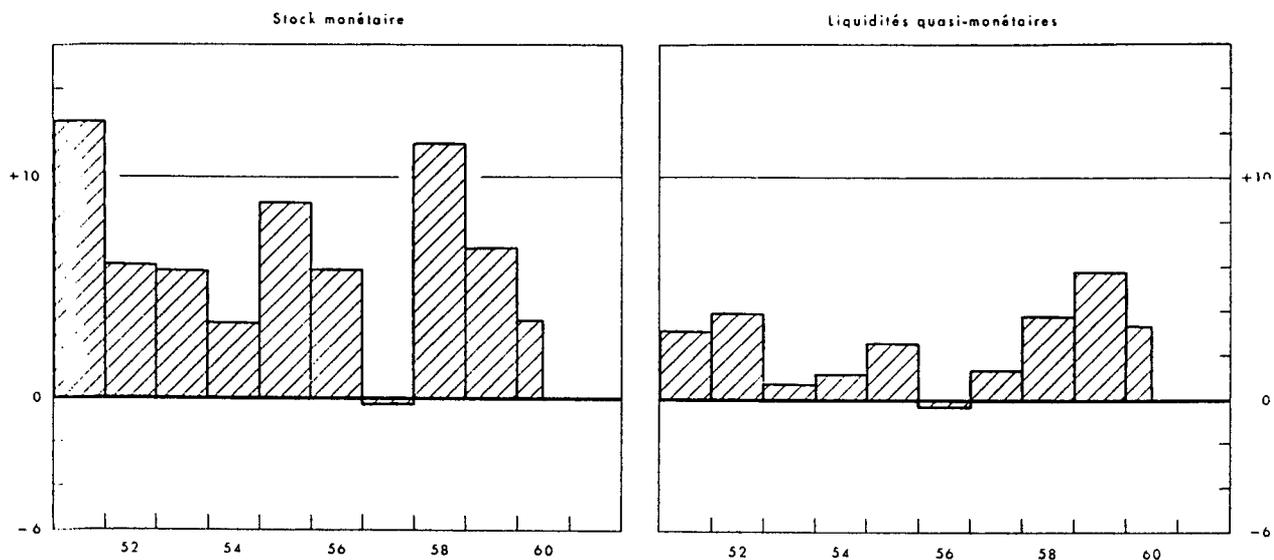
— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

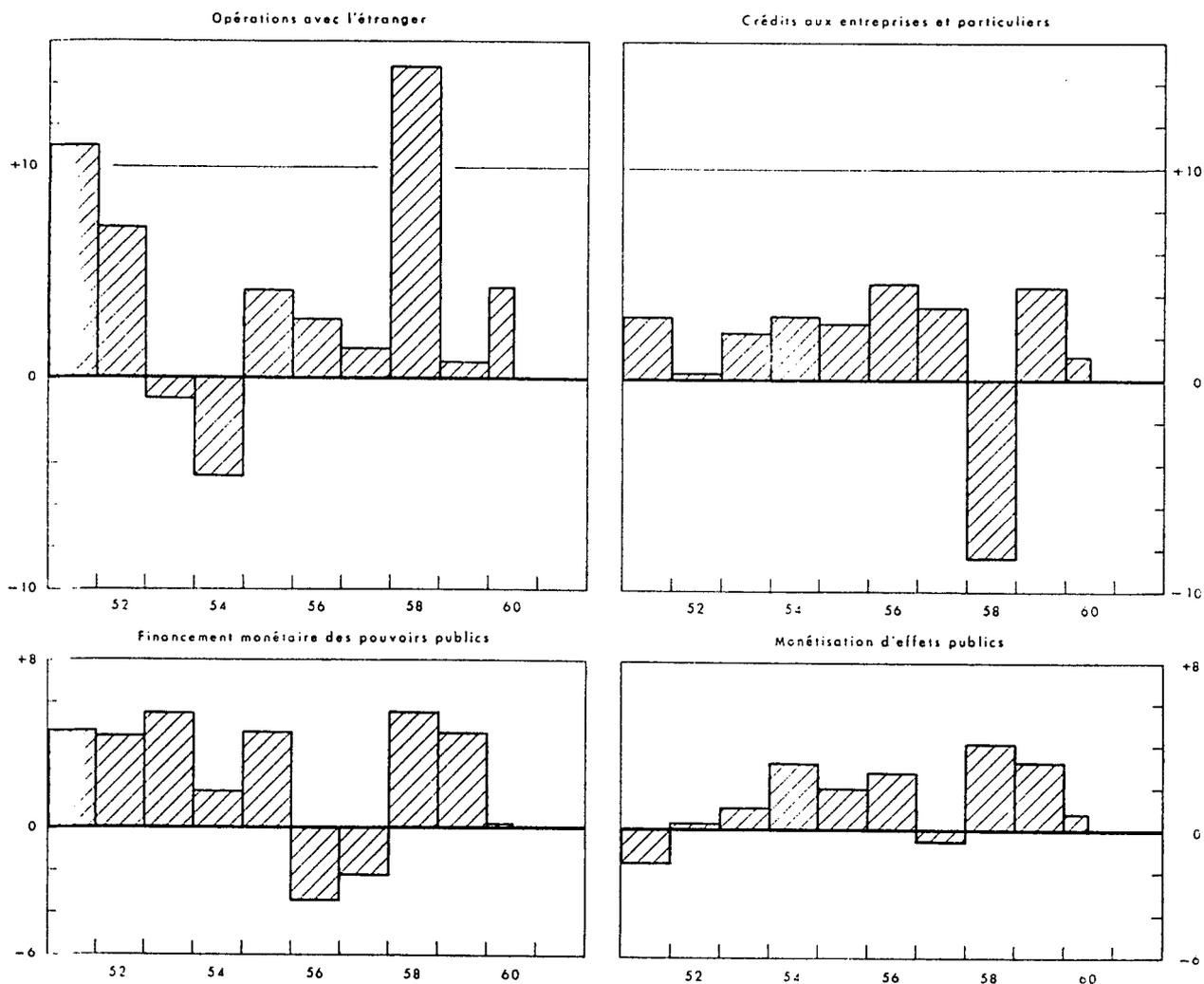
### XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI-MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

#### A. VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



#### B. ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi-monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes				
					par cession de titres de la dette	par cession nette de devises							
1954 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 3,3	+ 0,3	- 3,0	- 1,0	- 4,3	+ 0,5	+ 0,1	+ 1,0	—	- 1,3	- 0,3	+ 0,1	+ 2,2
2 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 5,3	- 1,3	+ 4,0	- 2,8	+ 4,9	+ 0,5	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,8	- 0,3	+ 0,8	- 0,2
3 <sup>o</sup> trimestre .....	- 2,0	+ 0,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	+ 1,7	+ 0,2	+ 0,5	- 0,2	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 1,4
4 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 3,3	+ 1,8	+ 5,1	+ 0,6	- 1,2	- 0,1	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,1	+ 2,9	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6
Total ...	+ 3,3	+ 1,1	+ 4,4	- 4,7	- 1,8	+ 2,6	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 3,0	- 1,0	+ 0,9	+ 1,2
1955 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 1,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 0,4	+ 1,8	- 0,6	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
2 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 2,9	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	—	- 1,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,7	- 0,2	+ 0,1	- 0,2
3 <sup>o</sup> trimestre .....	- 0,2	—	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 0,2	—	- 1,2
4 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 5,1	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,1	- 0,7	+ 2,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,2
Total ...	+ 8,9	+ 2,5	+11,4	+ 4,1	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	+ 2,4	- 0,4	+ 2,7	- 0,9	+ 0,2	- 1,3
1956 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	—	- 1,2
4 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	—	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	—	+ 1,0
2 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	—	- 0,2	+ 0,5
3 <sup>o</sup> trimestre .....	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	—	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,2	- 1,4	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	- 1,1	+ 0,6	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 <sup>o</sup> trimestre .....	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+11,5	+ 3,8	+15,3	+14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 <sup>o</sup> trimestre .....	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,2	—	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	—	—	- 1,1
4 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	—	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,1	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	—	+ 0,7	- 0,7
2 <sup>o</sup> trimestre .....	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,1	+ 0,4
3 <sup>o</sup> trimestre ... p	- 5,7	+ 2,4	- 3,3	- 5,3	+ 7,3	- 1,9	- 0,9	+ 0,1	+ 1,0	- 0,4	- 0,2	- 0,7	- 2,3

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.  
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.  
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

**XIII - 4. — STOCK MONETAIRE**

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire <sup>2</sup>	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers <sup>1</sup>			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. <sup>2</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>2</sup>	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques <sup>2</sup>				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1951 Juin .....	5,4	88,2	92,2	6,6	0,5	17,4	40,4	58,3	64,9	157,1	58,7
Décembre .....	5,6	95,0	99,1	7,4	0,7	18,2	43,1	62,0	69,4	168,5	58,8
1952 Juin .....	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre .....	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin .....	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre .....	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin .....	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre .....	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin .....	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre .....	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin .....	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre .....	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin .....	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre .....	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin .....	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre .....	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 <sup>3</sup>	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin .....	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
1959 Septembre .....	5,6	115,6	118,3	8,3	0,4	24,2	58,4	83,0	91,3	209,6	56,4
Octobre .....	5,6	116,0	119,1	6,6	0,4	24,6	60,2	85,2	91,8	210,9	56,5
Novembre .....	5,6	116,0	118,7	7,8	0,4	24,5	60,5	85,4	93,2	211,9	56,0
Décembre .....	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Janvier .....	5,6	116,6	119,6	6,6	0,4	24,3	59,9	84,6	91,2	210,8	56,7
Février .....	5,6	115,5	118,5	7,2	0,3	24,6	59,3	84,2	91,4	209,9	56,5
Mars .....	5,6	115,9	118,8	7,5	0,3	24,5	61,4	86,2	93,7	212,5	55,9
Avril .....	5,6	117,5	120,5	6,8	0,3	24,8	62,2	87,3	94,1	214,6	56,1
Mai .....	5,6	118,0	120,8	7,7	0,4	25,6	63,0	89,0	96,7	217,5	55,6
Juin .....	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Juillet .....	5,7	121,5	124,2	7,8	0,4	25,3	60,5	86,2	94,0	218,2	56,9
Août .....	5,7	120,1	123,0	7,8	0,5	25,0	58,6	84,1	91,9	214,9	57,2
Septembre .....	5,7	120,6	123,6	8,6	0,5	24,5	57,0	82,0	90,6	214,2	57,7
Octobre .....	5,7	120,5	123,4	7,4	0,4	24,8	57,9	83,1	90,5	213,9	57,7
Novembre .....	5,7	118,9	121,7	7,4	0,5	25,0	57,8	83,3	90,7	212,4	57,3

<sup>1</sup> Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

<sup>2</sup> Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

<sup>3</sup> Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période				Evolution				Evolution	
	B.N.B. 1	Engagements nets à vue des autres organismes monétaires	Autres avoirs et engagements nets non à vue	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique	Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (8) = (5) - (6) - (7)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (5)] et ceux de la balance des paiements [col. (10)] <sup>5</sup>	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.F.B.L. <sup>6</sup>
						Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1953 Année .....	52,4	- 4,8	2,7	50,3	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 1 <sup>er</sup> trimestre ....	52,3	- 6,8	4,3	49,8	- 0,5	+ 0,5	...	- 1,0	- 0,1	- 0,6
2 <sup>e</sup> trimestre ....	49,7	- 4,8	2,9	47,8	- 2,3	+ 0,5	...	- 2,8	- 2,3	- 4,6
3 <sup>e</sup> trimestre ....	49,6	- 4,4	2,7	47,9	+ 0,2	+ 1,7	...	- 1,5	- 0,3	- 0,1
4 <sup>e</sup> trimestre ....	50,5	- 3,7	1,5	48,3	+ 0,5	- 0,1	...	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,7
					- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 1 <sup>er</sup> trimestre ....	53,7	- 4,7	2,4	51,4	+ 3,2	+ 1,8	...	+ 1,4	- 0,2	+ 3,0
2 <sup>e</sup> trimestre ....	52,9	- 4,8	2,7	50,8	- 0,5	- 1,1	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 2,0
3 <sup>e</sup> trimestre ....	54,3	- 4,8	2,9	52,4	+ 1,7	...	...	+ 1,7	+ 0,1	+ 1,8
4 <sup>e</sup> trimestre ....	56,1	- 4,8	3,4	54,7	+ 2,3	+ 1,7	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	+ 1,6
					+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 <sup>er</sup> trimestre ....	58,8	- 4,9	3,6	57,5	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 <sup>e</sup> trimestre ....	59,2	- 3,8	3,1	58,5	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 <sup>e</sup> trimestre ....	59,2	- 5,1	2,3	56,4	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 <sup>e</sup> trimestre ....	56,9	- 6,1	3,2	54,0	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
					- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,3	+ 0,4
1957 1 <sup>er</sup> trimestre ....	53,2	- 6,2	3,4	50,4	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	- 0,2	- 3,3
2 <sup>e</sup> trimestre ....	53,3	- 4,8	3,0	51,5	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 <sup>e</sup> trimestre ....	51,4	- 4,7	2,6	49,3	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 <sup>e</sup> trimestre ....	57,0	- 3,9	3,0	56,1	+ 6,2	+ 1,0	...	+ 5,2	- 0,2	+ 6,0
					+ 2,0	+ 0,6	...	+ 1,4	+ 0,1	+ 2,1
1958 1 <sup>er</sup> trimestre ....	60,5 <sup>5</sup>	- 2,4	2,1	60,2	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 <sup>e</sup> trimestre ....	67,5	- 3,8	2,5	66,2	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 <sup>e</sup> trimestre ....	70,8	- 4,1	3,4	70,1	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 <sup>e</sup> trimestre ....	74,1	- 5,4	3,4	72,1	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
					+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 <sup>er</sup> trimestre ....	70,2	- 2,9	3,0	70,3	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 <sup>e</sup> trimestre ....	72,2	- 6,5	4,0	69,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 <sup>e</sup> trimestre ....	70,3 <sup>8</sup>	- 5,8	6,7 <sup>7</sup>	71,2 <sup>7,6</sup>	- 0,7 <sup>7</sup>	+ 0,2	- 0,6 <sup>8</sup>	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 <sup>e</sup> trimestre ....	65,8 <sup>7</sup>	- 3,8	8,7 <sup>7</sup>	70,7	- 0,6	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
					- 4,1	- 4,1	- 0,7	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 <sup>er</sup> trimestre ....	69,5	- 5,2	8,5	72,8	+ 2,3	- 3,9	+ 1,5	+ 4,7	+ 1,1	+ 3,4
2 <sup>e</sup> trimestre ....	71,9	- 5,5	8,1	74,5	+ 1,2	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	+ 1,7
3 <sup>e</sup> trimestre (p)	64,8	- 6,2	8,8	67,4	- 7,1	- 1,9	+ 0,1	- 5,3		

1 A l'exclusion des effets en francs belges sur l'étranger et de la créance sur le F.M.I., qui sont compris dans les « Autres avoirs et engagements nets non à vue » [col. (3)] (voir note 7 ci-dessous).

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeois, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, rubrique 9, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses écritures, comme avoir propre, la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. La créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures en vertu de ces dispositions législatives figure à la colonne (3) « Autres avoirs et engagements nets non à vue » à concurrence de 2,8 milliards le 30 septembre 1959 et à concurrence de 4,4 milliards à partir de la fin de 1959. Les 2,8 milliards comptabilisés au cours du troisième trimestre de 1959 représentent une simple reprise de créance à l'Etat; en conséquence, l'évolution des avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (5)] en fait abstraction. Par contre presque toute l'augmentation de 1,6 milliard au cours du quatrième trimestre de 1959 résulte de la majoration de la quote-part belge au Fonds Monétaire International et a eu pour contrepartie une diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. repris à la colonne (1).

8 A la suite de la Convention du 1<sup>er</sup> juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influences sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (8); en effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (7).

**XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)**

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger .....	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir .....	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P. ....	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P. ....	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays .....	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique .....	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement .....	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor .....	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics .....	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public .....	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A .....	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B .....	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir .....	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier .....	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique .....	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics .....	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique .....	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers .....	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer .....	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P. ....	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays .....	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale : pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public .....	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer .....	2.478	1.483	92	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire .....	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision .....	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir .....	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 4 avril	1960 4 juillet	1960 10 octobre	1960 4 janvier	1961 9 janvier	1960 8 février	1961 6 février
<b>ACTIF</b>									
Encaisse en or .....	56.693	58.525	59.596	59.528	54.701	56.693	58.516	57.960	57.749
Monnaies étrangères .....	4.407	12.609	5.684	7.670	7.841	4.444	13.032	4.536	13.965
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	1.364	1.835	3.541	224	7.357	441	7.895
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) U.E.P. ....	5.536	3.509	5.536	5.536	4.109	5.536	3.509	5.536	3.118
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	20	...	...	...	15
c) F.M.I. ....	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388
d) autres accords .....	...	...	57	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	1.794	3.008	6.969	1.205	12.166	1.093	13.435
Effets de commerce .....	7.560	6.773	2.490	2.398	4.119	4.674	3.361	3.085	2.906
Avances sur nantissement .....	102	51	46	466	2.204	37	26	135	49
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :									
a) certificats du Trésor .....	8.215	6.040	9.315	9.615	8.890	9.840	9.890	9.815	6.815
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	688	658	658	640	591	647	653
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.030	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.523	2.520	2.524	2.469	2.519	2.524	2.528
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.508	1.519	1.508	1.508	1.508	1.468	1.508	1.508	1.519
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.077	1.078	1.076	1.032	1.120	1.079	1.119
Divers .....	515	698	704	845	906	1.095	1.237	418	891
<b>Compte d'ordre :</b>	<b>128.531</b>	<b>150.916</b>	<b>130.772</b>	<b>135.054</b>	<b>137.456</b>	<b>127.777</b>	<b>153.222</b>	<b>127.166</b>	<b>151.047</b>
<b>Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Instruction Publique (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....</b>	<b>1.512</b>	<b>2.114</b>	<b>1.317</b>	<b>1.884</b>	<b>1.572</b>	<b>1.512</b>	<b>2.095</b>	<b>1.422</b>	<b>1.951</b>
<b>PASSIF</b>									
Billets en circulation .....	118.325	124.091	117.134	120.471	120.301	118.261	124.386	115.908	122.194
Comptes courants :									
compte ordinaire ...	7	24	8	14	10	5	19	14	5
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	525	304	234	494	185	477	150
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	84	84	...	1	...	3	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	254	230	286	261	296	253	309
Comptes courants divers .....	3.161	2.606	5.025	4.209	1.079	1.945	3.219	4.299	2.336
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) A.M.E. ....	344	249	353	470	180	350	273	416	152
b) autres accords .....	224	263	162	168	236	239	233	222	214
<b>Total des engagements à vue ...</b>	<b>122.808</b>	<b>127.726</b>	<b>123.545</b>	<b>125.950</b>	<b>122.326</b>	<b>121.556</b>	<b>128.611</b>	<b>121.592</b>	<b>125.360</b>
Monnaies étrangères et or à livrer .....	1.436	18.644	3.158	4.843	10.485	1.436	19.553	1.539	21.356
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.077	1.078	1.076	1.032	1.120	1.079	1.119
Divers .....	767	938	468	659	1.045	1.284	1.414	432	643
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.124	2.124	2.124	2.069	2.124	2.124	2.169
<b>Compte d'ordre :</b>	<b>128.531</b>	<b>150.916</b>	<b>130.772</b>	<b>135.054</b>	<b>137.456</b>	<b>127.777</b>	<b>153.222</b>	<b>127.166</b>	<b>151.047</b>
<b>Ministre de l'Instruction Publique : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....</b>	<b>1.512</b>	<b>2.114</b>	<b>1.317</b>	<b>1.884</b>	<b>1.572</b>	<b>1.512</b>	<b>2.095</b>	<b>1.422</b>	<b>1.951</b>

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>**

(millions de francs)

Rubriques	1957	1958	1959	1960	1959	1960	1959	1960
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 octobre	31 octobre	30 novembre	30 novembre
<b>ACTIF</b>								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	5.908	6.031	5.972	5.933	2.818	3.025	3.133	3.203
Prêts au jour le jour	848	1.415	1.013	1.277	1.474	2.788	1.960	3.184
Banquiers	4.304	4.393	6.696	8.103	5.804	8.822	6.507	7.964
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.066	1.005	2.345	3.236	1.774	2.895	2.136	3.082
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.481	4.745	5.205	6.017	5.289	5.205	4.586	6.001
Portefeuille-effets	44.270	51.103	52.469	55.155	56.593	58.038	55.843	58.618
a) Portefeuille commercial <sup>2</sup>	15.596	18.353	18.128	21.528	19.266	19.907	18.288	20.694
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	14.156	19.228	20.709	20.496	22.557	24.267	22.594	23.571
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	14.518	13.522	13.632	13.131	14.770	13.864	14.961	14.353
Reports et avances sur titres	1.114	1.222	1.364	1.168	1.340	1.149	1.308	1.246
Débiteurs par acceptations	9.326	10.637	11.944	12.682	10.586	11.143	10.986	11.557
Débiteurs divers	21.638	20.863	22.792	26.064	21.924	24.679	22.337	25.155
Portefeuille-titres	24.474	29.276	34.988	39.274	34.326	39.432	34.700	40.044
a) Valeurs de la réserve légale	295	340	366	401	365	397	366	397
b) Fonds publics belges	21.692	26.575	32.021	36.199	31.380	36.221	31.701	36.936
c) Fonds publics étrangers	78	67	231	275	207	298	235	271
d) Actions de banques	1.113	1.196	1.340	1.291	1.383	1.315	1.402	1.304
e) Autres titres	1.296	1.098	1.030	1.108	991	1.201	996	1.136
Divers	976	1.060	1.730	1.570	1.317	1.262	1.426	1.319
Capital non versé	5	6	7	7	6	7	6	7
<b>Total disponible et réalisable ...</b>	<b>118.410</b>	<b>131.756</b>	<b>146.525</b>	<b>160.486</b>	<b>143.251</b>	<b>158.445</b>	<b>144.928</b>	<b>161.380</b>
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	21	23	23	20	23	21	24	22
Immeubles	1.001	1.082	1.126	1.190	1.119	1.174	1.122	1.181
Participation dans les filiales immobil.	267	267	257	258	249	258	249	258
Créances sur filiales immobilières ...	340	355	350	345	343	338	346	343
Matériel et mobilier	121	136	140	153	148	154	150	159
<b>Total de l'immobilisé ...</b>	<b>1.750</b>	<b>1.863</b>	<b>1.896</b>	<b>1.966</b>	<b>1.882</b>	<b>1.945</b>	<b>1.891</b>	<b>1.963</b>
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>120.160</b>	<b>133.619</b>	<b>148.421</b>	<b>162.452</b>	<b>145.133</b>	<b>160.390</b>	<b>146.819</b>	<b>163.343</b>

**PASSIF**

A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—	
B. Exigible :									
Créanciers privilégiés ou garantis	296	283	415	330	731	1.449	1.102	2.011	
Emprunts au jour le jour	90	103	644	1.332	101	2.004	539	1.493	
a) Garanties par des sûretés réelles	—	—	571	1.247	—	1.887	474	1.402	
b) Non garant. par des sûr. réelles	—	—	73	85	—	117	65	92	
Banquiers	6.786	8.186	8.568	14.208	8.569	12.413	8.294	13.628	
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.054	1.770	2.398	3.165	2.158	2.365	2.275	2.815	
Acceptations	9.326	10.637	11.945	12.683	10.586	11.144	10.987	11.557	
Autres valeurs à payer à court terme	2.255	2.574	2.690	2.382	2.400	2.839	2.092	3.422	
Créditeurs pour effets à l'encaissement	861	788	889	990	902	1.000	878	968	
Dépôts et comptes courants	81.113	89.494	99.256	103.790	97.627	102.975	98.423	103.041	
a) A vue	} 69.307 <sup>a</sup>	57.215	62.077	61.080	60.762	60.867	61.329	60.517	
b) A un mois au plus		3.540	3.319	4.873	3.357	4.556	3.407	4.748	
c) A plus d'un mois		12.223	14.800	19.200	14.953	18.962	14.897	19.200	
d) A plus d'un an		11.806	1.281	1.495	956	1.646	1.021	1.628	1.040
e) A plus de deux ans		2.023	2.097	1.975	2.054	1.936	2.061	1.946	
f) Carnets de dépôts		11.448	13.730	14.115	13.127	14.047	13.380	14.015	
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets		1.764	1.738	1.591	1.728	1.586	1.721	1.575	
Obligations et bons de caisse	4.938	6.607	6.891	7.573	6.900	7.374	6.883	7.475	
Montants à libérer sur titres et partic.	634	641	664	635	661	697	660	697	
Divers	3.622	3.589	4.451	4.940	4.953	5.902	5.138	5.973	
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>111.975</b>	<b>124.672</b>	<b>138.811</b>	<b>152.028</b>	<b>135.588</b>	<b>150.162</b>	<b>137.271</b>	<b>153.080</b>	
C. Non exigible :									
Capital	4.844	5.202	5.746	6.201	5.743	6.032	5.743	6.062	
Fonds indispos. par prime d'émission ...	139	193	283	284	294	284	281	284	
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	299	343	369	406	369	401	369	401	
Réserve disponible	2.825	3.103	3.106	3.363	3.061	3.356	3.063	3.361	
Provisions	78	106	106	170	78	155	92	155	
<b>Total du non exigible ...</b>	<b>8.185</b>	<b>8.947</b>	<b>9.610</b>	<b>10.424</b>	<b>9.545</b>	<b>10.228</b>	<b>9.548</b>	<b>10.263</b>	
<b>Total du passif ...</b>	<b>120.160</b>	<b>133.619</b>	<b>148.421</b>	<b>162.452</b>	<b>145.133</b>	<b>160.390</b>	<b>146.819</b>	<b>163.343</b>	

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

<sup>2</sup> Encours des effets réescotés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parastatiques.  
(millions de francs)

1957 31 décembre	12.804	1959 31 décembre	6.835	1959 31 octobre	4.760	1960 31 octobre	5.459
1958 31 décembre	5.555	1960 31 décembre	6.647	30 novembre	5.114	30 novembre	5.284

<sup>3</sup> Les dépôts inscrits en carnets ou livrets sont compris à fin 1956 et 1957 dans les « Dépôts et comptes courants » sub a) et b).

### XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

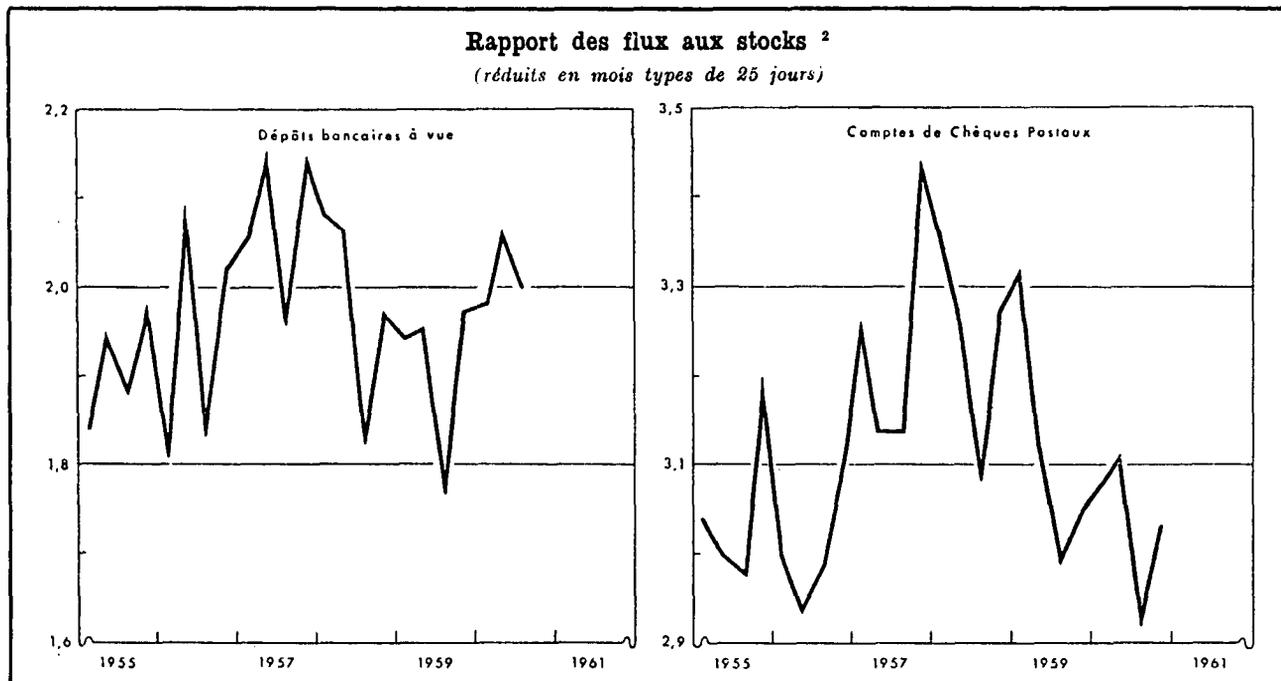
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes  (fin de période)	Avoir global 1  (moyennes journalières)	Avoir des particuliers 2  (moyennes journalières)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1952 .....	652	28,1	21,0	27,9	71,7	28,0	71,7	199,4	91
1953 .....	664	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92
1954 .....	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955 .....	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956 .....	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957 .....	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958 .....	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959 .....	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960 .....	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	819	34,4	26,5	40,8	102,2	39,9	102,2	285,2	91
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	825	36,2	26,2	40,8	103,3	41,2	103,3	288,6	92
2 <sup>e</sup> trimestre .....	830	36,8	26,9	42,0	102,8	41,2	102,8	288,8	92
3 <sup>e</sup> trimestre .....	846	38,6	27,2	43,6	106,8	44,5	106,8	301,7	91
4 <sup>e</sup> trimestre .....	855	36,8	27,0	43,4	100,4	39,5	100,4	283,7	92
1959 Novembre .....	816	33,8	26,5	37,2	93,6	37,4	93,6	261,7	90
Décembre .....	819	34,8	26,6	44,4	107,5	40,1	107,5	299,4	91
1960 Janvier .....	820	36,3	26,0	40,5	104,4	41,1	104,4	290,5	92
Février .....	823	36,3	26,1	41,3	103,4	43,2	103,4	291,4	92
Mars .....	825	36,0	26,4	40,7	102,1	39,2	102,1	284,1	92
Avril .....	826	35,2	26,6	40,7	100,2	41,0	100,2	282,2	92
Mai .....	827	37,4	27,0	42,0	103,4	41,2	103,4	290,1	92
Juin .....	830	38,0	27,5	43,3	104,8	41,3	104,8	294,2	92
Juillet .....	831	40,4	27,7	47,1	113,8	48,0	113,8	322,7	91
Août .....	838	38,7	27,3	43,6	106,7	44,8	106,7	301,7	92
Septembre .....	846	36,8	26,7	40,0	100,0	40,6	100,0	280,6	91
Octobre .....	850	36,6	26,8	41,3	103,8	42,8	103,8	291,7	92
Novembre .....	853	35,9	26,7	40,3	99,0	39,1	99,0	277,3	93
Décembre .....	855	37,8	27,5	48,5	98,5	36,5	98,5	282,0	91
1961 Janvier .....	857	46,0	29,7	44,3	118,4	52,1	118,4	333,2	93

<sup>1</sup> Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptes de l'Etat.

<sup>2</sup> Ces avoirs comprennent les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>	Total	brut	réduit en mois types de 25 jours <sup>5</sup>	
				dépôts bancaires à vue	dépôts bancaires à vue	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>
(milliards de francs)						
1951 .....	58,7	60,9 <sup>e</sup>	120,4 <sup>e</sup>	1,84	1,82	3,08 <sup>e</sup>
1952 .....	61,1	62,7	123,8	1,75	1,73	2,94
1953 .....	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954 .....	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955 .....	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956 .....	83,5	70,3	153,8	1,98	1,95	3,01
1957 .....	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958 .....	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959 .....	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1959 3 <sup>e</sup> trimestre .....	84,5	83,0	167,5	1,83	1,78	3,00
4 <sup>e</sup> trimestre .....	95,1	86,0	181,1	2,01	1,97	3,05
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	97,4	86,0	183,4	2,04	1,98	3,08
2 <sup>e</sup> trimestre .....	104,3	89,3	193,6	2,03	2,06	3,11
3 <sup>e</sup> trimestre .....	98,7	86,5	185,2	2,05	2,00	2,93
1959 Octobre .....	87,0	84,2	171,2	1,95	1,81	2,98
Novembre .....	95,5	85,6	181,1	1,89	1,97	3,06
Décembre .....	102,9	88,3	191,2	2,20	2,12	3,10
1960 Janvier .....	92,2	88,2	180,4	1,91	1,91	3,16
Février .....	97,4	88,8	186,2	2,06	2,06	3,22
Mars .....	102,5	81,0	183,5	2,14	1,98	2,87
Avril .....	98,8	88,4	187,2	1,90	1,90	3,21
Mai .....	105,0	92,2	197,2	2,07	2,16	3,20
Juin .....	109,1	87,4	196,5	2,12	2,12	2,92
Juillet .....	102,2	92,4	194,6	2,04	2,04	3,06
Août .....	98,5	85,2	183,7	2,06	1,98	2,89
Septembre .....	95,5	81,8	177,3	2,05	1,97	2,83
Octobre .....	96,9	87,7	184,6	2,10	2,02	3,06
Novembre .....	102,5	90,9	193,4	2,19	2,28	3,22
Décembre .....		82,0				2,82

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

<sup>5</sup> De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

<sup>6</sup> Moyennes mensuelles des dix derniers mois.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cfr. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

## 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Fonds des Rentes.

A fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Dons de caisse et opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées <sup>1</sup>	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse
1951 .....	4.936	—	—	—	—	—	2.568 <sup>2</sup>	255 <sup>2</sup>	—	1.682
1952 .....	4.112	—	—	—	—	—	2.619 <sup>3</sup>	1.104 <sup>3</sup>	—	—
1953 .....	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.120	—	—
1954 .....	5.023	—	—	—	—	—	2.248	2.328	—	—
1955 .....	4.533	—	—	—	—	—	2.235 <sup>4</sup>	1.730 <sup>4</sup>	—	—
1956 .....	5.908	—	—	—	—	—	2.315 <sup>2</sup>	3.110 <sup>2</sup>	—	—
1957 .....	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	785	1.237	—
1958 .....	3.307	1.370	—	—	—	4.059	274	45	—	—
1959 Janvier .....	4.298	90	—	—	—	3.893	107	45	—	—
Février .....	3.985	20	—	—	—	3.651	68	—	—	—
Mars .....	4.152	—	—	427	—	4.300	—	—	—	—
Avril .....	4.339	420	—	1.098	—	5.512	—	—	—	—
Mai .....	4.715	40	—	1.351	—	5.757	—	—	—	—
Juin .....	5.107	204	—	729	—	5.706	—	—	—	—
Juillet .....	4.044	160	—	1.072	—	4.949	—	—	—	—
Août .....	4.228	50	—	4.883	—	6.021	—	—	—	—
Septembre ...	4.784	453	—	3.479	—	5.514	—	—	—	—
Octobre .....	4.292	187	300	5.056	—	6.663	—	—	—	—
Novembre ...	4.368	184	1.000	3.342	1.510	7.211	—	—	—	—
Décembre ...	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	—	—
1960 Novembre ...	6.366	n.d.	400	1.312	1.512	6.165	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

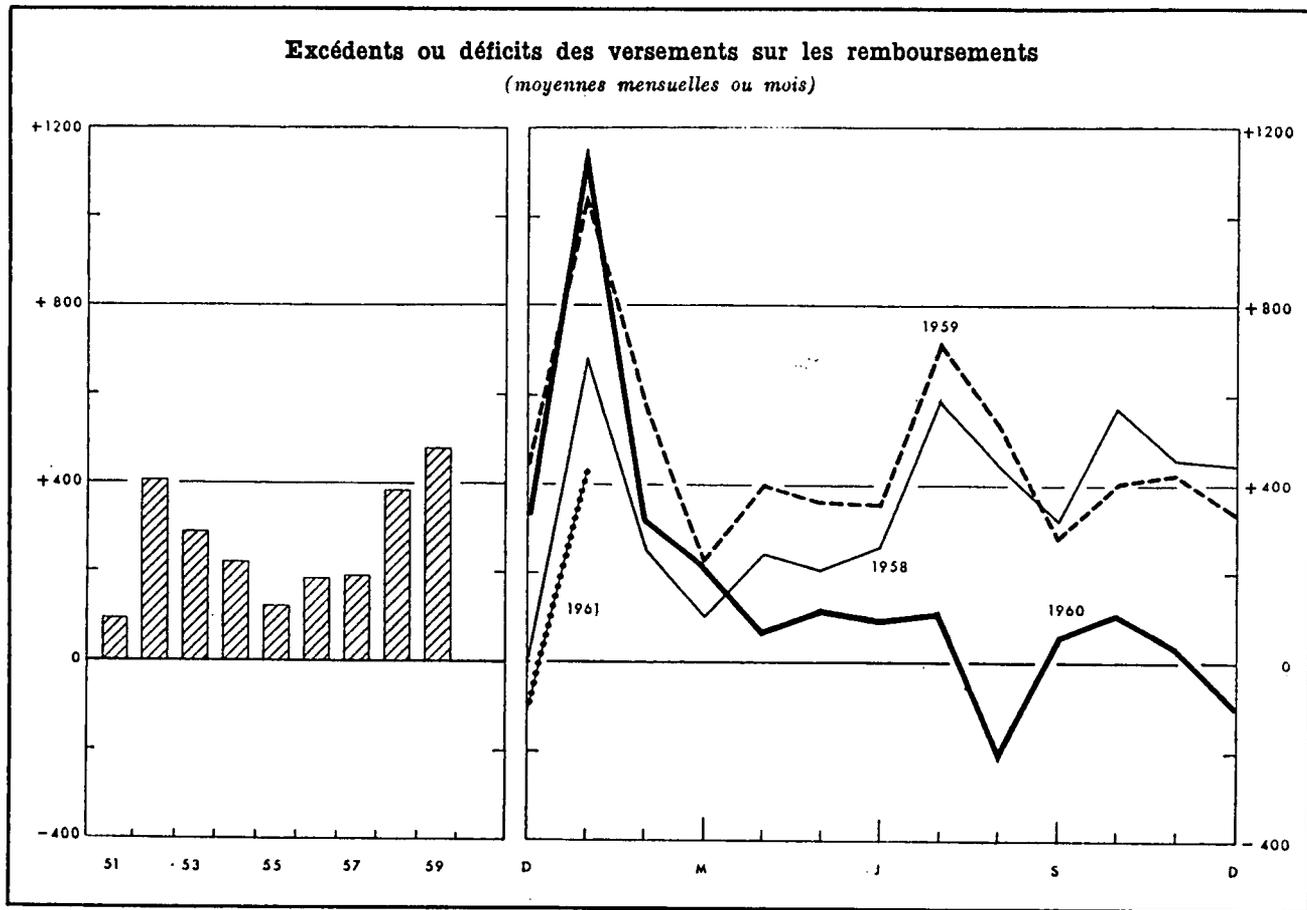
<sup>1</sup> Y compris les opérations à réméré.<sup>2</sup> Au 28 décembre.<sup>3</sup> Au 28 décembre.<sup>4</sup> Au 30 décembre.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5 a. — Mouvements des dépôts**

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (—) (3) = (1) — (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
1951 .....	9.271		8.134		1.137		34.842 <sup>1</sup>	
1952 .....	12.958		8.127		4.831		40.748 <sup>1</sup>	
1953 .....	13.204		9.684		3.520		45.493 <sup>1</sup>	
1954 .....	13.383		10.764		2.619		49.459 <sup>1</sup>	
1955 .....	13.624		12.176		1.448		52.354 <sup>1</sup>	
1956 .....	14.518		12.295		2.223		56.132 <sup>1</sup>	
1957 .....	16.783		14.455		2.328		60.144 <sup>1</sup>	
1958 .....	18.912		14.316		4.596		66.700 <sup>1</sup>	
1959 .....	21.939		16.232		5.707		74.442 <sup>1</sup>	
1960 .....	<i>p</i> 21.823		<i>p</i> 19,809		<i>p</i> 2.014		<i>p</i> 78,850 <sup>1</sup>	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Janvier .....	2.327	1.991	1.185	1.560	1.141	431	75.583	79.281
Février .....	1.854		1.530		324		75.907	
Mars .....	1.853		1.635		218		76.125	
Avril .....	1.787		1.717		70		76.195	
Mai .....	1.778		1.658		120		76.315	
Juin .....	<i>p</i> 1.799		<i>p</i> 1.698		<i>p</i> 101		<i>p</i> 76.416	
Juillet .....	<i>p</i> 1.897		<i>p</i> 1.781		<i>p</i> 116		<i>p</i> 76.532	
Août .....	<i>p</i> 1.640		<i>p</i> 1.828		<i>p</i> - 188		<i>p</i> 76.344	
Septembre .....	<i>p</i> 1.719		<i>p</i> 1.654		<i>p</i> 65		<i>p</i> 76.409	
Octobre .....	<i>p</i> 1.833		<i>p</i> 1.726		<i>p</i> 107		<i>p</i> 76.516	
Novembre .....	<i>p</i> 1.679		<i>p</i> 1.641		<i>p</i> 38		<i>p</i> 76.554	
Décembre .....	<i>p</i> 1.657		<i>p</i> 1.756		<i>p</i> - 99		<i>p</i> 78.850 <sup>1</sup>	

<sup>1</sup> Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

## XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

## 5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
<b>ACTIF</b>					
Disponible <sup>1</sup> .....	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3
Placements provisoires :					
Effets sur la Belgique .....	5,4	6,5	7,6	9,4	9,1
Avances à l'industrie .....	—	—	—	—	3,3
Crédit d'exportation .....	—	—	—	—	0,2
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	...	0,2	0,4	1,6	1,7
Certificats de Trésorerie .....	2,7	1,8	1,5	5,2	4,3
Prêts au jour le jour .....	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,3	19,7
Placements définitifs :					
Rentés belges directes .....	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7
Rentés belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8
et communes .....					
Obligations de sociétés belges .....	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations					
complémentaires aux prisonniers politiques, et					
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
guerre .....					
Prêts hypothécaires .....	2,4	2,7	2,8	2,9	3,3
Crédit agricole .....	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5
Avances à la Société nationale du Logement, aux					
sociétés agréées et aux communes en vue de la	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3
construction d'habitations sociales .....					
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2

**PASSIF**

<i>Exigible :</i>					
Dépôts sur livrets <sup>2</sup> :					
Particuliers .....	52,1	55,9	60,0	66,5	74,3
Dotation des prisonniers .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres .....	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8
Dépôts pour timbres-retraite .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	52,7	61,1	65,0	71,8	78,5
Dépôts en comptes courants <sup>2</sup> .....	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7
<i>Non exigible :</i>					
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds					
de réserve .....	5,0	5,6	6,2	6,7	7,3

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.<sup>2</sup> Comprendent les intérêts capitalisés.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite \*

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
<b>ACTIF</b>					
Portfeuille-titres :					
Rentes belges directes .....	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0
Valeurs garanties par le Congo .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2
Obligations de sociétés belges .....	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2
Prêts hypothécaires .....	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitation sociales .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5
<b>PASSIF</b>					
Fonds des Rentes <sup>1</sup> .....	18,3	19,0	13,2	13,5	13,8
Réserves mathématiques <sup>2</sup> .....			6,7	7,4	8,2
Total du passif ...	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0

\* Depuis 1957, la C.G.E.R. publie séparément :

- 1) un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres.
  - 2) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des Employés. Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
  - 3) un bilan se rapportant aux retraites des employés, telles qu'elles ont été fixées par la loi du 12-7-1957, conçue également selon le principe de la capitalisation.
  - 4) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants.
- <sup>1</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions.
- <sup>2</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de service des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959
<b>ACTIF</b>					
Portfeuille-titres :					
Rentes belges directes .....	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges .....	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées .....	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5
<b>PASSIF</b>					
Réserves mathématiques et provisions .....	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2
Fonds de réserve .....	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4

### XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et leur affectation

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances, et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956 .....	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957 .....	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958 .....	15,7	4,4	3,9	24,—	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959 .....	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960 .....																
1959 1 <sup>er</sup> trimest.	16,5	4,5	4,1	25,1	1,9	14,2	0,3	16,4	4,8	0,3	0,2	0,3	0,3	4,6	10,5	26,9
2 <sup>e</sup> »	17,0	4,7	4,2	25,9	2,0	14,7	0,3	17,0	4,6	0,3	0,1	0,4	0,4	5,2	11,—	28,—
3 <sup>e</sup> »	17,5	4,8	4,3	26,6	2,2	15,3	0,3	17,8	4,9	0,3	0,1	0,3	0,4	5,3	11,3	29,1
1960 1 <sup>er</sup> trimest.	19,0	5,2	4,5	28,7	2,4	16,2	0,4	19,0	5,4	0,2	0,1	0,4	0,3	5,7	12,1	31,1
2 <sup>e</sup> »	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
3 <sup>e</sup> »	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8

### XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1955	1956	1957	1958	1959
<b>ACTIF</b>					
Portefeuille :					
Crédits d'investissement à long et moyen terme :					
1 <sup>o</sup> garantis par l'Etat .....	2,0	3,7	5,0	6,7	8,6
2 <sup>o</sup> garantis par Banques et Sociétés financières ...	4,0	4,2	4,4	5,1	5,5
3 <sup>o</sup> autres que ceux visés sub 1 <sup>o</sup> et 2 <sup>o</sup> 1 .....	4,6	5,3	5,8	7,1	7,8
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 <sup>er</sup> octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956) .....	2,1	2,0	2,0	1,9	2,0
Crédits commerciaux à moyen terme .....	1,6	1,4	1,1	1,0	0,8
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,9	0,8	0,7	0,6	0,8
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2 .....	2,3	2,3	2,2	2,4	2,5
<b>PASSIF</b>					
Obligations .....	12,9	14,6	17,2	21,4	24,9
Bons de caisse .....	2,7	3,5	3,3	4,1	5,7
Etat Belge :					
Fonds d'Aide Marshall .....	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,4	0,5	0,7	0,8

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

### XIV - 8. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
<b>ACTIF</b>										
Immeubles .....	0,6	0,7	1,0	1,4	1,7	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1
Prêts hypothécaires .....	4,4	5,1	6,2	7,1	7,8	1,1	1,3	1,6	1,8	2,0
Prêts sur police .....	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges .....	2,3	2,5	2,5	2,9	3,5	2,1	2,2	2,4	2,8	3,1
Valeurs étrangères .....	0,2	0,5	0,5	0,5	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Titres garantis par le Congo	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit .....	1,9	2,1	2,2	2,6	3,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Titres des autres organismes										
parastataux .....	1,5	1,5	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes .....	1,1	1,0	1,6	1,7	1,7	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6
Obligations de sociétés belges	4,8	5,5	6,0	6,4	7,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,8	2,0	2,3	2,5	1,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des valeurs mobilières ...	13,7	15,3	16,3	17,8	19,6	4,7	5,1	5,2	5,9	6,5

### PASSIF

Cautionnements déposés .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques <sup>1</sup> ...	19,7	22,1	24,4	27,0	31,0	6,7	7,4	8,2	9,0	9,8

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

### XIV - 9. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur Belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1952 .....	1,27
1953 .....	1,47
1954 .....	1,65
1955 .....	1,67
1956 .....	1,80
1957 .....	1,78
1958 .....	1,77
1959 .....	2,13
1960 .....	2,50
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .	2,42
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .	2,14
2 <sup>e</sup> trimestre .	2,51
3 <sup>e</sup> trimestre .	2,76
4 <sup>e</sup> trimestre .	2,59

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

## XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1951		1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959	
<b>1. Epargne-dépôts <sup>1</sup> :</b>																		
Caisses d'épargne .....	4,7		8,2		6,4		5,5		5,1		6,3		5,6		10,9		10,4	
Banques .....	0,6		2,4		2,8		3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1	
Institutions parastatales de crédit ..	0,2		0,4		0,7		0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3	
<b>Total ...</b>		5,5		11,0		9,9		8,8		7,1		5,9		6,2		17,7		15,8
<b>2. Epargne-réserves <sup>1</sup> :</b>																		
Organismes de pensions .....	2,8		3,1		3,1		3,4		3,8		3,6		5,2		4,4		n.d.	
Organismes d'assurance contre les accidents du travail .....	0,6		1,0		1,0		1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		n.d.	
Caisses de vacances annuelles .....	0,8		0,6		0,5		0,1		0,3		0,1		0,4		0,2		n.d.	
Organismes d'assurance sur la vie ..	2,3		2,7		2,9		3,1		3,4		3,5		3,5		3,9		n.d.	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile .....	0,1		0,2		0,1		0,1		0,2		0,2		0,2		0,2		n.d.	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière .....	0,3		0,2		0,2		0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		n.d.	
<b>Total ...</b>		6,9		7,8		7,8		7,9		9,1		8,9		10,7		10,1		9,2
<b>3. Epargne hypothécaire et immobilière :</b>																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers .....	2,5		2,6		3,2		2,9		2,7		2,1		1,8		2,1		n.d.	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires .....	3,6		4,3		4,9		5,2		6,2		6,5		7,0		7,5		7,5	
Construction d'habitations (capitaux investis par les particuliers) .....	6,3		5,4		6,4		7,3		7,9		7,4		8,9		9,2		11,7 <sup>4</sup>	
<b>Total ...</b>		12,4		12,3		14,5		15,4		16,8		16,1		17,6		18,7		19,2
<b>4. Emissions de capitaux :</b>																		
Nouveaux placements du public ...		6,2		11,0		6,1		13,1		10,5		7,9		13,6		16,0		15,8
<b>Total (1 à 4) .....</b>		31,0		42,1		38,3		45,2		43,5		38,8		48,1		62,5		60,0
Doubles emplois <sup>2</sup> ...		-1,0		-0,8		-0,3		0,1		0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,5
<b>Total net (1 à 4) ...</b>		30,0		41,3		38,0		45,3		43,6		38,0		48,4		59,9		60,5
<b>5. Epargne interne des entreprises :</b>																		
Amortissements .....	24,2		23,6		23,2		23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7	
Epargne nette .....	11,0 <sup>3</sup>		9,0 <sup>3</sup>		7,8 <sup>3</sup>		7,8 <sup>3</sup>		9,6 <sup>3</sup>		10,0		9,2		4,9		5,6	
<b>Total ...</b>		35,2		32,6		31,0		31,6		35,0		38,5		40,1		34,7		36,3
<b>Total général (1 à 5) ...</b>		65,2		73,9		69,0		76,9		78,6		76,5		88,5		94,6		96,8

<sup>1</sup> Accroissement de l'année.

<sup>2</sup> Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

<sup>3</sup> Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

<sup>4</sup> Ce chiffre comprend en outre les prêts hypothécaires consentis par les particuliers.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

## XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

### 1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement négociables <sup>2</sup>					Titres non généralement négociables			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) <sup>1</sup>
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet <sup>4</sup>	Emissions nettes totales <sup>(5) = (3) + (4)</sup>	Emissions brutes <sup>5</sup>	Amortissements	Emissions nettes <sup>(8) = (6) - (7)</sup>	
		Emissions brutes <sup>(1)</sup>	Amortissements <sup>3</sup>	Emissions nettes <sup>(3) = (1) - (2)</sup>						
1. Etat (dette directe uniquement) .	1956	14,8	4,4	10,4	—	10,4	1,7	3,6	- 1,9	8,5
	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale .....	1956	1,6	0,9	0,7	...	0,7	1,2	0,2	1,0	1,7
	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
3. Organismes paraétatiques de crédit	1956	0,1	0,2	- 0,1	3,1	3,0	2,0	0,2	1,8	4,8
	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	1,9	0,2	1,7	4,8
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,8	0,6	2,2	3,3	5,5	2,3	0,6	1,7	7,2
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal .....	1956	3,6	3,5	0,1	2,3	2,4	...	...	...	2,4
	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
5. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	1956	3,6	2,4	1,2	...	1,2	1,0	0,1	0,9	2,1
	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	0,4	0,2	0,2	3,3
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge .....	1956	32,7	11,4	12,3	5,4	17,7	5,9	4,1	1,8	19,5
	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	5,6	3,5	2,1	17,4
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	32,7	11,4	21,3	7,4	28,7	6,0	3,0	3,0	31,7
6. Congo et Ruanda-Urundi .....	1956	2,1	0,3	1,8	...	1,8	...	...	...	1,8
	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,3	3,7	...	3,7	...	...	...	3,7
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi .....	1956	25,8	11,7	14,1	5,4	19,5	5,9	4,1	1,8	21,3
	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	5,6	3,5	2,1	17,1
	1958	27,9	13,8	14,1	10,2	24,3	5,8	3,5	2,3	26,6
	1959	32,7	12,0	20,7	7,4	28,1	6,0	3,0	3,0	31,1
7. Rectifications à apporter pour :	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement négociables d'une part et des titres non généralement négociables d'autre part — correction : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables .....									
	1956	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission <sup>6</sup> .....									
	1956	- 0,6	—	- 0,6	—	- 0,6	—	—	—	—
	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—	
1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	

<sup>1</sup> Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : 4,0; en 1957 : 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres généralement négociables, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

<sup>5</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

<sup>6</sup> La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

## XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC \*

## Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1958	Janvier	15	Etat belge 1958-1964	5,50	97,25	6 ans 3 mois	7.464	6,05
	Février	24	Dettes Coloniales 1958-1964	5,50	97,20	6 ans 4 mois	2.000	6,05
	Avril	8	Ville d'Anvers	5,50	97,80	5 ans 8 mois	600	5,98
	Avril	8	Ville de Bruxelles	5,50	97,80	5 ans 8 mois	800	5,98
	Avril	28	Fonds des Routes	5,50	98,00	7 ans	2.000	5,86
	Juin	12	Crédit Communal	5,50	99,00	8 ans	1.000	5,66
	Septembre	15	Etat belge 1958-1968	5,00	99,00	10 ans	10.695	5,16
	Novembre	26	Emprunt à lots du Congo 1958	2,00 — 5,00 <sup>2</sup>	100,00	15 ans	2.000	5,41
1959	Janvier	19	Etat belge 1959-1971	4,75	98,25	12 ans	8.194	4,98
	Mars	16	S.N.C.B.	4,75	98,25	10 ans	700	5,02
	Avril	15	Fonds des Routes	4,75	98,25	12 ans	2.500	4,98
	Mai	12	R.T.T.	4,75	98,25	11 ans	1.500	4,99
	Juin	8	Etat belge 1959-1974	4,75	98,25	à 10 ou 15 ans	4.098	5,06 <sup>7</sup>
	Juillet	6	Ville de Liège	5,00	98,00	10 ans	400	5,30
	Septembre	14	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre	19	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre	16	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre	10	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février	1	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	7	C.N.C.P.	5 — 5,25 <sup>3</sup>	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 <sup>7</sup>
	Avril	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 <sup>3</sup>	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,19 <sup>7</sup>
	Juin	7	Crédit Communal	3 — 5,00	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	29	S.N.C.B.	5 — 5,25 <sup>3</sup>	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 <sup>7</sup>
	Novembre	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 — 5,75 <sup>6</sup>	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 <sup>7</sup>
	Novembre	30	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72 <sup>7</sup>
1961	Janvier	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,25	à 5 ou 10 ans		5,76
	Février	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 <sup>5</sup>	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 <sup>7</sup>

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parcequ'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

2 Après le 30 novembre 1968.

3 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

4 Emprunt à lots; intérêts : 3 % pendant les 10 premières années, 5 % de la 11<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> année et 5,5 % de la 16<sup>e</sup> à la 20<sup>e</sup> année.

5 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,5 % pendant les dernières années.

6 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % les 5 dernières années.

7 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

## Emprunts en devises

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions de devises)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1958	Avril	11	Congo	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 15	n.d.
	Avril	26	R.T.T.	5,00	98,5	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 10	5,42 <sup>5</sup>
				5,50	97,0	15 ans		5,89
	Mai	22	R.T.T.	5,00	98,5	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 12	5,42 <sup>5</sup>
	Août	12	Etat belge	5,50	97,0	15 ans		5,89
				4,75	100,0	3 ans <sup>4</sup>	U.S. \$ 60	4,84
1959	Janvier	8	Sabena	5,75		15 ans	D.M. 40	n.d.
	Avril	16	Etat belge 1959-1974	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 22,25	5,32
	Mai	20	R.T.T.	4,50		12 ans	F.S. 50	n.d.
				5,50		3 ans		
	Novembre	25	Congo	5,75		4 ou 5 ans	U.S. \$ 20	n.d.
	Novembre	28	Sabena	5,75		7 ans	U.S. \$ 20	n.d.
	Décembre	24	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
1960	Janvier	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72
	Mars	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13
	Mars	31	Otraco <sup>3</sup>	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 <sup>2</sup>	Congo <sup>3</sup>	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 <sup>2</sup>	Congo <sup>3</sup>	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10

1 La date exacte d'émission des emprunts en devises n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

3 Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

4 Cet emprunt a été rangé, dans les situations officielles de la Dette publique, parmi les emprunts à court terme parce qu'il était représenté par des promesses remboursables à six mois de date. Ces promesses étaient toutefois renouvelables, à l'option de l'Etat belge, jusqu'à la date d'expiration du crédit, soit le 22 août 1961.

5 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

6 Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

### XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales
	intérieures					extérieures					
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale	Total de la dette directe		
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959 Février	182,0	25,4	72,1	23,5	303,0	17,0	12,6	29,6	332,6	18,5	351,1
Mars	181,7	24,0	74,1	24,5	304,3	16,9	13,8	30,7	335,0	18,5	353,5
Avril	181,3	24,0	76,4	24,2	305,9	17,6	15,5	33,1	339,0	21,0	360,0
Mai	181,1	24,0	74,5	25,2	304,8	18,0	15,8	33,8	338,6	21,0	359,6
Juin	184,7	23,6	71,9	25,6	305,8	17,9	15,1	33,0	338,8	20,9	359,7
Juillet	184,4	22,9	73,0	26,9	307,2	17,8	15,7	33,5	340,7	20,8	361,5
Août	184,3	22,7	73,9	26,4	307,3	17,9	16,0	33,9	341,2	20,8	362,0
Septembre	192,3	22,7	67,0	26,6	308,6	17,8	16,8	34,6	343,2	20,8	364,0
Octobre	191,9	22,7	75,5	27,0	317,1	17,8	16,2	34,0	351,1	20,7	371,8
Novembre	191,2	22,7	77,3	26,8	318,0	17,8	16,2	34,0	352,0	20,7	372,7
Décembre	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960 Janvier	189,6	24,3	77,6	27,0	318,5	17,7	16,2	33,9	352,4	22,0	374,4
Février	202,0	21,2	74,8	27,2	325,2	17,7	15,8	33,5	358,7	22,0	380,7
Mars	201,8	21,0	76,7	27,2	326,7	18,2	15,6	33,8	360,5	21,4	381,9
Avril	203,5	17,6	82,7	27,2	331,0	18,1	16,3	34,4	365,4	21,4	386,8
Mai	207,7	17,6	78,5	27,9	331,7	18,1	17,5	35,6	367,3	21,4	388,7
Juin	207,2	17,6	77,5	28,7	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Juillet	206,8	17,9	77,2	28,3	330,2	17,9	18,6	36,5	366,7	21,3	388,0
Août	206,6	17,9	78,6	27,9	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Septembre	206,5	18,1	78,4	27,2	330,2	17,7	20,3	38,0	368,2	21,2	389,4
Octobre	206,0	18,1	80,0	27,3	331,4	17,6	22,0	39,6	371,0	21,1	392,1
Novembre	207,9	18,1	76,4	27,4	329,8	17,6	23,2	40,8	370,6	21,1	391,7
Décembre	211,6	18,1	68,6	32,4	330,7	17,4	27,0	44,4	375,1	21,1	396,2
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3

<sup>1</sup> E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

<sup>2</sup> Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES  
A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC (ancienne série)**

**a) Par émetteurs**

*(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)*

Emetteurs	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. Etat <sup>1</sup> .....	78,6	91,6	104,9	125,5	130,2	142,2	149,2
2. Fonds autonomes .....	18,5	19,0	19,6	19,7	24,5	26,3	29,8
3. Organismes paraétatiques de crédit <sup>2</sup> ..	28,7	34,6	38,0	45,0	52,7	59,4	67,5
4. Pouvoirs subordonnés .....	9,9	10,9	11,9	12,4	12,0	12,9	13,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	23,3	25,5	28,8	31,2	33,9	36,0	36,5
6. Congo et Ruanda-Urundi .....	4,6	4,6	4,6	6,8	8,9	10,7	10,4
<b>7. Total .....</b>	<b>163,6</b>	<b>186,2</b>	<b>207,8</b>	<b>240,6</b>	<b>262,2</b>	<b>287,5</b>	<b>306,7</b>

<sup>1</sup> Y compris les tranches libérées de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

<sup>2</sup> Y compris le Crédit Communal de Belgique.

**b) Par détenteurs**

*(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)*

Détenteurs	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
1. Pouvoirs subordonnés, fonds autonomes et organismes paraétatiques <sup>1 2</sup> .....	5,2	6,0	6,7	6,5	6,6	6,9	7,6
2. Fonds des Rentes .....	4,7	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,1
3. Organismes monétaires <sup>2</sup> .....	12,0	14,6	16,2	20,8	23,7	26,3	27,4
4. Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitali- sation .....							
a) Caisses d'épargne .....	28,2	32,4	35,8	37,6	39,9	43,3	45,0
b) Organismes de sécurité sociale ...	27,8	30,8	33,7	37,5	41,7	44,6	48,8
c) Fonds de pensions spéciaux .....	2,5	3,0	3,1	3,2	3,3	2,7	2,9
d) Entreprises d'assurances .....	7,7	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	18,4
e) Entreprises de capitalisation .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	66,3	75,1	83,2	90,5	99,8	107,4	115,2
5. Congo et Ruanda-Urundi <sup>2 3</sup> .....	2,6	2,4	2,7	3,1	2,8	3,5	3,3
6. Particuliers, entreprises et non rési- dents autres que ceux repris sous 5	72,8	84,0	95,5	114,7	124,8	137,5	149,1
<b>7. Total général .....</b>	<b>163,6</b>	<b>186,2</b>	<b>207,8</b>	<b>240,6</b>	<b>262,2</b>	<b>287,5</b>	<b>306,7</b>

<sup>1</sup> A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation.

<sup>2</sup> A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

<sup>3</sup> Organismes paraétatiques congolais, Gouvernement du Congo, Banque du Congo Belge (1951), Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (depuis 1952), sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES  
A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC (nouvelle série)**

**a) Par émetteurs**

*(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)*

Emetteurs	1957			1958			1959		
	Titres généralement négociables <sup>1</sup>	Titres non généralement négociables	Total	Titres généralement négociables <sup>1</sup>	Titres non généralement négociables	Total	Titres généralement négociables <sup>1</sup>	Titres non généralement négociables	Total
1. Etat <sup>2</sup> .....	143,6 <sup>3</sup>	50,9	194,5	154,9 <sup>3</sup>	46,4	201,3	169,8 <sup>3</sup>	43,7	213,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale .....	20,0	8,8	28,8	22,1	11,2	33,3	24,6	13,5	38,1
3. Organismes paraétatiques de crédit .....	28,6	13,3	41,9	34,0	15,0	49,0	12,2	1,3	13,5
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal .....	38,8	1,3	40,1	44,4	1,3	45,7	48,6	1,2	49,8
5. Organismes paraétat. d'exploitation .....	31,7	4,1	35,8	29,9	4,6	34,5	33,0	4,9	37,9
6. Congo et Ruanda-Urundi .....	9,0	1,3	10,3	12,7	1,3	14,0	39,6	16,7	56,3
7. Total .....	271,7	79,7	351,4	298,0	79,8	377,8	327,8	81,3	409,1

<sup>1</sup> Sont considérés comme titres généralement négociables, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

<sup>2</sup> Les emprunts figurant à la Dette publique belge indirecte sont repris dans le groupe d'émetteurs au profit duquel ils ont été émis.

<sup>3</sup> Y compris les tranches libérées de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

**b) Par détenteurs**

*(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)*

Détenteurs	1957			1958			1959		
	Titres généralement négociables	Titres non généralement négociables	Total	Titres généralement négociables	Titres non généralement négociables	Total	Titres généralement négociables	Titres non généralement négociables	Total
1. Pouvoirs subordonnés, fonds autonomes et organismes paraétat. <sup>1 2</sup> .....	7,6	0,3	7,9	8,6	0,3	8,9	10,2	0,3	10,5
2. Fonds des Rentes .....	4,0	...	4,0	3,2	...	3,2	3,8	...	3,8
3. Organismes monétaires <sup>1</sup> .....	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7
4. Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation .....									
a) Caisses d'épargne .....	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,6	13,3	51,9
b) Organismes de sécurité sociale .....	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,1	56,9
c) Fonds de pensions spéciaux .....	2,8	0,1	2,9	3,0	0,1	3,1	3,0	0,3	3,3
d) Entreprises d'assurances .....	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	21,0	3,6	24,6
e) Entreprises de capitalisation .....	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
Total ...	85,7	29,9	115,6	90,6	33,6	124,2	99,5	37,3	136,8
5. Congo et Ruanda-Urundi <sup>1 3</sup> .....	3,2	1,5	4,7	4,0	1,1	5,1	3,9	0,7	4,6
6. Particuliers, entreprises et non-résidents autres que ceux repris sous 5 .....	145,8	9,7	155,5	160,1	8,3	168,4	175,0	6,7	181,7
7. Total général .....	271,7	79,7	351,4	298,0	79,8	377,8	327,8	81,3	409,1

<sup>1</sup> A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

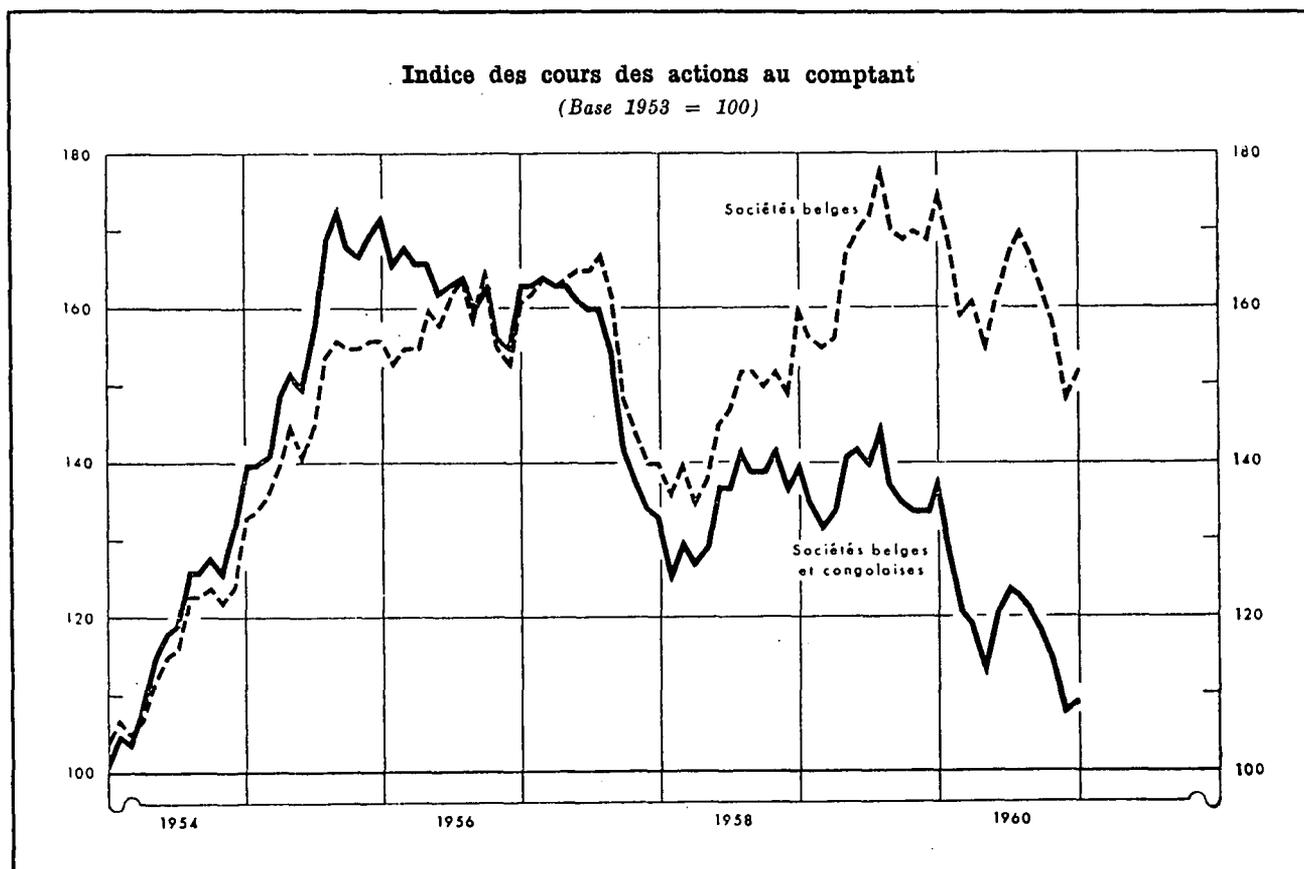
<sup>2</sup> A l'exclusion des organismes paraétatiques d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation.

<sup>3</sup> Gouvernement du Congo, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi et divers organismes paraétatiques congolais.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 1, janvier 1958 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 2, août 1960 : Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960.

## XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

### 1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités		Indice global du cours des actions				Taux de rendement % <sup>3</sup>					
	(moyenne par séance - millions de francs) <sup>1 5</sup>		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises <sup>4</sup>	Valeurs bolges <sup>5</sup>	1960	1961	1960	1961	
			Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges								
(Base 1953 = 100) <sup>2 4</sup>												
1951 Moyenne mensuelle	85		88	86	—			3,7			n.d.	
1952 Moyenne mensuelle	79		99	98	104			4,7			n.d.	
1953 Moyenne mensuelle	67		100	100	100			3,9			n.d.	
1954 Moyenne mensuelle	110		118	116	108			3,0			n.d.	
1955 Moyenne mensuelle	152		157	146	141			2,9			n.d.	
1956 Moyenne mensuelle	113		164	158	139			3,2			n.d.	
1957 Moyenne mensuelle	106		155	158	133			4,1			n.d.	
1958 Moyenne mensuelle	70		135	145	117			3,8			n.d.	
1959 Moyenne mensuelle	105		137	166	129			3,4			2,9	
1960 Moyenne mensuelle	93		121	162	116			4,5			2,8	
		1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	
Janvier	102	75	138	109	175	152	134	109	3,4	5,8	2,6	2,9
Février	91		129		168		124		3,7		2,7	
Mars	88		121		159		115		4,0		2,8	
Avril	83		119		161		111		4,3		2,8	
Mai	95		114		155		106		4,0		2,8	
Juin	143		121		162		116		3,8		2,8	
Juillet	116		124		167		118		4,9		2,8	
Août	105		123		170		117		5,3		2,7	
Septembre	87		121		167		117		4,6		2,8	
Octobre	72		118		162		115		5,0		2,9	
Novembre	66		114		158		113		5,1		3,0	
Décembre	67		108		149		108		5,4		3,1	

<sup>1</sup> Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

<sup>2</sup> Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.

<sup>3</sup> Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

<sup>4</sup> Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

<sup>5</sup> Bourse de Bruxelles.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en via au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

**Banques <sup>4</sup>**

1951	49	2.212	2.166	526	—	238	28	526	12
1952	52	2.623	2.270	593	—	259	35	912	24
1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.845	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.619	307

**Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>**

1951	1.043	8.520	7.279	1.227	39	917	51	2.976	244
1952	1.094	9.295	8.113	1.434	36	957	63	3.266	141
1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.355	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.065	414

**Industrie des fabrications métalliques**

1951	1.034	7.519	6.870	1.834	103	871	103	904	37
1952	1.080	8.282	7.177	2.066	89	882	110	1.029	50
1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.313	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	1.998	101

**Métallurgie du fer**

1951	106	7.572	8.744	758	31	541	53	2.398	122
1952	105	7.858	8.747	1.689	5	1.039	81	2.378	124
1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.197	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.679	172

**Industrie textile**

1951	1.008	6.876	10.717	1.752	38	608	133	445	22
1952	1.033	7.654	11.158	1.146	183	507	100	479	27
1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	463	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	485	27

RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup> (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

## Industrie alimentaire

1951	716	5.877	4.097	754	51	403	48	531	27
1952	718	6.219	4.020	709	82	396	54	586	31
1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	657	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	981	58

## Industrie chimique

1951	477	7.384	5.129	1.056	51	510	39	963	41
1952	489	8.001	5.414	1.509	66	624	57	1.059	50
1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.083	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.263	82

## Electricité

1951	51	11.273	2.983	1.103	0,9	941	71	3.622	179
1952	49	12.295	2.649	1.243	0,3	1.036	77	4.300	199
1953	53	12.395	2.779	1.304	..	1.115	84	4.597	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	..	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.510	345

## Industrie du charbon

1951	63	6.637	6.286	859	7	682	68	938	50
1952	61	7.077	6.046	1.206	65	1.007	94	848	47
1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	956	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6 7</sup>

1951	11.250	88.226	73.126	14.553	766	7.792	896	15.543	839
1952	11.706	94.884	75.821	16.827	892	8.950	1.012	17.446	827
1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.863	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.287
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.927	156.179	98.558	18.232	3.519	10.293	1.015	35.687	1.650

RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup> (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

## B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1951	275	14.345	7.275	4.739	40	2.599	206	602	29
1952	331	18.292	9.155	6.732	63	3.418	231	1.059	48
1953	369	22.968	8.955	6.766	204	3.838	278	1.219	57
1954	401	25.233	11.358	7.198	124	4.383	372	1.616	70
1955	442	27.947	14.673	8.106	233	4.979	332	1.843	89
1956	472	29.946	16.096	9.643	362	6.033	354	2.201	94
1957	500	35.981	14.363	10.839	256	6.609	350	2.772	105
1958	494	38.594	16.000	8.491	243	5.542	338	3.150	124
1959	494	42.202	18.315	7.258	396	5.571	315	3.164	150

C. — Total général des sociétés belges et congolaises <sup>6</sup> <sup>7</sup>

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)

1951	11.605	105.975	83.412	19.807	994	10.617	1.126	16.533	881
1952	12.115	116.978	88.047	24.384	1.026	12.779	1.289	18.629	884
1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.487	205.709	121.299	26.527	3.972	16.611	1.395	38.881	1.813

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.<sup>7</sup> Total général net, après déduction des doubles emplois.XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup>

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>

1959 Janvier	152	2,5	1,1	0,3	0,1	0,2	0,2
2 premiers mois	376	3,2	2,8	0,6	0,1	0,5	0,3
3 premiers mois	2.344	20,2	12,1	2,6	0,6	1,6	0,4
4 premiers mois	5.858	54,7	36,2	6,3	1,3	3,5	0,6
5 premiers mois	9.535	99,3	60,9	11,7	2,5	6,5	0,7
6 premiers mois	11.425	118,0	75,7	13,9	2,8	7,6	0,9
7 premiers mois	11.990	124,2	80,5	14,6	2,9	8,0	1,0
8 premiers mois	12.205	125,2	81,2	14,7	3,0	8,1	1,1
9 premiers mois	12.558	127,4	83,0	15,1	3,1	8,2	1,2
10 premiers mois	13.144	136,5	86,7	16,1	3,3	8,9	1,3
11 premiers mois	13.566	149,9	95,1	17,5	3,4	9,9	1,5
12 mois	13.927	156,2	98,8	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 Janvier	p 113	2,4	0,8	0,2	0,0	0,2	0,2
2 premiers mois	p 282	3,5	2,8	0,6	0,0	0,7	0,3
3 premiers mois	p 1.756	18,5	11,6	2,6	0,3	1,8	0,5
4 premiers mois	p 4.314	51,8	31,5	6,5	0,8	4,1	0,7
5 premiers mois	p 7.197	98,1	59,4	12,4	2,1	7,2	0,8
6 premiers mois	p 8.762	116,2	73,4	15,0	2,4	8,5	1,0
7 premiers mois	p 9.316	124,0	79,0	15,9	2,5	9,0	1,2
8 premiers mois	p 9.472	124,8	79,6	16,0	2,6	9,0	1,3
9 premiers mois	p 9.791	127,3	81,4	16,4	2,6	9,2	1,4
10 premiers mois	p 10.268	136,3	84,9	17,7	2,8	10,0	1,6
11 premiers mois	p 10.603	149,6	92,5	19,8	2,9	11,0	1,8

RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup> (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

## B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1959 Janvier .....	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois .....	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois .....	22	0,4	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois .....	54	1,5	0,7	0,3	...	...	...
5 premiers mois .....	150	16,3	8,4	3,7	0,1	3,0	0,1
6 premiers mois .....	307	29,3	12,9	5,9	0,2	4,4	0,1
7 premiers mois .....	388	36,8	16,9	6,8	0,3	5,3	0,1
8 premiers mois .....	405	37,4	17,4	6,9	0,3	5,3	0,1
9 premiers mois .....	417	37,6	17,4	6,9	0,3	5,3	0,1
10 premiers mois .....	447	38,0	17,6	7,0	0,4	5,3	0,1
11 premiers mois .....	480	41,1	17,8	7,2	0,4	5,5	0,1
12 mois .....	494	42,2	18,3	7,3	0,4	5,6	0,2
1960 Janvier ..... p	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois ..... p	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois ..... p	17	0,3	0,1	0,1	...	...	...
4 premiers mois ..... p	36	1,3	0,6	0,2	...	...	...
5 premiers mois ..... p	104	16,5	8,3	5,1	...	4,1	0,1
6 premiers mois ..... p	232	28,6	11,9	6,6	0,2	5,4	0,1
7 premiers mois ..... p	276	31,5	14,4	7,0	0,2	5,7	0,1
8 premiers mois ..... p	285	32,0	14,7	7,1	0,2	5,7	0,1
9 premiers mois ..... p	291	32,1	14,8	7,1	0,2	5,7	0,1
10 premiers mois ..... p	305	32,4	14,9	7,2	0,2	5,7	0,1
11 premiers mois ..... p	317	33,5	15,1	7,3	0,2	5,8	0,1

C. — Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger) <sup>4</sup>

1959 Janvier .....	157	2,7	1,3	0,3	0,1	0,2	0,2
2 premiers mois .....	387	3,4	3,0	0,7	0,1	0,5	0,3
3 premiers mois .....	2.373	20,7	12,5	2,7	0,6	1,6	0,4
4 premiers mois .....	5.924	56,5	37,2	6,6	1,3	3,6	0,6
5 premiers mois .....	9.709	119,9	72,3	16,0	2,6	10,0	0,7
6 premiers mois .....	11.772	152,5	92,3	20,6	3,1	12,6	0,9
7 premiers mois .....	12.426	166,8	101,2	22,3	3,2	13,9	1,1
8 premiers mois .....	12.658	168,3	102,4	22,5	3,3	14,0	1,2
9 premiers mois .....	13.025	170,8	104,2	22,8	3,5	14,2	1,3
10 premiers mois .....	13.647	180,5	108,1	24,0	3,7	14,9	1,4
11 premiers mois .....	14.107	197,8	116,9	25,7	3,8	16,2	1,6
12 mois .....	14.487	205,7	121,3	26,2	4,0	16,6	1,8
1960 Janvier ..... p	116	2,5	1,0	0,3	0,0	0,2	0,3
2 premiers mois ..... p	292	3,7	3,0	0,8	0,0	0,7	0,3
3 premiers mois ..... p	1.777	19,0	11,8	2,8	0,3	1,8	0,5
4 premiers mois ..... p	4.357	53,3	32,4	6,8	0,9	4,2	0,7
5 premiers mois ..... p	7.319	118,7	70,8	18,1	2,2	11,8	0,9
6 premiers mois ..... p	9.024	149,9	89,1	22,5	2,6	14,5	1,1
7 premiers mois ..... p	9.630	161,3	97,5	23,8	2,8	15,3	1,3
8 premiers mois ..... p	9.975	162,5	98,4	23,9	2,8	15,4	1,3
9 premiers mois ..... p	10.121	165,1	100,2	24,4	2,9	15,6	1,5
10 premiers mois ..... p	10.618	174,4	103,8	25,8	3,0	16,4	1,8
11 premiers mois ..... p	10.970	189,8	111,9	28,0	3,1	17,6	2,1

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

**XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations Total des émissions nettes (I.N.S.) (9)
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	
			émissions	amortissements	émissions nettes				
	(1)	(2)				(3)	(4)	= (3) - (4)	

**Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

1951	7.621	2.176	1.483	est. 500 <sup>3</sup>	est. 983 <sup>3</sup>	n.d.	est. 983 <sup>3</sup>	est. 3.159 <sup>3</sup>	4.363 <sup>4</sup>
1952	18.047	2.755	1.398	est. 600 <sup>3</sup>	est. 798 <sup>3</sup>	n.d.	est. 798 <sup>3</sup>	est. 3.553 <sup>3</sup>	5.641 <sup>4</sup>
1953	4.660	1.561	1.068	est. 700 <sup>3</sup>	est. 368 <sup>3</sup>	n.d.	est. 368 <sup>3</sup>	est. 1.929 <sup>3</sup>	2.525 <sup>4</sup>
1954	7.546	3.500	1.777	879	898	529	1.427	4.927	8.331
1955	15.354	5.356	1.560	1.257	303	532	835	6.191	9.680
1956	17.965	4.560	1.701	1.404	297	389	686	5.246	7.619
1957	27.917	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	9.076	4.893	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.819	12.920
1959	10.327	4.137	2.889	1.542	1.347	779	2.126	6.263	11.000

**Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo**

1951	4.509	1.931	70	n.d.	70	n.d.	70	2.001	1.526 <sup>4</sup>
1952	7.369	2.457	212	n.d.	212	n.d.	212	2.669	1.811 <sup>4</sup>
1953	3.212	1.997	130	n.d.	130	n.d.	130	2.127	1.834 <sup>4</sup>
1954	2.572	1.753	391	46	345	...	345	2.098	1.465
1955	3.549	1.912	316	88	228	- 7	221	2.133	1.545
1956	7.222	2.089	341	110	231	5	236	2.325	1.580
1957	6.759	1.759	724	158	566	...	566	2.325	1.917
1958	2.007	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.342	699	116	81	35	- 21	14	713	513

**Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)**

1951	12.130	4.107	1.553	est. 500 <sup>3</sup>	est. 1.053 <sup>3</sup>	n.d.	est. 1.053 <sup>3</sup>	est. 5.160 <sup>3</sup>	5.889 <sup>4</sup>
1952	25.416	5.212	1.610	est. 600 <sup>3</sup>	est. 1.010 <sup>3</sup>	n.d.	est. 1.010 <sup>3</sup>	est. 6.222 <sup>3</sup>	7.452 <sup>4</sup>
1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 <sup>3</sup>	est. 498 <sup>3</sup>	n.d.	est. 498 <sup>3</sup>	est. 4.056 <sup>3</sup>	4.359 <sup>4</sup>
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.796
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.225
1956	25.187	6.649	2.047	1.519	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.619	2.325	833	3.158	10.490	12.604
1958	11.083	6.055	3.594	1.632	1.962	1.339	3.301	9.356	14.039
1959	12.669	4.836	3.005	1.623	1.382	758	2.140	6.976	11.513

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

<sup>3</sup> Estimations B.N.B.

<sup>4</sup> Amortissements non déduits.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950*. — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

### 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME \*

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par		Capitaux empruntés par		Total (5) = (1) + (2) ou (3) + (4)	Capitaux refusés (6)
	Banques de dépôts 1 (1)	Autres organismes 2 (2)	Banques de dépôts 1 (3)	Autres organismes 3 (4)		
1952 .....	2.357	3.440	9	5.788	5.797	...
1953 .....	2.378	3.013	9	5.382	5.391	...
1954 .....	2.330	3.006	19	5.317	5.336	...
1955 .....	2.925	3.314	23	5.616	5.639	43
1956 .....	2.428	2.795	22	5.201	5.223	123
1957 .....	2.288	3.305	17	5.576	5.593	5
1958 .....	2.078	1.829	15	3.892	3.907	577
1959 .....	2.191	1.324	73	3.442	3.515	188
1960 .....	2.415	2.668	1.025	4.058	5.083	37
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.124	1.786	279	3.631	3.910	1
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2.429	2.582	701	4.310	5.011	35
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.522	2.661	1.024	4.159	5.183	27
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.233	3.164	1.109	4.288	5.397	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.482	2.252	1.272	3.462	4.734	90
1959 Novembre .....	2.122	1.760	266	3.616	3.882	2
Décembre .....	2.115	2.647	565	4.197	4.762	...
1960 Janvier .....	2.157	2.981	800	4.338	5.138	...
Février .....	2.357	2.839	591	4.605	5.196	84
Mars .....	2.729	2.002	716	4.015	4.731	19
Avril .....	2.920	1.769	681	4.008	4.689	53
Mai .....	2.259	3.232	1.085	4.406	5.491	28
Juin .....	2.405	2.940	1.290	4.055	5.345	...
Juillet .....	2.166	4.372	1.400	5.138	6.538	...
Août .....	2.217	2.871	1.021	4.067	5.088	...
Septembre .....	2.312	2.356	933	3.735	4.668	...
Octobre .....	2.649	2.224	1.000	3.873	4.873	3
Novembre .....	2.410	2.021	1.331	3.100	4.431	233
Décembre .....	2.383	2.500	1.489	3.394	4.883	42
1961 Janvier .....	2.424	2.184	1.267	3.341	4.608	4

\* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Notamment le Crédit Communal de Belgique, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la C.G.E.R., l'O.N.S.S., et depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes.

3 Notamment l'I.R.G., l'Office National du Ducroire, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la S.N.C.I. et le Fonds des Rentes.

**XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

**Mouvement du débit**

Moyennes mensuelles ou m. is	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1952 .....	38	2	159	162	98	164	257	177	59	341	316
1953 .....	38	2	155	164	87	166	242	185	56	351	298
1954 .....	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955 .....	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956 .....	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957 .....	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958 .....	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959 .....	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960 .....	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1959 4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	145	265	147	267	292	249	63	517	355
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	208	267	149	270	357	241	59	511	416
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	206	287	156	290	362	245	55	535	417
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	226	293	162	296	388	241	56	537	444
4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	192	309	167	312	359	245	56	557	415
1959 Novembre .....	39	2	130	253	147	255	277	241	60	496	337
Décembre .....	39	3	204	288	154	291	358	265	64	556	422
1960 Janvier .....	39	2	198	243	137	245	335	220	59	465	394
Février .....	39	3	214	269	159	272	373	246	59	518	432
Mars .....	39	3	213	291	151	294	364	258	59	552	423
Avril .....	39	3	182	249	155	252	337	224	54	476	391
Mai .....	39	3	220	303	158	306	378	260	55	566	433
Juin .....	39	3	216	308	156	311	372	251	57	562	429
Juillet .....	39	3	254	286	173	289	427	226	53	515	420
Août .....	39	3	222	301	163	304	385	251	58	555	443
Septembre .....	39	3	202	291	150	294	352	248	57	542	409
Octobre .....	39	3	200	308	162	311	362	250	56	561	418
Novembre .....	39	3	174	304	169	307	343	249	56	556	399
Décembre .....	39	3	203	315	169	318	372	237	57	555	429
1961 Janvier .....	39	3	193	354	167	357	360	258	60	615	420

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

# XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	sur certificats de trésorerie			sur Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	sur autres effets publics 2
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		ayant maximum 120 jours à courir	ayant maximum 8 mois à courir	émis à maximum 866 jours 1		
Taux en vigueur le 31-12-1950 .....	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50	
1951 5 juillet .....	3,50	3,50	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50	
13 septembre .....	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50	
1952 18 décembre .....	3,—	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50	
1953 5 mars .....	3,—	3,—	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	—	5,—	
21 mai .....	3,—	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	—	4,75	
29 octobre .....	2,75	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	—	4,50	
1955 4 août .....	3,—	3,—	3,75	4,50	4,75	2,1875			—	4,75	
1956 6 décembre .....	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	2,25			—	5,25	
1957 21 mars .....	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %			—	5,25	
25 juillet .....	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	6,25	
12 novembre .....	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	6,25	
1958 27 mars .....	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	6,—	
5 juin .....	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	5,75	
3 juillet .....	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	5,50	
28 août .....	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	5,25	
30 octobre .....	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	5,—	
1959 8 janvier .....	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	4,75	
24 décembre .....	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	5,—	
1960 4 août .....	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	6,25	
10 novembre .....	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	Taux du certificat + 5/16 % minimum 2,25 %			—	6,25	

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

\* Quotité de l'avance au 31 décembre 1960

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 866 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) ..... max. 80 %

## XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1956 2 .....	1,58
1957 Du 1-1 au 11-11 ...	1,70
Du 12-11 au 31-12 3 ..	2,25
1958 .....	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960 Février .....	2,08
Mars .....	1,95
Avril .....	1,75
Mai .....	2,19
Juin .....	2,58
Juillet .....	3,23
Août .....	4,03
Septembre .....	4,14
Octobre .....	3,92
Novembre .....	2,81
Décembre .....	2,67
1961 Janvier .....	2,68

## XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4					Certificats de trésorerie bancaires 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication			
								4 mois			
	16 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois				6 mois	9 mois	12 mois
1956 .....	1,90	—	—	—	—	1,3125 <sup>6</sup>					
1957 .....	2,75	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75					
1958 .....	1,25	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1958 6 janv.	4,676	5,059	5,388	
1959 .....	—	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860	
1960 Fév. ....	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	1960 1 mars .	4,198	4,300	4,400	
Mars ...	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	5 avril .	4,190	4,298	4,397	
Avril ...	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	3 mai .	4,238	4,340	*	
Mai ...	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	7 juin .	4,268	4,348	4,446	
Juin ...	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	5 juillet .	4,266	4,350	4,437	
Juillet .	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	2 août .	4,340	4,400	*	
Août ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 sept. .	*	*	*	
Sept. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 oct. .	*	4,909	4,950	
Oct. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	8 nov. .	*	*	*	
Nov. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 déc. .	*	*	*	
Déc. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956	
1961 Janv. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 fév. .	4,846	*	4,993	

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.

Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

2 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 8 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 % ; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %.

3 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

4 Cfr. Arrêtés ministériels du 30 mars 1956 et du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 4 mai 1956, p. 8.148 et du 10 novembre 1957, p. 8.028).

5 Certificats que les banques peuvent inclure dans la couverture partielle de leur passif exigible à 1 mois au plus. L'encours de ces certificats émis à 4 mois était peu important jusqu'à la réforme du marché monétaire du 12 novembre 1957, qui les a remplacés par des certificats de même nature, mais dont l'intérêt est lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque. Ces certificats sont désignés par le terme « certificats B » (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur* du 10 novembre 1957, p. 8.030). L'encours de ces certificats s'est élevé à 8,9 milliards de francs jusqu'au 8 avril 1960. Depuis lors, il atteint 9,1 milliards de francs.

En outre, le Fonds des Rentes émet, depuis novembre 1957, un montant variable de certificats assortis des mêmes conditions, sauf que l'intérêt des certificats B est payable d'avance, et que celui des certificats du Fonds des Rentes est payable à terme échu. (Arrêté amendement l'arrêté d'exécution de l'article 4, § 2 du règlement du 11 octobre 1949 sur les coefficients bancaires. — *Moniteur* du 27 novembre 1957, p. 8.263).

Il convient également de noter que la réforme du marché monétaire de novembre 1957 a converti un montant de 20 milliards de francs de certificats de trésorerie à 12 mois affectés par les banques à la couverture partielle de leur passif exigible à un mois au plus, en des certificats à 12 mois, désignés par le terme « certificats A », d'un taux de 1 15/16 %, payable par anticipation (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur* du 10 novembre 1957, p. 8.030).

6 Taux en vigueur depuis le 5 février 1946 (cfr. deuxième arrêté ministériel d'exécution du 5 février 1946 de la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. *Moniteur* du 10 février 1946, p. 1.185).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES  
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 50.000 F	de 50.001 à 100.000 F	au-delà de 100.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1951 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1952 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1953 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957 .....	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F 3,—	de 200.000 F 2,—	
1958 .....	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F 3,— <sup>3</sup>	au-delà de 250.000 F 2,—	
1959 .....	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	
1959 Novembre .....	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	
1960 Janvier .....	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Février .....	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Mars .....	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Avril .....	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Mai .....	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Juin .....	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Juillet .....	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Août .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Septembre .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Octobre .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Novembre .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
Décembre .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1961 Janvier .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.  
 2 Depuis novembre 1957, les taux des dépôts à préavis et à terme fluctuent en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque.  
 3 Durant les années 1958 et 1960, majoration d'intérêts de 0,30 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile. Pas de majoration en 1959.  
 4 En 1960, majoration d'intérêts de 0,20 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES \***

Début de période	Dettes unifiées (rendement au regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Echéance à plus de 20 ans	Taux médian (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Etat Emprunts à lots Dette directe	
	4 % 1 <sup>re</sup> s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 5,50 %	4 %	
1952 .....	4,60	—	5,19 <sup>1</sup>	—	—	5,13	5,20
1953 .....	4,48	—	4,85 <sup>1</sup>	5,09 <sup>2</sup>	—	4,81	4,90
1954 .....	4,33	—	4,15 <sup>1</sup>	4,79 <sup>2</sup>	—	4,58	4,60
1955 .....	4,20	—	3,89 <sup>1</sup>	4,59 <sup>2</sup>	—	4,43	4,50
1956 .....	4,18	—	3,99 <sup>1</sup>	4,63	4,71	4,38	4,60
1957 .....	4,47	—	5,17 <sup>1</sup>	5,54	5,59	4,53	5,40
1958 .....	4,93	—	5,53 <sup>1</sup>	6,47	6,51	5,20	6,50
1959 .....	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,83	4,90
1959 Décembre .....	4,22	4,65	4,59	5,11	5,08	4,64	5,—
1960 Janvier .....	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	4,63	5,10
Février .....	4,24	4,87	4,82	5,32	5,13	4,61	5,10
Mars .....	4,25	4,82	4,83	5,31	5,15	4,60	5,10
Avril .....	4,26	4,79	4,73	5,23	5,14	4,54	5,10
Mai .....	4,26	4,90	4,84	5,26	5,17	4,52	5,10
Juin .....	4,27	5,01	4,94	5,28	5,19	4,57	5,10
Juillet .....	4,27	4,90	5,01	5,29	5,17	4,70	5,10
Août .....	4,35	5,51	5,67	5,79	5,41	4,92	5,40
Septembre .....	4,35	5,40	5,15	5,74	5,45	4,88	5,30
Octobre .....	4,34	5,47	5,26	5,71	5,47	4,86	5,40
Novembre .....	4,34	5,40	5,28	5,73	5,53	4,81	5,40
Décembre .....	4,40	5,47	5,55	5,85	5,65	4,81	5,60
1961 Janvier .....	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	4,90	5,70
Février .....	4,39	5,50	5,66	6,00	5,82	4,93	5,70

\* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuité (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.  
 N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 6, juin 1951 ; « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 6, novembre 1957 « La réforme du marché monétaire » ; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1955 ...		3,—		1,50		3,—		3,—		4,—		2,50		2,75		1,50
1955 Janvier ...							27	3,50								
Février ...							24	4,50								
Avril .....			15	1,75									19	3,75		
Août .....	4	3,50	5	2,—												
Septembre			9	2,25												
Novembre			18	2,50												
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars .....	8	4,50														
Avril .....			13	2,75												
Mai .....	19	5,50														
Août .....			24	3,—							25	3,25				
Septembre	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril .....					11	4,—										
Mai .....															15	2,50
Juillet .....											17	4,25	11	5,—		
Août .....			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre	19	4,—					19	7,—								
Novembre			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	23	2,75							23	4,50				
Mars .....			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril .....			18	1,75												
Mai .....							22	5,50					3	4,50		
Juin .....	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août .....							14	4,50								
Septembre			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars .....			6	3,—												
Avril .....					23	4,—										
Mai .....			29	3,50												
Septembre	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin .....	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août .....			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														

1 Federal Reserve Bank of New York.  
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

## XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 7 janvier	1961 5 janvier	1960 4 février	1961 9 février
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	3.012	2.012	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes .....	—	1.000	1.201	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger .....	490	118	141	3.969	4.072	5.769	4.077	6.179
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	512	...	...	...	...	656	...	740
Monnaies divisionnaires .....	136	99	84	101	84	16	86	21
Comptes courants postaux .....	321	716	512	669	701	793	438	480
Prêts à l'Etat .....	6.329	6.548	6.510	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>
Avances à l'Etat .....	—	4.297	4.337	2.640 <sup>2</sup>	3.277 <sup>2</sup>	1.688 <sup>2</sup>	3.875 <sup>2</sup>	2.943 <sup>2</sup>
Portefeuille d'escompte :	18.599	19.872	22.217	16.392	15.808	17.813	14.731	16.376
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	7.889	5.917	6.707	4.232	4.273	4.974	4.151	4.726
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	4	1	3	1	1	1	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céré-</i> <i>ales</i> <sup>3</sup> .....	346	575	481	699	715	847	529	656
<i>Effets de mobilisation de crédits à</i> <i>moyen terme</i> .....	10.360	13.379	15.026	11.460	10.819	11.991	10.050	10.993
Effets négociables achetés en France <sup>4</sup>	2.968	2.883	2.609	2.827	2.579	3.280	2.280	2.282
Avances à 30 jours sur effets publics ...	213	193	222	169	153	155	184	160
Avances sur titres .....	109	105	97	83	84	68	78	63
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement .....	377	783	763	863	285	645	376	311
Divers .....	560	649	562	627	586	783	593	717
<b>Total ...</b>	<b>33.626</b>	<b>39.275</b>	<b>41.731</b>	<b>39.162</b>	<b>38.451</b>	<b>42.488</b>	<b>37.540</b>	<b>41.094</b>

## PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	31.135	32.681	34.694	34.947	34.421	39.001	33.849	38.063
Comptes courants créditeurs :	1.634	5.246	5.720	2.943	2.705	1.958	2.543	1.733
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	1	...	1	...
<i>Comptes courants des accords de</i> <i>coopération économique</i> .....	2	...	...	...	...	...	...	...
<i>Comptes courants des banques et</i> <i>institutions financières françaises</i> <i>et étrangères</i> .....	839	4.091	4.564	1.965	1.757	910	1.656	736
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i> .....	793	1.154	1.155	978	947	1.048	886	997
Capital de la Banque .....	2	2	2	150	150	150	150	150
Divers .....	855	1.346	1.315	1.122	1.175	1.379	998	1.148
<b>Total ...</b>	<b>33.626</b>	<b>39.275</b>	<b>41.731</b>	<b>39.162</b>	<b>38.451</b>	<b>42.488</b>	<b>37.540</b>	<b>41.094</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.

<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

<sup>3</sup> Loi du 15 août 1930, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

<sup>4</sup> Décret du 17 juin 1938.

**XX - 3. — BANK OF ENGLAND**

*(millions of £)*

	1957 28 February	1958 28 February	1959 28 February	1960 29 February	1960 6 January	1961 4 January	1960 10 February	1961 8 February
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	---------------------	--------------------

**Issue Department**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	1.910	1.985	2.035	2.136	2.186	2.337	2.136	2.237
Other Securities .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	3	3	3	2	2	1	2	1
Amount of Fiduciary Issue .....	1.925	2.000	2.050	2.150	2.200	2.350	2.150	2.250
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total ...</b>	<b>1.925</b>	<b>2.000</b>	<b>2.050</b>	<b>2.150</b>	<b>2.200</b>	<b>2.350</b>	<b>2.150</b>	<b>2.250</b>

Notes Issued :								
In Circulation .....	1.874	1.965	2.014	2.116	2.185	2.314	2.117	2.203
In Banking Department .....	51	35	36	34	15	36	33	47
<b>Total ...</b>	<b>1.925</b>	<b>2.000</b>	<b>2.050</b>	<b>2.150</b>	<b>2.200</b>	<b>2.350</b>	<b>2.150</b>	<b>2.250</b>

**Banking Department**

Government Securities .....	238	254	265	274	275	349	270	396
Other Securities :								
Discounts and Advances .....	25	23	10	33	30	78	23	45
Securities .....	20	22	22	20	21	19	21	19
Notes .....	51	35	37	34	15	36	33	47
Coin .....	2	2	1	1	1	1	1	1
<b>Total ...</b>	<b>336</b>	<b>336</b>	<b>335</b>	<b>362</b>	<b>342</b>	<b>483</b>	<b>348</b>	<b>508</b>

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest .....	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits :	13	11	17	12	13	14	10	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits .....	—	—	—	—	—	156	—	155
Other Deposits :								
Bankers .....	229	232	229	264	246	229	255	257
Other Accounts .....	75	74	70	67	64	65	64	66
<b>Total ...</b>	<b>336</b>	<b>336</b>	<b>335</b>	<b>362</b>	<b>342</b>	<b>483</b>	<b>348</b>	<b>508</b>

**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1956 31 December	1957 31 December	1958 31 December	1959 31 December	1960 6 January	1961 4 January	1960 10 February	1961 8 February
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	20.374	21.216	19.013	18.186	18.186	16.317	18.171	16.071
Redemption fund for F.R. notes .....	895	869	938	978	978	1.065	967	1.055
Total gold certificate reserves ...	21.269	22.085	19.951	19.164	19.164	17.382	19.138	17.126
F.R. notes of other Banks .....	351	443	477	524	560	537	608	—
Cash .....	306	339	336	359	383	362	496	506
Discounts and advances .....	50	56	64	458	1.285	98	626	526
Industrial loans .....	1	1	...	...	...	—	...	—
Acceptances :								
Bought outright .....	33	42	43	44	44	48	39	46
Held under repurchase agreement .....	35	23	6	31	22	14	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	1.721	983	2.250	2.606	2.606	2.900	1.339	2.619
Certificates .....	10.933	19.934	18.650	10.507	10.507	9.060	10.507	9.045
Notes .....	9.154	...	2.868	11.010	11.010	12.481	11.010	12.484
Bonds .....	2.802	2.802	2.484	2.484	2.484	2.543	2.484	2.541
Total bought outright ...	24.610	23.719	26.252	26.607	26.607	26.984	25.340	26.689
Held under repurchase agreement .....	305	519	95	41	24	221	34	372
Total U.S. Government securities ...	24.915	24.238	26.347	26.648	26.631	27.205	25.374	27.061
Total loans and securities .....	25.034	24.360	26.460	27.181	27.982	27.365	26.039	27.633
Due from foreign banks .....	...	...	...	...	...	...	...	—
Cash items in process of collection .....	5.624	5.495	5.631	6.438	6.063	6.704	4.991	4.018
Bank premises .....	73	84	94	100	100	108	101	109
Other assets .....	253	223	146	262	278	219	375	224
Total assets ...	52.910	53.029	53.095	54.028	54.530	52.677	51.748	49.616 <sup>3</sup>
<b>LIABILITIES</b>								
Federal Reserve notes .....	27.476	27.535	27.872	28.262	28.150	28.400	27.562	27.104
Deposits :								
Member bank reserves .....	19.059	19.034	18.504	18.174	19.243	17.115	17.744	17.038
U.S. Treasurer - general account .....	441	481	358	504	650	312	421	449
Foreign .....	322	356	273	345	335	252	215	195
Other .....	426	246	391	693	346	380	337	384
Total deposits ...	20.248	20.117	19.526	19.716	20.574	18.059	18.717	18.066
Deferred availability cash items .....	3.959	4.071	4.335	4.847	4.588	4.950	4.159	3.089
Other liabilities and accrued dividends ...	17	15	22	29	28	31	27	37
Total liabilities ...	51.700	51.738	51.755	52.854	53.340	51.440	50.465	48.296
<b>CAPITAL ACCOUNTS</b>								
Capital paid in .....	326	345	363	388	388	411	391	417
Surplus .....	775	837	868	775	775	817	775	817
Other capital accounts .....	109	109	109	11	27	9	117	86
Total liabilities and capital accounts ...	52.910	53.029	53.095	54.028	54.530	52.677	51.748	49.616 <sup>3</sup>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	50	76	68	82	93	225	129	192
Industrial loan commitments .....	2	1	1	...	...	—	...	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined .....	44,6 %	46,3 %	42,1 %	39,9 %	39,3 %	37,4 %	41,4 %	37,4 % <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

<sup>2</sup> « F. R. note liabilities combined » includes \$ 614 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

<sup>3</sup> Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F. R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

**XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK**  
(miljoenen guldens)

	1956 31 december	1957 31 december	1958 31 december	1959 31 december	1960 4 januari	1961 9 januari	1960 8 februari	1961 6 februari
<b>ACTIVA</b>								
Goud .....	3.192	2.812	3.972	4.281	4.281	5.487	4.281	5.487
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten .....	747	1.008	1.603	786	801	1.084	809	826
Buitenlandse betaalmiddelen .....	1	1	1	1	1	...	1	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens <sup>1</sup> .....	220	182	88	71	70	39	70	43
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto <sup>2</sup> .....	92	10	...	6	6	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 <sup>o</sup> van de Bankwet 1948) .....	165	128	181	547	478	249	308	20
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) <sup>3</sup> .....	253	198	40	62	67	9	12	9
Boekvorderingen op de Staat (overeen- komst van 26 februari 1947) .....	660	560	—	—	—	—	—	—
Nederlandse munten .....	4	11	24	35	35	51	40	44
Belegging van kapitaal en reserves .....	138	142	159	165	160	171	161	171
Gebouwen en inventaris .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen .....	41	39	15	12	7	6	6	8
<b>Totaal ...</b>	<b>5.514</b>	<b>5.092</b>	<b>6.084</b>	<b>5.967</b>	<b>5.907</b>	<b>7.097</b>	<b>5.689</b>	<b>6.609</b>

<b>PASSIVA</b>								
Bankbiljetten in omloop .....	4.073	4.187	4.418	4.513	4.447	4.689	4.246	4.631
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen .....	1.055	629	1.284	1.139	1.134	1.759	1.115	1.584
's Rijks schatkist .....	620	307	643	528	466	930	485	702
Banken in Nederland .....	405	250	485	484	524	679	495	716
Andere ingezetenen .....	30	72	156	127	144	150	135	166
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen .....	153	46	97	65	87	96	73	49
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	—	—	—	56	78	85	67	40
Andere niet-ingezetenen .....	19	16	22	9	9	11	6	9
Saldo's voortvloeiende uit betalings- akkoorden .....	134	30	75	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten .....	20	6	64	6	6	320	17	110
Kapitaal .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves .....	126	131	142	152	142	152	142	151
Diverse rekeningen .....	67	73	59	72	71	61	76	64
<b>Totaal ...</b>	<b>5.514</b>	<b>5.092</b>	<b>6.084</b>	<b>5.967</b>	<b>5.907</b>	<b>7.097</b>	<b>5.689</b>	<b>6.609</b>
<sup>1</sup> Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila- terale akkoorden .....	90	2	1	9	7	...	7	...
<sup>2</sup> Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<sup>3</sup> Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1938 — Staatsblad nr 99) .....	18	13	11	8	8	5	8	5
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten .....	141	127	110	105	104	108	102	98

## XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1956 dicembre	1957 dicembre	1958 dicembre	1959 dicembre	1959 ottobre	1960 ottobre	1959 novembre	1960 novembre
Oro in cassa .....	4	4	5	5	5	172	5	172
Oro all'estero dovuto dallo Stato .....	2	2	2	2	2	2	2	—
Cassa <sup>1</sup> .....	10	6	10	11	11	8	11	9
Portafoglio .....	427	405	356	430	422	438	417	440
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni .....	107	82	34	46	66	95	66	73
Prorogati pagamenti .....	3	5	—	—	—	—	—	—
Disponibilita in divisa all' estero .....	71	71	62	62	62	62	62	63
Titoli emessi o garantiti dallo Stato .....	61	72	56	70	66	60	70	64
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi .....	852	1.039	1.654	2.191	2.193	2.165	2.203	2.173
Partite varie .....	3	3	3	3	3	3	3	3
Anticipazioni temporanee al Tesoro .....	77	77	77	77	77	75	77	64
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	343	343	343	343	343	488	343	485
Emissioni per forze alleate .....	145	145	145	145	145	—	145	—
Conto corrente servizio tesoreria .....	131 <sup>4</sup>	170 <sup>4</sup>	137	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	345	345	325	128	135	30	128	20
Servizi diversi per conto dello Stato .....	17	32	18	—	—	—	—	—
Spese .....	38	40	41	44	27	30	29	32
<b>Totale attivo ...</b>	<b>2.636</b>	<b>2.841</b>	<b>3.298</b>	<b>3.557</b>	<b>3.557</b>	<b>3.628</b>	<b>3.561</b>	<b>3.598</b>
Circolazione dei biglietti <sup>2</sup> .....	1.818	1.914	2.061	2.237	1.978	2.151	2.007	2.161
Vaglia assegni e debiti a vista <sup>3</sup> .....	21	27	26	28	13	15	13	18
Depositi in c/c liberi .....	102	140	167	130	98	75	93	77
Conti correnti vincolati .....	503	546	774	772	922	783	987	852
Creditori diversi .....	142	160	211	173	152	166	163	165
C/c servizio tesoreria .....	—	—	—	146	333	328	234	269
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	—	—	17	23	—	17	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro .....	—	—	—	—	—	63	—	—
Aiuti internazionali .....	8	9	14	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato .....	—	—	—	5	7	11	13	18
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	2	2	2	2	2	3	3	3
Fondo di riserva straordinario .....	1	1	1	2	2	2	2	2
Rendite .....	39	40	42	45	27	31	29	33
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>2.636</b>	<b>2.841</b>	<b>3.298</b>	<b>3.557</b>	<b>3.557</b>	<b>3.628</b>	<b>3.561</b>	<b>3.598</b>
Depositanti in titoli e valori .....	3.723	3.430	4.413	3.604	4.164	4.689	3.737	4.482
<sup>1</sup> Comprese monete di Stato .....	8	5	8	8	9	5	9	6
<sup>2</sup> Compresi biglietti presso il Tesoro .....	1	1	1	2	1	1	1	1
<sup>3</sup> Compresi vaglia e assegni .....	15	18	17	16	10	9	11	11
<sup>4</sup> Al netto del Fondo speciale .....	2	2	—	—	—	—	—	—

**XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK**

(Millionen DM)

	1958 31 Dezember	1959 31 Dezember	1960 31 Dezember	1960 7 Januar	1961 7 Januar	1960 6 Februar	1961 7 Februar
<b>AKTIVA</b>							
Gold .....	10.963	10.934	12.286	10.934	12.338	10.949	12.400
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	9.311	8.249	15.905	7.668	15.421	7.923	15.529
Sorten, Auslandswechsel und -checks ...	152	130	157	125	150	135	155
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite .....	6.089	4.817	3.657	4.819	3.650	4.515	3.220
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U. ....</i>	4.590	3.156	1.993	3.156	1.993	2.994	1.744
<i>b) an Weltbank .....</i>	1.234	1.486	1.560	1.486	1.560	1.381	1.390
Deutsche Scheidemünzen .....	85	88	91	113	114	137	131
Postscheckguthaben .....	192	226	193	177	118	96	121
Inlandswechsel .....	722	853	1.283	901	1.235	1.556	2.080
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	100	80	137	...	121	...	1
Lombardforderungen .....	64	234	419	39	105	25	35
Kassenkredite .....	90	265	79	215	126	12	2
Wertpapiere .....	270	235	324	234	324	234	594
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	4.382	5.731	3.561	5.691	3.164	5.298	3.407
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen .....	662	1.211	1.387	1.211	1.429	1.211	1.455
Sonstige Aktiva .....	372	311	370	330	389	225	190
	<b>33.454</b>	<b>33.364</b>	<b>39.849</b>	<b>32.457</b>	<b>38.684</b>	<b>32.316</b>	<b>39.320</b>

<b>PASSIVA</b>							
Banknotenumlauf .....	17.661	19.046	20.470	17.872	19.281	17.594	18.864
Einlagen von	13.037	11.605	16.696	12.051	16.828	12.262	18.124
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-</i> <i>scheck und Postsparkassenämter) ...</i>	8.243	9.344	13.036	9.425	12.852	9.513	13.702
<i>Öffentlichen einlegern .....</i>	4.585	2.039	3.440	2.407	3.578	2.539	4.167
<i>Anderen inländischen Einlegern .....</i>	209	222	220	219	398	210	255
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft .....	1.136	672	447	662	400	685	339
<i>Einlagen ausländischer Einleger .....</i>	550	299	282	289	312	288	268
<i>Sonstige .....</i>	586	373	165	373	88	397	71
Rückstellungen .....	656	671	806	655	806	655	806
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	492	522	562	522	562	522	562
Sonstige Passiva .....	182	558	578	405	517	308	335
	<b>33.454</b>	<b>33.364</b>	<b>39.849</b>	<b>32.457</b>	<b>38.684</b>	<b>32.316</b>	<b>39.320</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 7 janvier	1961 7 janvier	1960 6 février	1961 7 février
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	7.384	8.329	8.369	9.455	7.850	9.277	7.904	9.450
Devises .....	781	561	535	583	560	569	526	587
Portefeuille effets sur la Suisse .....	226	58	58	53	58	54	50	53
<i>Effets de change</i> .....	226	58	58	53	58	54	50	53
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement .....	52	22	40	38	31	15	6	8
Titres .....	45	45	44	43	44	43	44	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	...	1	...	1	1	1
<i>autres</i> .....	45	44	44	42	44	42	43	42
Correspondants :			52	52	16	16	13	12
<i>en Suisse</i> .....	41	33	45	45	9	8	7	3
<i>à l'étranger</i> .....			7	7	7	8	6	9
Autres postes de l'actif .....	29	35	28	30	36	34	27	37
Total ...	<b>8.558</b>	<b>9.083</b>	<b>9.126</b>	<b>10.254</b>	<b>8.595</b>	<b>10.008</b>	<b>8.570</b>	<b>10.190</b>

<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	49	50	51	52	51	52	51	52
Billets en circulation .....	5.931	6.109	6.344	6.854	6.077	6.533	5.746	6.257
Engagements à vue .....	2.393	2.726	2.535	2.756	2.273	2.822	2.588	3.280
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i> .....	1.831	2.541	2.330	2.288	2.033	2.303	2.449	2.840
<i>Autres engagements à vue</i> .....	562	185	205	468	240	519	139	440
Engagements à terme .....	—	—	—	390	—	400	—	400
Autres postes du passif .....	185	198	196	202	194	201	185	201
Total ...	<b>8.558</b>	<b>9.083</b>	<b>9.126</b>	<b>10.254</b>	<b>8.595</b>	<b>10.008</b>	<b>8.570</b>	<b>10.190</b>

**Références bibliographiques :** *International Financial Statistics (F.M.I.)* — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A.B.L.**

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29082258 grammes d'or fin (art. 5 des Statuts)]

Actif	31	31	31	31	31	Passif							
	décembre 1957	décembre 1958	décembre 1959	décembre 1960	janvier 1960		janvier 1961	1957	1958	1959	1960	1960	1961
<b>I. Or en lingots et monnayé</b> .....	505	1.036	1.165	1.636	1.361	1.795	<b>I. Capital :</b>						
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue</b> .....	59	81	106	60	47	86	Actions libérées de 25 %	125	123	124	125	125	125
<b>III. Portefeuille réescomptable</b> .....	496	848	859	277	771	142	<b>II. Réserves :</b>	22	21	25	26	25	25
1. Effets de commerce et acceptations de banque .....	83	39	13	19	48	19	1. Fonds de Réserve légale ...	8	9	9	10	9	10
2. Bons du Trésor .....	413	809	846	258	723	123	2. Fonds de Réserve générale .	14	13	14	16	14	13
<b>IV. Effets div. remobilis. sur dem.</b>	26	26	21	13	29	11	<b>III. Dépôts (or) :</b>	553	1.249	1.761	1.812	1.624	1.746
<b>V. Dépôts à terme et avances :</b>	165	691	379	1.130	270	998	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	79	684	319	918	201	834	a) de 6 à 9 mois .....	24	—	—	—	—	—
b) à 3 mois au maximum (or)	3	—	10	7	10	3	b) de 3 à 6 mois .....	60	110	169	24	117	31
c) de 3 à 6 mois .....	45	—	49	144	57	96	c) à 3 mois au maximum ...	308	537	607	329	565	480
d) de 3 à 6 mois (or) .....	7	7	—	—	—	—	d) à vue .....	28	455	821	1.372	760	1.200
e) de 6 à 9 mois .....	—	—	1	3	2	49	2. Autres déposants :						
f) de 9 à 12 mois .....	31	—	—	55	—	9	a) de 6 à 9 mois .....	1	—	—	—	—	—
g) à plus d'un an .....	—	—	—	3	—	7	b) de 3 à 6 mois .....	36	18	6	6	9	6
<b>VI. Autres effets et titres :</b>	569	782	853	730	848	567	c) à 3 mois au maximum ...	90	125	31	21	31	18
1. Or :							d) à vue .....	6	4	117	60	133	30
a) à 3 mois au maximum ...	40	16	24	73	26	62	<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b>	1.019	1.953	1.346	1.734	1.413	1.553
b) de 3 à 6 mois .....	72	23	104	39	115	13	1. Banques centrales :						
c) de 6 à 9 mois .....	—	—	37	—	18	33	a) à plus d'un an .....	36	107	—	36	—	36
d) de 9 à 12 mois .....	—	39	—	—	—	—	b) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	71	—	—
e) à plus d'un an .....	—	7	—	—	—	—	c) de 6 à 9 mois .....	3	89	—	—	—	71
2. Monnaies :							d) de 3 à 6 mois .....	57	171	268	156	362	232
a) à 3 mois au maximum ...	381	520	478	445	488	315	e) à 3 mois au maximum ...	696	1.132	871	1.167	821	928
b) de 3 à 6 mois .....	26	11	180	80	169	54	f) à vue .....	41	40	18	30	34	28
c) de 6 à 9 mois .....	6	19	2	4	5	17	2. Autres déposants :						
d) de 9 à 12 mois .....	7	2	8	23	7	15	a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an .....	37	145	20	66	20	58	b) de 6 à 9 mois .....	155	—	—	—	—	—
<b>VII. Actifs divers</b> .....	1	1	1	1	1	1	c) de 3 à 6 mois .....	—	—	31	—	—	—
<b>VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne</b>	68	68	68	68	68	68	d) à 3 mois au maximum ...	29	395	121	256	173	238
<i>Total actif</i> ...	1.889	3.533	3.452	3.915	3.395	3.668	e) à vue .....	2	19	37	18	23	20
							<b>V. Divers</b> .....	31	32	42	44	44	44
							<b>VI. Compte de profits et pertes</b> ...	6	8	9	8	9	8
							<b>VII. Provision pour charges éventuelles</b> .....	133	144	156	169	157	170
							<i>Total passif</i> ...	1.889	3.533	3.452	3.915	3.395	3.668

**Exécution des accords de La Haye de 1930 :**

<b>Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)</b>							<b>Dépôts à long terme :</b> .....	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus) .....	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3) .....	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus) .....	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Governem. allem.	76	76	76	76	76	76
<i>Total</i> ...	297	297	297	297	297	297	<b>Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)</b>	68	68	68	68	68	68
							<i>Total</i> ...	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convencu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustée ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.